

**GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**

**Cellule de Renseignement Financier (CRF)**

**FIU-LUX**

**Parquet de Luxembourg**

# **Rapport d'activité pour 2003 et 2004**

Novembre 2005

## **Préface**

Les deux premiers rapports d'activité de la Cellule de Renseignement Financier (CRF) avaient couvert la période depuis l'entrée en vigueur de la loi sur le secteur financier jusqu'en 1997 et avaient repris en détail la mission du service, le retour d'information et la coopération internationale.

Le rapport publié en mars 2001 avait relevé les faits et évolutions des exercices 1998, 1999 et 2000.

Le rapport publié en mars 2003 avait résumé les activités de la CRF en 2001 et 2002. Cette période était caractérisée par une montée en puissance des déclarations d'opération suspecte et avait été profondément marquée par les événements tragiques du 11 septembre 2001.

Le présent document reprend les activités de la CRF en 2003 et 2004. L'augmentation importante du nombre de déclarations d'opération suspecte s'est poursuivie jusqu'à la mi-2004. Cette période a encore été caractérisée par les discussions autour du projet de loi devant transposer la 2<sup>e</sup> Directive européenne relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.

La réorganisation de la CRF dans le sens de la spécialisation s'est poursuivie, l'équipe, opérant sous l'autorité de Monsieur le Procureur d'Etat Robert BIEVER et de Monsieur le Procureur d'Etat adjoint Jean-Paul FRISING, étant composée fin 2004 de deux magistrats à plein temps, d'un magistrat à mi-temps ainsi que d'un analyste financier. La section anti-blanchiment du SPJ, composée d'un cadre théorique de 5 enquêteurs, a épaulé la CRF dans ses travaux.

L'équipe de la CRF :

Carlos ZEYEN  
Premier Substitut  
Magistrat coordinateur

Jean-François BOULOT  
Premier Substitut

Marc SCHILTZ  
Substitut

Claude DEMUTH  
Analyste financier

## **Table des matières:**

<i>I. LES STATISTIQUES.....</i>	<i>p.5</i>
<i>I.1. L'évolution du nombre de déclarations de soupçon.....</i>	<i>p.5</i>
<i>I.1.1. L'évolution globale.....</i>	<i>p.5</i>
<i>I.1.1.1. Les chiffres.....</i>	<i>p.5</i>
<i>I.1.1.2. Commentaires.....</i>	<i>p.6</i>
<i>I.1.2. L'évolution par catégorie de professionnels concernés.....</i>	<i>p.6</i>
<i>I.1.2.1. Les chiffres.....</i>	<i>p.6</i>
<i>I.1.2.2. Commentaires.....</i>	<i>p.7</i>
<i>I.2. L'évolution du nombre de banques ayant opéré une ou plusieurs déclarations de soupçon.....</i>	<i>p.8</i>
<i>I.2.1. Les chiffres.....</i>	<i>p.8</i>
<i>I.2.2. Commentaires.....</i>	<i>p.9</i>
<i>I.3. Le nombre de déclarations de soupçon suite à un refus d'entrée en relation.....</i>	<i>p.9</i>
<i>I.3.1. Les chiffres.....</i>	<i>p.9</i>
<i>I.3.2. Commentaires.....</i>	<i>p.10</i>
<i>I.4. L'évolution par nombre et pays de résidence des personnes visées.....</i>	<i>p.10</i>
<i>I.4.1. L'évolution du nombre des personnes visées.....</i>	<i>p.10</i>
<i>I.4.1.1. Les chiffres.....</i>	<i>p.10</i>
<i>I.4.1.2. Commentaires.....</i>	<i>p.10</i>
<i>I.4.2. La ventilation des personnes visées par pays de résidence.....</i>	<i>p.11</i>
<i>I.4.2.1. Les chiffres.....</i>	<i>p.11</i>
<i>I.4.2.2. Commentaires.....</i>	<i>p.12</i>
<i>I.5. Le nombre de blocages d'opérations suspectes opérés par la CRF.....</i>	<i>p.13</i>
<i>I.5.1. Les chiffres.....</i>	<i>p.13</i>
<i>I.5.2. Commentaires.....</i>	<i>p.13</i>
<i>I.5.3. L'évolution du nombre des Commissions Rogatoires Internationales.....</i>	<i>p.14</i>
<i>I.6. La confirmation du soupçon.....</i>	<i>p.14</i>
<i>I.6.1. Les chiffres.....</i>	<i>p.14</i>
<i>I.6.2. Commentaires.....</i>	<i>p.15</i>
<i>I.7. Les infractions primaires en cause.....</i>	<i>p.15</i>
<i>I.7.1. Les chiffres.....</i>	<i>p.15</i>

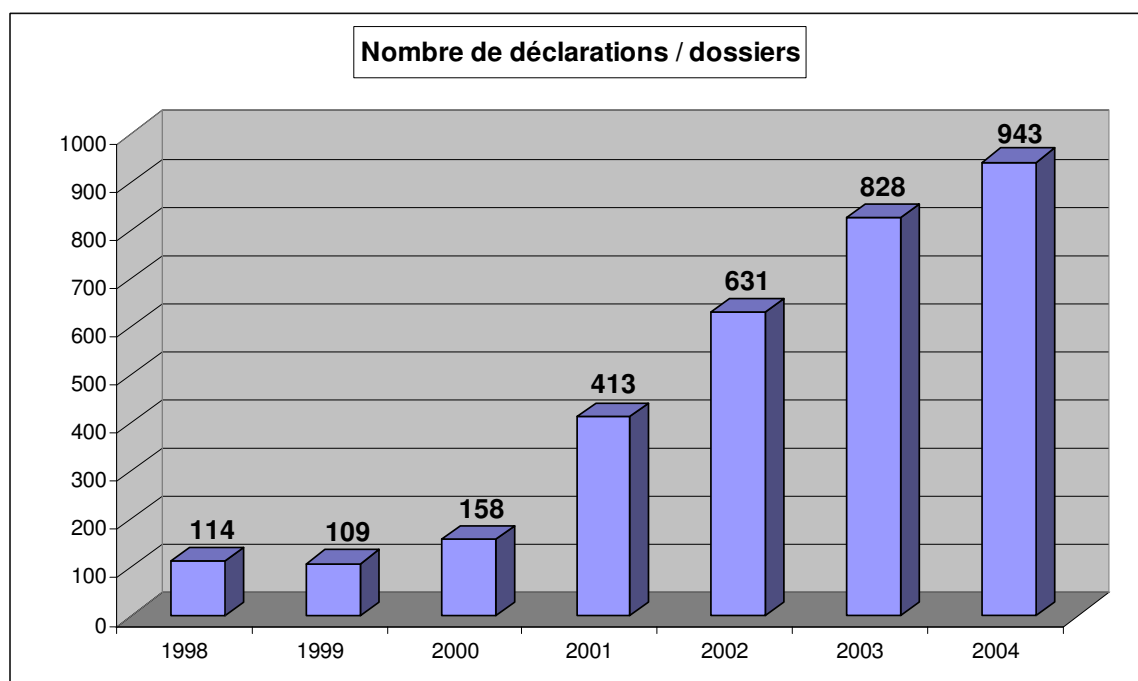
1.7.2. Commentaires.....	p.17
1.8. Les avoirs visés par les déclarations d'opération suspecte.....	p.17
1.9. Le passage à l'Euro.....	p.18
 II. LES POURSUITES JUDICIAIRES.....	p.19
II.1. La sanction de l'infraction de blanchiment.....	p.19
II.2. La sanction de la violation des obligations professionnelles.....	p.20
 III. LES TYPOLOGIES.....	p.22
 IV. LA COOPERATION INTERNATIONALE.....	p.27
IV.1. Le groupe d'Action Financière GAFI/FATF.....	p.27
IV.1.1. La révision des quarante Recommandations et les notes interprétatives.....	p.27
IV.1.2. Les pays et territoires non coopératifs (PTNC).....	p.27
IV.1.3. Les neuf Recommandations spéciales contre le financement du terrorisme.....	p.27
IV.2. Le Groupe Egmont.....	p.28
IV.3. Le FIU.Net.....	p.28
IV.4. La coopération avec les autres Cellules de Renseignement Financier.....	p.29
 V. LES REPRESENTATIONS ET ACTIVITES EXTERIEURES.....	p.30
 VI. LES ANNEXES.....	p.32

## **I. LES STATISTIQUES<sup>1</sup>**

### **I.1. L'évolution du nombre de déclarations de soupçon**

#### **I.1.1. L'évolution globale**

##### **I.1.1.1. Les chiffres**



Ces données statistiques sont à lire en prenant en considération que les déclarations de soupçon et les demandes des Cellules de Renseignement Financier (CRF) étrangères sont comptabilisées par dossier. Dans un dossier un nombre important d'opérations peut être signalé à la CRF et de nombreuses personnes peuvent y être visées. Les déclarations subséquentes relatant diverses opérations réalisées au cours de la relation suspectée ne font pas l'objet d'un dossier distinct (ne sont pas comptabilisées) et sont incluses dans le dossier y relatif. Par ailleurs, ces chiffres ne comprennent pas les innombrables tentatives de prises de contact du type « lettre nigérienne » que le Parquet considère comme des tentatives d'escroquerie non liées à des fins de blanchiment, même si elles ont été signalées par les professionnels à la CRF sous forme de déclaration d'opération suspecte.

<sup>1</sup> Les statistiques sur les 1771 dossiers entrés en 2003 et 2004 ont été confectionnées manuellement, la CRF ne disposant pas d'un outil informatique approprié.

### **I.1.1.2. Commentaires**

Alors que la période 2001-2002 fut marquée par une forte augmentation du nombre de déclarations de soupçon, la période 2003-2004 se caractérise par un ralentissement de cette tendance.

Si en chiffres absolus 2004 a encore connu une augmentation de 115 unités par rapport à 2003, depuis mai/juin 2004 la tendance est cependant à la baisse.

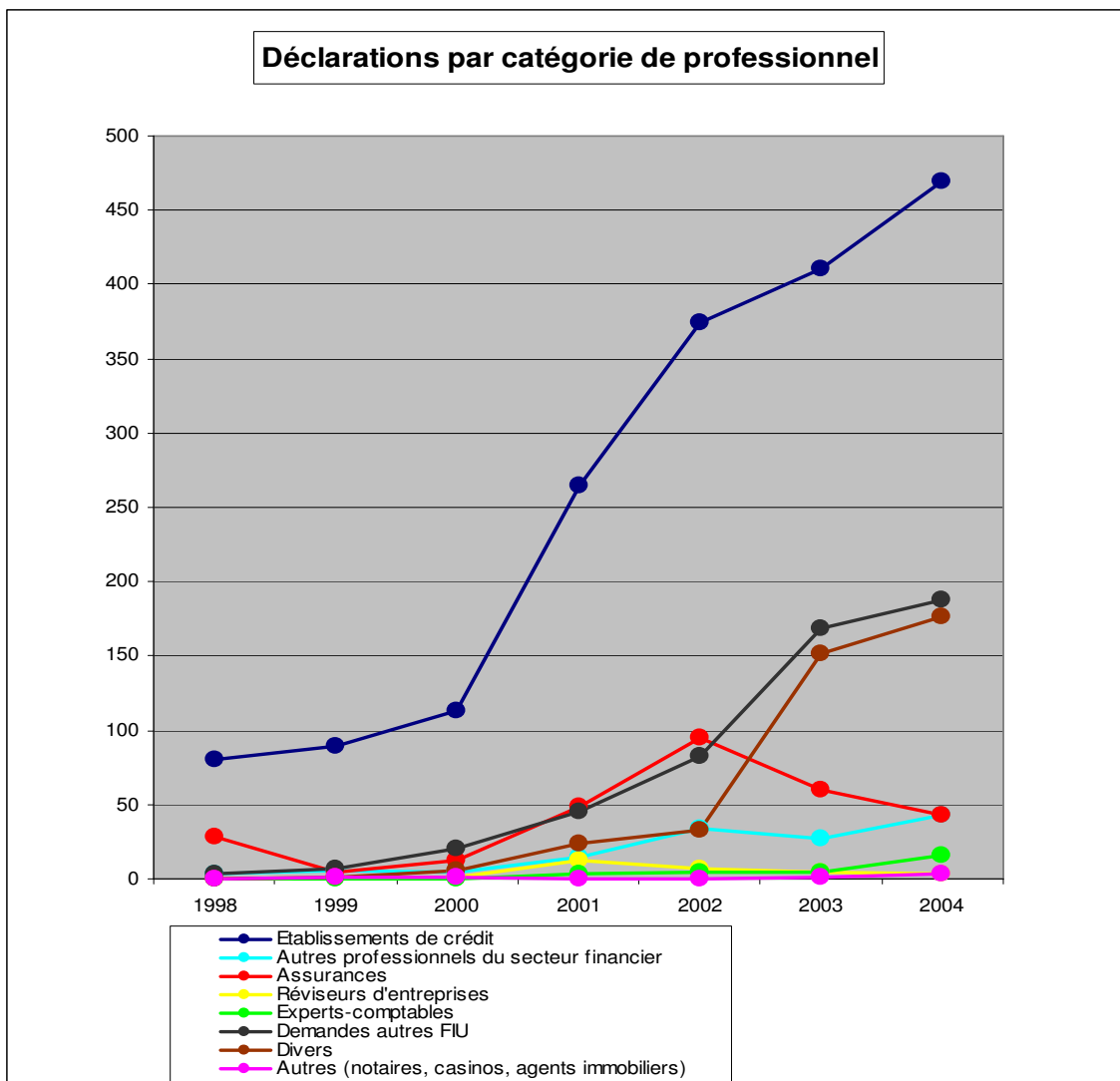
Pour les mois de janvier à octobre 2005, seulement 675 déclarations de soupçon ont été enregistrées. Trois explications sont concevables :

- les « nettoyage » et examen des « arriérés » au niveau de la clientèle existante sont finalisés ;
- la qualité des déclarations prévaut entre temps sur la quantité ;
- l'allègement au niveau des sanctions des violations professionnelles rend les professionnels plus enclins à courir le risque d'une non-déclaration, le renversement de la tendance coïncidant en effet avec le vote en première lecture en juin 2004 du projet de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (Annexe 1).

### **I.1.2. L'évolution par catégorie de professionnels concernés**

#### **I.1.2.1. Les chiffres**

<b>DECLARANTS</b>	<b>1998</b>	<b>1999</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>
Etablissements de crédit	80	89	113	265	375	411	470
Autres professionnels du secteur financier	3	6	5	15	34	27	43
Assurances	28	4	12	49	95	60	43
Notaires	0	1	0	0	0	1	3
Réviseurs d'entreprises	0	1	1	12	7	4	3
Experts-comptables	0	0	0	3	4	5	16
Casinos	0	0	1	0	0	0	0
Demandes autres FIU	3	7	20	45	83	168	188
Divers	0	1	6	24	33	152	177
Agents immobiliers	0	0	0	0	0	0	0
Total	114	109	158	413	631	828	943



### I.1.2.2. Commentaires

La grande majorité des déclarations de soupçon provient toujours des établissements de crédit. Depuis la mi-2004 le nombre de déclarations est cependant en régression de quelques 20%.

Pour ce qui est du secteur des assurances, le nombre de déclarations est en régression sensible et constante depuis 2002. On constate une diminution du nombre de déclarations de plus de 50% en 2004 par rapport à 2002.

L'application des nouvelles dispositions introduites par la loi du 12 novembre 2004 qui étendent l'obligation d'identification du preneur d'assurances à des situations exemptées par la législation antérieure<sup>2</sup>, ce qui devrait être de nature à faciliter la détection de comportements suspects par les professionnels du secteur des assurances-vie, est susceptible de renverser la tendance.

<sup>2</sup> La loi du 12 novembre 2004 abroge la dispense d'identification pour les contrats dont la prime n'excède pas EUR 1.000 par an ou dont la prime unique est inférieure à EUR 2.500 ainsi que la dispense d'identification lorsqu'il est établi que le paiement des primes se fait par virement bancaire.

L'importance de la coopération internationale dans la lutte anti-blanchiment est confirmée par la forte progression des demandes d'information de CRF étrangères jusqu'en 2004 où une stabilisation à un niveau élevé est constatée.

Sont compris dans la catégorie « divers » des déclarations opérées notamment par des professionnels non soumis au dispositif et par la Police Grand-Ducale, ainsi que les réponses positives par les professionnels concernés suite à une demande par Circulaire de la CRF.

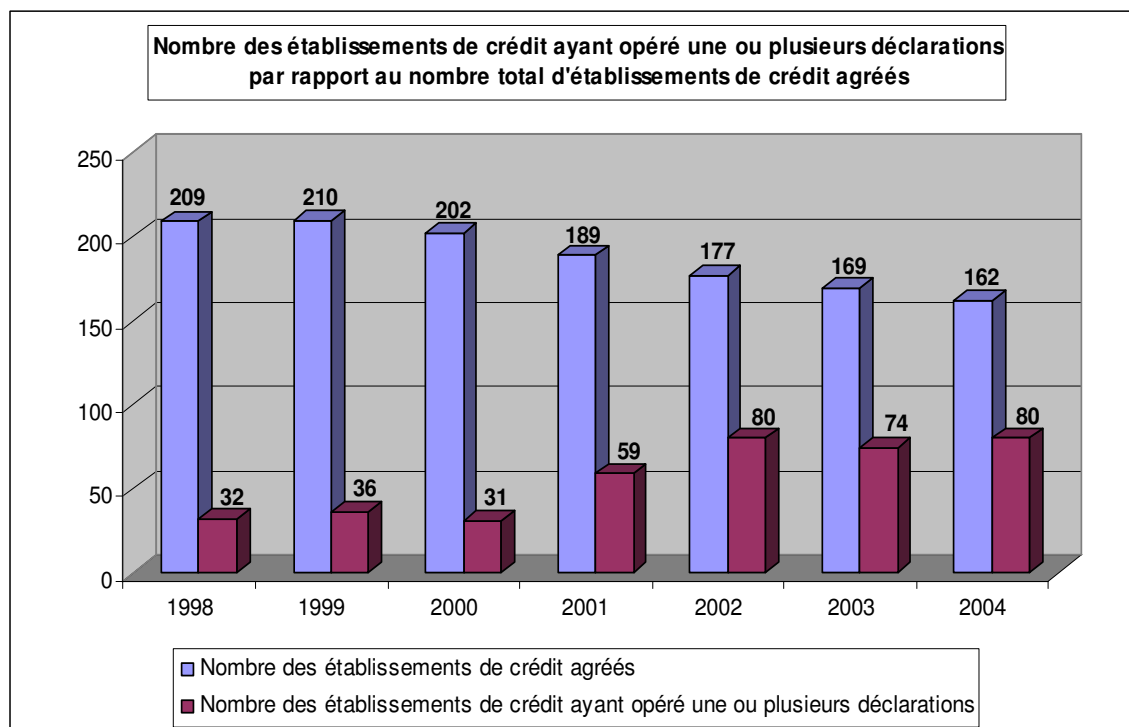
Si internationalement les déclarations opérées par les professionnels non financiers se situent généralement entre 2,5% et 4%, le Grand-Duché de Luxembourg est largement en dessous de ces moyennes.

Quant aux notaires, les déclarations de soupçon sont extrêmement rares (1 en 2003 et 3 en 2004) et cela malgré les constatations, au niveau international en général et dans les pays voisins en particulier, d'après lesquelles l'intégration des fonds criminels dans l'immobilier est de plus en plus fréquente.

Pour les réviseurs d'entreprises, le nombre de déclarations est en régression depuis 2001 et a atteint un niveau ridiculement bas de 3 déclarations en 2004 pour une profession composée de 304 membres individuels et ayant accès à l'ensemble des informations financières de la place.

## **I.2. L'évolution du nombre de banques ayant opéré une ou plusieurs déclarations de soupçon**

### **I.2.1. Les chiffres**





## I.2.2. Commentaires

Il y a une certaine stabilisation du nombre de banques ayant opéré une ou plusieurs déclarations de soupçon. En effet, depuis 2002, environ la moitié des banques de la place a opéré au moins une déclaration d'opération suspecte auprès de la CRF par an.

Ce chiffre est cependant sensiblement relativisé par le fait qu'une large majorité des déclarations est effectuée par un nombre très restreint d'établissements de crédit :

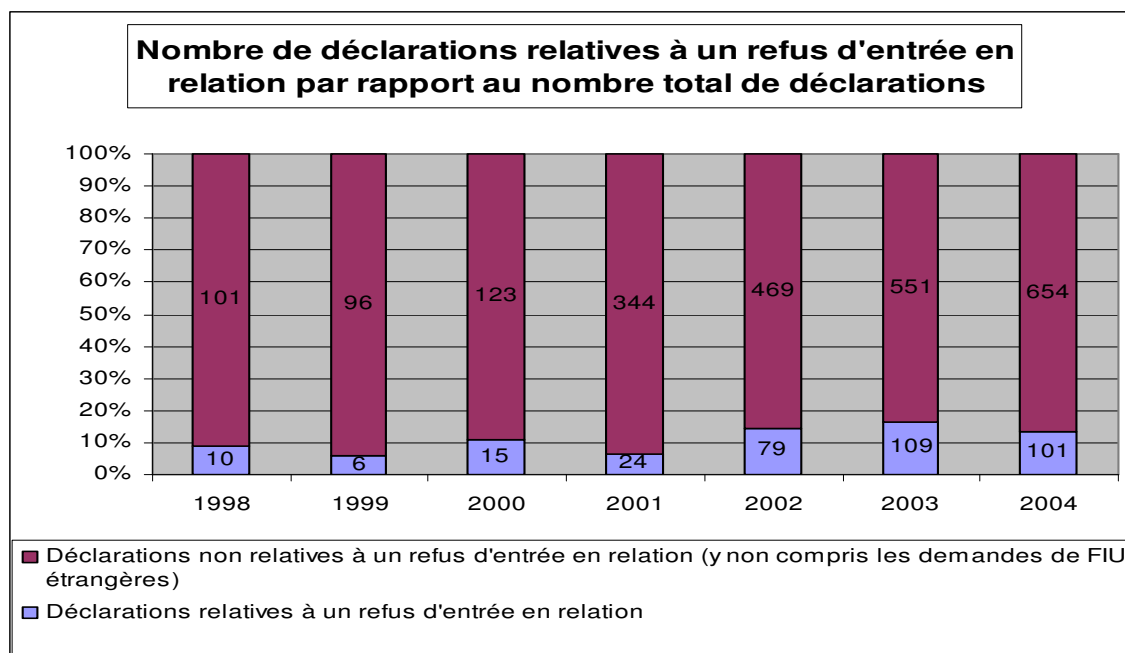
1998 : parmi les 32 établissements déclarants, 6 ont fait 46 des 80 déclarations, soit 57,5%  
1999 : parmi les 36 établissements déclarants, 7 ont fait 45 des 89 déclarations, soit 50,5%  
2000 : parmi les 31 établissements déclarants, 6 ont fait 50 des 113 déclarations, soit 44,2%  
2001 : parmi les 59 établissements déclarants, 8 ont fait 160 des 265 déclarations, soit 60,0%  
2002 : parmi les 80 établissements déclarants, 11 ont fait 182 des 375 déclarations, soit 48,5%  
2003 : parmi les 74 établissements déclarants, 10 ont fait 196 des 411 déclarations, soit 47,7%  
2004 : parmi les 80 établissements déclarants, 11 ont fait 246 des 470 déclarations, soit 52,3%

Un grand nombre de banques ne procède pas sinon très peu à des déclarations de soupçon.

En ce qui concerne celles des banques opérant régulièrement des déclarations de soupçon, une amélioration qualitative du contenu de la déclaration est à relever. Ceci est particulièrement le cas dans des affaires complexes de criminalité organisée dans le domaine de la fiscalité indirecte. Une telle amélioration facilite grandement la tâche de la CRF et témoigne d'une volonté de coopération active et constructive de ces professionnels.

## **I.3. Le nombre de déclarations de soupçon suite à un refus d'entrée en relation**

### I.3.1. Les chiffres



### **I.3.2. Commentaires**

Le nombre des déclarations relatives à un refus d'entrée en relation au cours duquel un soupçon de blanchiment a été détecté se stabilise pour la période sous analyse à une centaine d'unités par année représentant entre 13 et 16% du total des déclarations de soupçon reçues (y non compris les demandes de FIU étrangères).

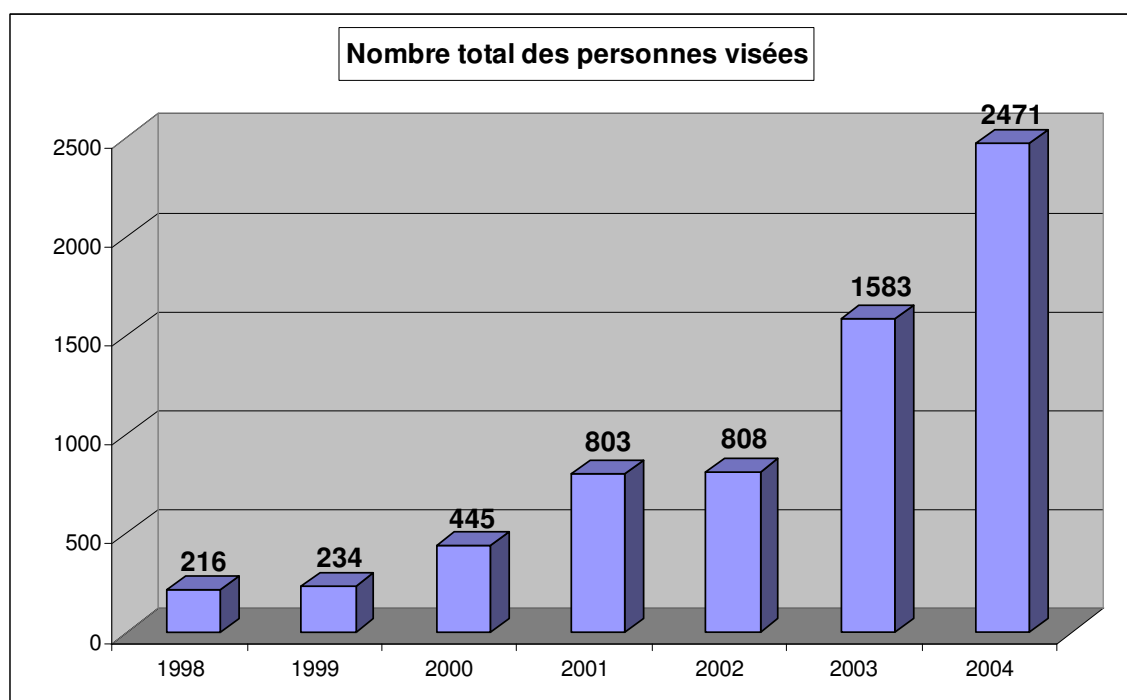
Une amélioration qualitative de ce type de déclaration a en outre été constatée, le professionnel s'étant souvent efforcé d'obtenir le plus de renseignements possibles du prospect et de collecter les documents de nature à identifier précisément celui-ci.

Cette évolution est à saluer, puisque de telles déclarations de soupçon sont d'une grande utilité dans le cadre d'enquêtes en cours ou d'enquêtes ultérieures. Elles favorisent la mise à jour de comportements qui peuvent être qualifiés de tentatives de blanchiment d'argent.

### **I.4. L'évolution par nombre et pays de résidence des personnes visées**

#### **I.4.1. L'évolution du nombre des personnes visées**

##### **I.4.1.1. Les chiffres**



##### **I.4.1.2. Commentaires**

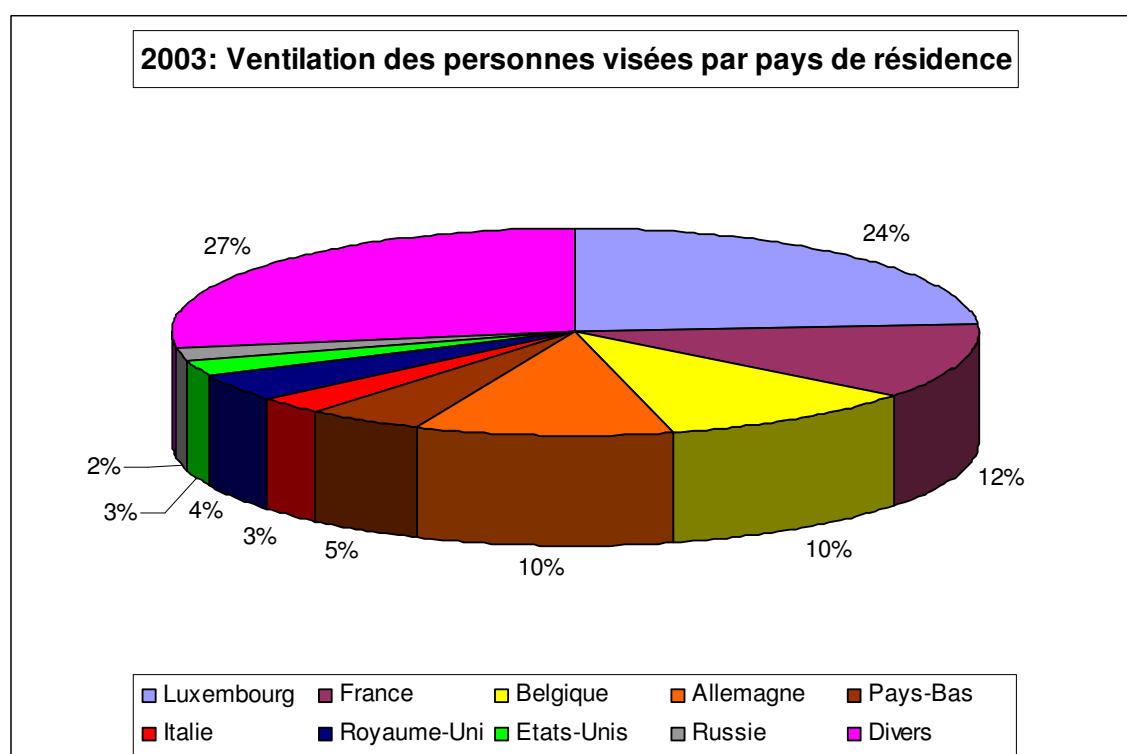
Le nombre des personnes visées apparaissant dans les déclarations d'opération suspecte a augmenté plus que proportionnellement par rapport au nombre de déclarations. En ce sens, l'augmentation du nombre des personnes visées s'explique non seulement par une augmentation du nombre de déclarations, mais aussi par une complexité croissante des schémas mis en œuvre pour dissimuler les activités de blanchiment impliquant notamment un

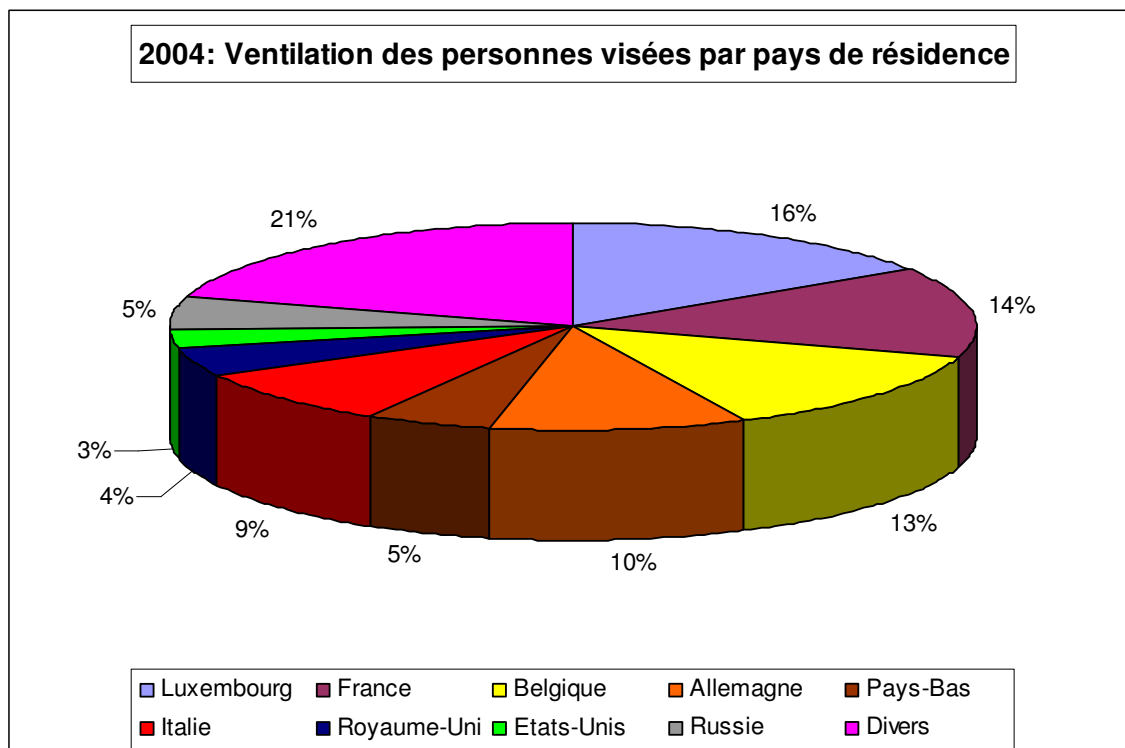
nombre croissant d'intervenants. Le nombre croissant de personnes visées par dossier est aussi une conséquence directe d'un examen plus approfondi par les professionnels et un corollaire de l'accroissement qualitatif des déclarations.

## I.4.2. La ventilation des personnes visées par pays de résidence

### I.4.2.1. Les chiffres

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Luxembourg	14	21	59	106	43	378	383
France	44	30	34	141	176	186	350
Belgique	14	10	52	98	89	166	333
Allemagne	51	30	66	66	84	163	250
Pays-Bas	14	14	51	40	56	73	122
Italie	11	8	10	33	18	47	221
Royaume-Uni	14	9	9	55	29	63	111
Etats-Unis	10	17	38	58	19	40	71
Russie	7	47	44	23	23	33	132
Divers	37	48	82	183	271	434	498
Total	216	234	445	803	808	1583	2471





### I.4.2.2. Commentaires

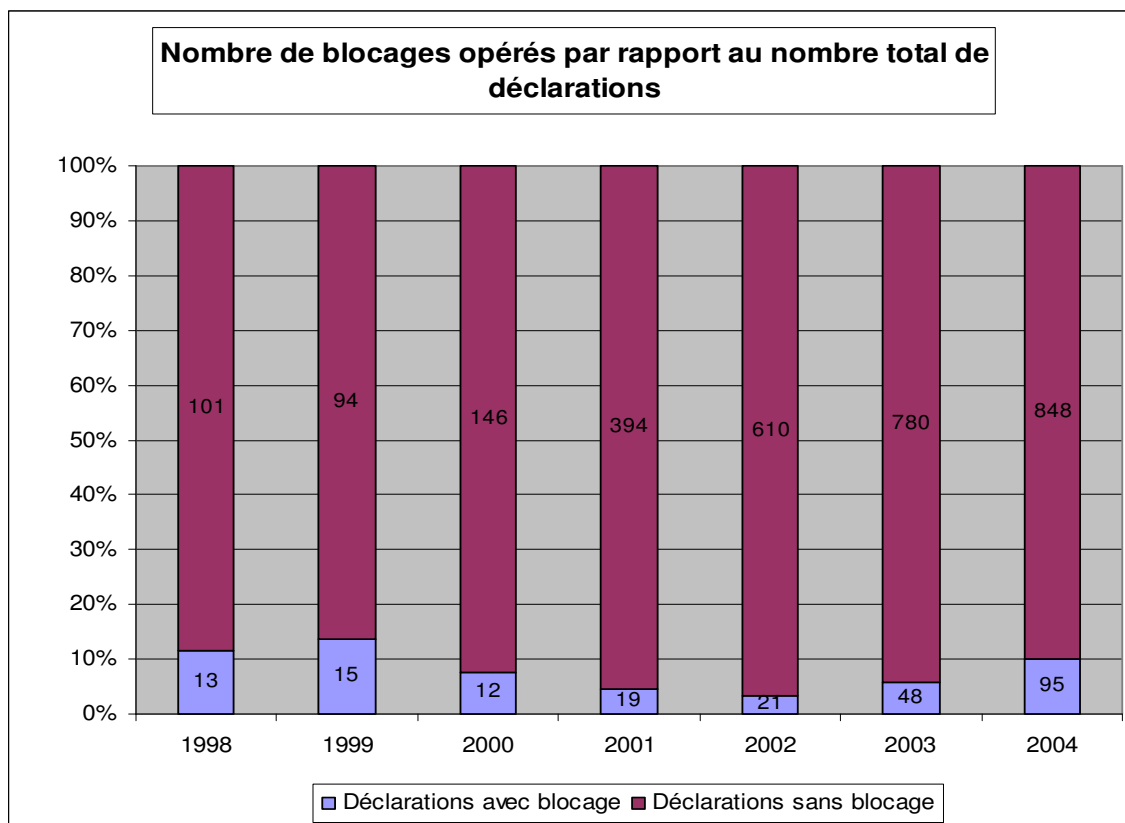
A l'opposé de ce qui se constate à l'étranger, la part des personnes visées résidant sur le territoire national demeure faible (en moyenne 20 %). Ceci implique que l'efficacité du système de lutte contre le blanchiment au Luxembourg est intimement liée à celle de la coopération entre cellules de renseignement financier, puis entre autorités judiciaires.

En ce qui concerne les personnes visées résidant dans les pays relevés, la période se caractérise par une stabilité des proportions, avec pour exception, d'une part, l'Italie qui connaissait une augmentation importante (de 18 suspects en 2002 à 47 en 2003 pour atteindre 221 en 2004) suite aux affaires pénales financières de grande envergure et fortement médiatisées qui ont touché ce pays pendant la période observée (notamment les affaires PARMALAT et CIRIO). Ainsi le nombre des personnes visées résidant en Italie apparaissant dans les déclarations d'opérations suspectes a été multiplié par le facteur 5 entre 2003 et 2004.

D'autre part, fait encore exception à la règle le nombre des personnes visées résidant en Russie qui a très fortement augmenté au cours de l'année 2004. Ainsi entre 2003 et 2004 ce nombre a été multiplié par le facteur 4.

## **I.5. Le nombre de blocages d'opérations suspectes opérés par la CRF**

### **I.5.1. Les chiffres**



### **I.5.2. Commentaires**

Le nombre de blocages par rapport au nombre total de déclarations n'a pas augmenté de façon significative en 2003 par rapport aux années antérieures. Par contre, l'année 2004 connaissait une augmentation significative de cette proportion renouant ainsi avec la situation de la fin des années 90.

Cette évolution s'explique, d'une part, par l'ampleur des affaires financières qui ont été mises à jour en 2004 et pour lesquelles la réaction de la CRF précédait soit une commission rogatoire internationale soit l'ouverture d'une information judiciaire, mais également, d'autre part, par le fait que la complexité des affaires et les ramifications internationales qu'elles comportent ont conduit la CRF à opérer des blocages essentiellement provisoires d'une à deux semaines, afin d'attendre les premiers résultats de l'enquête.

Il y a lieu de signaler que l'effet d'une instruction de blocage de la CRF a été limité, d'ailleurs aussi à la demande de la CRF, par la loi du 12 novembre 2004 à trois mois non renouvelables. Cette limitation, qui en général ne pose pas de problème pratique substantiel, présente une difficulté en matière de lutte contre le financement du terrorisme, puisque notre pays ne dispose pas d'autre base légale à cette fin pour imposer le blocage d'avoirs soupçonnés d'être

liés au financement du terrorisme lorsque les personnes impliquées ne sont pas visées dans les décisions de l'ONU ou de l'Union Européenne.

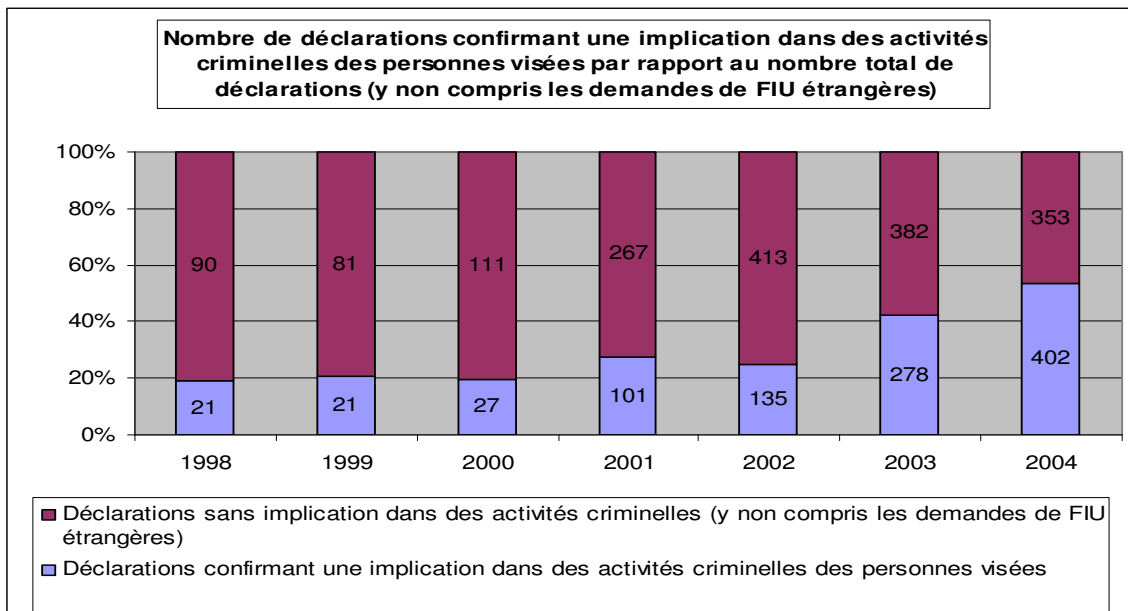
### **I.5.3. L'évolution du nombre des Commissions Rogatoires Internationales**

Le nombre de Commissions Rogatoires Internationales (CRI) indiquant le blanchiment parmi les infractions visées par la demande a augmenté significativement depuis 2002. Ainsi, le nombre de CRI adressées aux autorités luxembourgeoises est passé de 30 en 2002 à 67 en 2003 pour atteindre 77 CRI en 2004. Ces CRI sont traitées, au niveau du Parquet près le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, par un magistrat de la CRF.

Il y a lieu de relativiser ces chiffres alors que certaines CRI ont trait à des affaires pour lesquelles l'autorité requérante n'a pas retenu la qualification de blanchiment d'argent, mais qui visent des faits qui constituent une infraction sous-jacente en droit luxembourgeois. Inversement, dans d'autres CRI, la qualification de blanchiment a été retenue (entre autre) par l'autorité requérante, mais les faits ne pourraient recevoir une telle qualification suivant les dispositions légales luxembourgeoises, alors qu'ils concernent des infractions qui n'entrent pas dans la liste d'infractions sous-jacentes en droit luxembourgeois. Cette différence de qualification n'a pas d'incidence sur la capacité des autorités judiciaires luxembourgeoises d'exécuter de telles CRI dans la mesure où les faits sont également punissables (sous une autre qualification) au Luxembourg. Un élargissement du cercle des infractions sous-jacentes comme préconisé dans le projet de loi 5165, retenu par la troisième directive et dans les quarante recommandations du GAFI, faciliterait cependant l'entraide judiciaire et la capacité de donner suite aux demandes d'entraides basées sur la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg le 8 novembre 1990 et ratifiée dans notre pays par la loi du 14 juin 2001.

## **I.6. La confirmation du soupçon**

### **I.6.1. Les chiffres**



## **I.6.2. Commentaires**

La confirmation du soupçon de blanchiment recouvre les cas où la personne visée est connue des services de la CRF, de la Police ou de la Justice au Luxembourg ou à l'étranger. Cette connaissance n'implique pas nécessairement que la personne visée a été poursuivie et condamnée du chef de blanchiment d'argent ou d'une autre infraction, mais recouvre également les cas où celle-ci a déjà été identifiée pour son comportement suspect.

Il y a une forte augmentation du nombre de « hits » pour la période observée non seulement en chiffres absolus mais également proportionnellement au nombre de déclarations. Ainsi, en 2004, plus d'une déclaration de soupçon sur deux a effectivement eu pour sujet une personne connue pour se mouvoir dans le cadre de la criminalité en général ou pour avoir eu des comportements suspects dans le passé au Luxembourg ou dans d'autres Etats. En d'autres termes, il y a également à cet égard un gain de qualité des déclarations opérées.

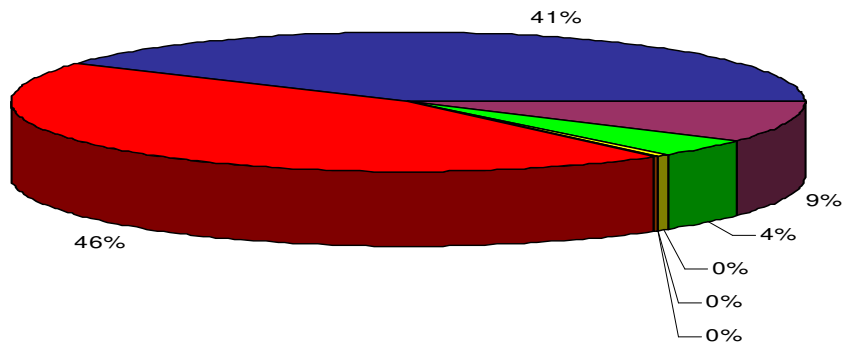
Les investissements lourds en informatique de détection de certains professionnels, la sensibilisation (notamment au niveau du suivi du client – monitoring) et la professionnalisation accrue des entités concernées expliquent ce bond qualitatif.

## **I.7. Les infractions primaires en cause**

### **I.7.1. Les chiffres**

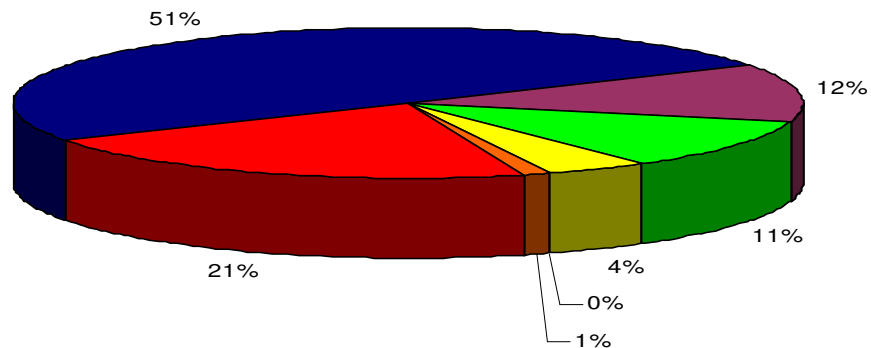
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Trafic de stupéfiants	9	11	10	17	13	26	49
Corruption	1	2	3	6	1	12	45
Traite des êtres humains	1	1	1	0	1	1	17
Enlèvement de mineurs	0	0	0	0	0	0	0
Armes et munitions	1	0	0	1	0	1	4
Crimes / délits dans le cadre d'une organisation criminelle ou d'une association de malfaiteurs y compris le financement du terrorisme	5	2	2	14	27	125	86
Criminalité générale (escroquerie, abus de confiance, etc.)	4	5	11	63	93	113	201

### 2003: Ventilation des infractions primaires en cause



- Trafic de stupéfiants
- Corruption
- Traite des êtres humains
- Enlèvement de mineurs
- Armes et munitions
- Crimes / délits dans le cadre d'une organisation criminelle ou d'une association de malfaiteurs y compris le financement du terrorisme
- Criminalité générale (escroquerie, abus de confiance, etc.)

### 2004: Ventilation des infractions primaires en cause



- Trafic de stupéfiants
- Corruption
- Traite des êtres humains
- Enlèvement de mineurs
- Armes et munitions
- Crimes / délits dans le cadre d'une organisation criminelle ou d'une association de malfaiteurs y compris le financement du terrorisme
- Criminalité générale (escroquerie, abus de confiance, etc.)



## **I.7.2. Commentaires**

En général, on constate que les tendances observées les années précédentes, à savoir une prédominance des infractions relevant de la criminalité générale, non reprises dans la liste des infractions primaires de l'infraction de blanchiment au sens de la législation luxembourgeoise, se poursuivaient en 2003 et 2004.

Ceci s'explique largement par le fait que la loi du 12 novembre 2004 n'a pas repris certaines infractions de la criminalité générale, comme l'escroquerie, l'abus de confiance, l'abus de biens sociaux, le délit d'initié, pourtant génératrices d'avoirs substantiels, comme pouvant constituer des infractions sous-jacentes au blanchiment d'argent et que l'occasion n'a pas été saisie pour mettre la législation luxembourgeoise en conformité avec les recommandations du GAFI en la matière. Les travaux sur la transposition de la troisième directive seront sans doute de nature à remédier à cette situation.

Les années 2003 et 2004 ont par ailleurs connu une très forte augmentation du nombre des déclarations d'opération suspecte pour des faits de corruption, ce qui n'est évidemment pas surprenant pour une place spécialisée entre autres dans le private banking. Le fait pour un professionnel de détecter l'instrument, l'objet ou le produit de la corruption, indépendamment de la question de savoir s'il s'agit de la corruption active ou passive, est constitutif d'un soupçon de blanchiment et est donc sujet à déclaration.

A partir de 2005, les chiffres sont encore susceptibles d'augmenter alors que par la loi du 23 mai 2005 portant entre autres approbation de la Convention pénale sur la corruption, signée à Strasbourg, le 27 janvier 1999 et du Protocole additionnel à la Convention pénale sur la corruption, signé à Strasbourg, le 15 mai 2003 et modifiant et complétant certaines dispositions du Code Pénal, a notamment introduit dans notre Code Pénal l'infraction de corruption dans le secteur privé (articles 310 et 310-1 du Code Pénal). Vu que l'article 506-1 du Code Pénal vise la corruption, la loi susvisée implique que la corruption dans le secteur privé constitue également une infraction primaire au blanchiment d'argent.

L'année 2004 a connu également une augmentation sensible des déclarations d'opération suspecte pour des faits de traite des êtres humains (1 déclaration en 2003 contre 17 en 2004).

Cette dernière tendance s'explique, au moins en partie, par plusieurs affaires judiciaires nationales en la matière qui ont trouvé un écho dans la presse nationale, ce qui a certainement poussé les professionnels à une plus grande vigilance en la matière.

## **I.8. Les avoirs visés par les déclarations d'opérations suspectes**

	<b>Montants des avoirs visés en USD</b>
<b>1998</b>	538 371 283
<b>1999</b>	1 302 012 455
<b>2000</b>	359 838 000
<b>2001</b>	2 336 766 711
<b>2002</b>	3 501 432 112
<b>2003</b>	1 404 912 820
<b>2004</b>	3 410 599 968

## **I.9. Le passage à l'Euro**

Dans le rapport précédent, portant sur les années 2001 et 2002, la CRF avait remarqué qu'elle n'avait pas reçu une seule déclaration d'opération suspecte directement en relation avec l'introduction de l'Euro, bien que l'Association des Banques et Banquiers eût signalé un accroissement des opérations cash et de change au niveau de ses membres au cours des dernières semaines ayant précédé le 1<sup>ier</sup> janvier 2002 et que toutes les FIU des pays voisins avaient reçu des déclarations en rapport avec le passage à l'Euro.

Ce « non-event » du passage à l'Euro au niveau des déclarations constaté les années précédentes s'est confirmé, même si, toutefois, en 2003, une déclaration d'opération suspecte en relation directe avec l'introduction de l'Euro avait été opérée auprès de la CRF.

## **II. LES POURSUITES JUDICIAIRES**

### **II.1. La sanction de l'infraction de blanchiment**

La période 2003-2004 a connu un accroissement significatif des affaires pénales nationales du chef de blanchiment de capitaux.

1) La première affaire de blanchiment non en rapport avec le trafic de stupéfiants a été détectée et portée devant les juridictions répressives luxembourgeoises. Il s'agit d'une affaire de blanchiment de capitaux en relation avec une escroquerie à l'investissement internationale dans le cadre d'une organisation criminelle, ayant affecté de nombreuses victimes (34 personnes se sont constituées parties civiles dans le cadre de la seule procédure luxembourgeoise) dans plusieurs pays européens.

Le bon fonctionnement du dispositif luxembourgeois de prévention du blanchiment de capitaux et la coopération entre les CRF des pays concernés a permis, d'une part, d'aboutir à l'arrestation d'un des auteurs au Luxembourg et, d'autre part, à la mise sous la main de la justice d'environ 90% des avoirs escroqués qui ont été injectés dans le circuit financier luxembourgeois.

L'enquête judiciaire a en effet débuté sur base de déclarations de soupçon des professionnels concernés au vu du hiatus entre l'origine déclarée des avoirs et les opérations qui ont en fait été exécutées sur le compte. Ceci montre l'importance qu'il y a lieu d'apporter à l'obligation de connaissance du client (et du suivi du client et de la relation d'affaire - *monitoring*) qui a dans ce cas d'espèce permis de faire émerger un soupçon de blanchiment déclaré à la CRF.

La coopération entre les CRF a ensuite permis de conforter le soupçon (une victime avait porté plainte dans un autre pays).

L'ensemble des informations collectées a formé la base du réquisitoire d'ouverture d'une information judiciaire et a conduit à l'arrestation du suspect.

Le mécanisme mis en place par l'organisation criminelle était classique mais complexe : sur base de faux documents d'identité, des sociétés ont été créées dans plusieurs pays européens, d'une part, pour créer l'illusion d'une société d'investissement en bourse vis à vis des victimes et, d'autre part, pour asseoir l'apparence de réalité de l'activité à l'origine des flux financiers lorsque des justificatifs furent demandés par les banques suite au constat d'une divergence par rapport aux flux attendus de l'activité déclarée au début de la relation d'affaires. Les victimes approchées par les membres de l'organisation aux fins d'investir leur argent ont reçu des extraits de comptes falsifiés pour les encourager à verser des montants plus importants et les banques auprès desquelles les comptes avaient été ouverts ont reçu des fausses factures pour justifier l'origine licite des avoirs. Une partie des avoirs a pu être retirée en liquide avant que le soupçon de blanchiment n'ait été détecté par le professionnel. Ensuite, il y a eu blocage des avoirs sur base de la législation anti-blanchiment puis saisie par le juge d'instruction en charge du dossier et enfin la restitution des avoirs saisis aux victimes a été décidée par la juridiction correctionnelle.

Au niveau de la juridiction de fond, cette affaire a abouti à une condamnation du prévenu en première instance à 7 années d'emprisonnement et à une amende de EUR 25.000. La Cour d'appel a globalement confirmé cette décision, sauf à aménager la peine d'emprisonnement en décidant d'accorder un sursis de 3 années sur les 7 années prononcées.

2) Dans un dossier important de blanchiment d'argent en provenance du trafic de stupéfiants, dans lequel EUR 15.000.000 acheminés en cash vers un établissement de la place ont été blanchis, 4 personnes avaient été provisoirement mises en détention préventive, l'information judiciaire étant toujours en cours.

3) Quatre dossiers de blanchiment d'argent en provenance du trafic des êtres humains sont toujours en instruction.

4) Quatorze dossiers de blanchiment de fonds en provenance de crimes et délits commis dans le cadre d'une association de malfaiteurs sont également en instruction.

## **II.2. La sanction de la violation des obligations professionnelles**

	Nombre de condamnations:
<b>2002</b>	3
<b>2003</b>	3
<b>2004</b>	7

1) En 2004, trois responsables d'un établissement de crédit ont été condamnés par ordonnance pénale du tribunal correctionnel à EUR 1.500 chacun alors que, ayant été informés du fait que leur client venait d'être mis en détention préventive en Allemagne avec plusieurs co-auteurs pour une importante fraude à l'investissement et abus de confiance, ils avaient décidé, après consultation de leur avocat, de ne pas opérer de déclaration auprès de la CRF.

2) En 2004, deux responsables d'un établissement de crédit ont été condamnés par ordonnance pénale du tribunal correctionnel à EUR 1.500 chacun alors qu'ils avaient décidé de ne pas dénoncer auprès de la CRF le lien de l'établissement avec un des deux principaux dirigeants de PARMALAT, incarcéré en Italie avec une vingtaine d'autre personnes pour le chef d'inculpation notamment d'association de malfaiteurs, d'abus de confiance, d'escroquerie, de faux bilans et de banqueroute frauduleuse.

3) En 2004, deux réviseurs d'entreprises ont été condamnés par ordonnance pénale du tribunal correctionnel à EUR 1.500 chacun alors que, après consultation de leur avocat, ils avaient décidé de ne pas dénoncer auprès de la CRF le lien de leur cabinet d'audit avec un des deux principaux dirigeants de PARMALAT, incarcéré en Italie avec une vingtaine d'autre personnes pour le chef d'inculpation notamment d'association de malfaiteurs, d'abus de confiance, d'escroquerie, de faux bilans et de banqueroute frauduleuse.

4) En 2003, un cadre et une employée de banque ont été condamnés par ordonnance pénale du tribunal correctionnel à EUR 2.500 respectivement EUR 1.250 alors qu'ils avaient passé outre à un ordre de blocage de la part de la CRF interdisant le transfert des titres d'une société

appartenant à un oligarque russe, contre qui une instruction judiciaire était en cours en Suisse, vers une fiduciaire du Liechtenstein. Les voies de recours ne sont pas encore épuisées. Aucune poursuite n'a été exercée à ce jour pour un cas où la violation des obligations professionnelles résultait de la propre déclaration d'un professionnel, la CRF s'étant alors normalement limitée à un rappel à la loi.

Pendant la période 2003 à 2004, la CRF a prononcé 35 avertissements pour infraction aux obligations professionnelles, généralement accompagnés d'une communication du cas à l'autorité de surveillance ou disciplinaire.

Aucune violation des obligations professionnelles n'a été dénoncée en 2003 et 2004 à la CRF par une autorité de surveillance, effectuant des contrôles systématiques in situ, sur base de l'article 23(2) du Code d'Instruction Criminelle.

Le fait que jusqu'à présent plus de 60 enquêtes pour violation des obligations professionnelles ont dû être ouvertes, montre bien que la question n'est pas seulement théorique. Les infractions constatées ne sont pas seulement commises par une infime minorité de professionnels et ne sont pas que des peccadilles.

Les manquements les plus fréquents concernent une absence de déclaration ou une déclaration tardive de soupçon de blanchiment, une exécution de l'opération malgré émergence du soupçon et ce sans impossibilité d'opérer une déclaration de soupçon préalable et une identification insuffisante du bénéficiaire économique d'un compte ou de l'origine de ses avoirs.

Il ne fait pas l'ombre d'un doute que la découverte dans notre pays d'un seul compte terroriste à l'initiative d'une autorité étrangère et avant que notre dispositif ne l'eût découvert, aurait eu des répercussions catastrophiques pour toute la place financière. Les comportements de nombreux établissements dans l'après septembre 2001 montrent cependant que la rigueur au niveau de la sanction des violations des obligations professionnelles doit absolument être maintenue.

Au niveau des obligations professionnelles, il est rappelé que l'article 5(4) de la loi du 12 novembre 2004 implique qu'en aucun cas et sous peine de poursuites pénales du chef d'infraction à l'article 5(1) de cette loi, le professionnel ne saurait opposer un quelconque secret à une demande de renseignement de la part de la CRF dans le cadre d'une enquête du chef de blanchiment ou de financement du terrorisme.

### **III. LES TYPOLOGIES**

1) En mars 2001 une ressortissante néerlandaise ouvre un compte auprès d'un établissement de crédit de la place et déclare que le bénéficiaire économique en serait son ami qui exploiterait un « coffee shop » aux Pays-Bas. Bien que la cliente n'ait pas de revenus personnels, vers la fin 2001, plus d'un million d'euros sont inscrits en compte. En mars 2003 la banque opère une déclaration alors qu'il résulte d'un article de presse que l'exploitant du coffee shop aurait été arrêté pour avoir placé des explosifs sous une voiture, d'être un des barons du trafic de stupéfiants et avoir purgé une peine d'emprisonnement de ce chef. L'enquête confirme que le propriétaire du coffee shop est un important trafiquant de drogues dures dans le cadre d'une organisation criminelle.

Il doit être relevé que l'établissement de crédit n'avait pas hésité à ouvrir un compte tout en étant au courant de ce que le bénéficiaire économique exploitait un coffee shop, donc une activité qui aurait été illégale au Grand-Duché de Luxembourg (tout comme d'ailleurs au Pays-Bas où il n'y a qu'une simple tolérance).

2) Une banque déclare à la CRF avoir reçu la visite d'une ressortissante allemande munie d'une procuration de son père pour effectuer un prélèvement de EUR 70.000. Cette somme devait servir à couvrir la caution pour la remise en liberté provisoire de ce dernier détenu pour une infraction qualifiée de traite des êtres humains. L'enquête a confirmé que ce dernier était effectivement poursuivi du chef sus énoncé à l'étranger et une commission rogatoire internationale fut exécutée par la suite dans cette affaire.

3) Deux ressortissants néerlandais, agissant dans le cadre d'une organisation criminelle, exploitent, entre septembre 2000 et septembre 2003, dans un complexe industriel, une énorme plantation de cannabis, leur procurant plusieurs millions d'euros de bénéfices. Les deux ressortissants néerlandais ouvrent auprès de la filiale d'une banque néerlandaise à Luxembourg des comptes sur lesquels ils versent des avoirs de l'ordre d'un million d'euros.

Comme lors des perquisitions opérées aux Pays-Bas suite à l'arrestation des impliqués, plusieurs membres de la famille des arrêtés sont présents et sont au courant que des extraits de compte sont saisis, la CRF, sur demande de son homologue néerlandais et afin d'éviter le prélèvement des avoirs en compte, opère encore le jour même des perquisitions un blocage, en attendant la réception d'une CRI demandant la saisie des avoirs.

La banque n'avait à aucun moment vérifié l'activité réelle de ses clients et l'origine de leurs avoirs.

4) Une personne X se présente ensemble avec Y dans une agence bancaire de la place avec un sac en plastique contenant approximativement EUR 40.000 en coupures de 20, 50 et 100 euros. X déclare à la banque que cet argent provient de la vente d'un véhicule à Y et demande de vérifier les billets puis de les changer contre des coupures de 500 euros, sinon de faire un versement sur son compte. La banque refuse l'opération et fait une déclaration de soupçon à la CRF. L'enquête a révélé, à défaut d'identifiant autre que le nom et le prénom de Y, qu'une personne portant le même nom et prénom que Y (et domicilié dans la même ville) a des antécédents judiciaires à l'étranger du chef de trafic de stupéfiants.

5) Un avocat néerlandais, accompagné d'un confrère luxembourgeois, se présente auprès d'un établissement de crédit de la place pour prélever en cash le montant de un million de NLG sur base d'une procuration lui délivrée par son client, titulaire du compte. Le client se trouve en prison aux Pays-Bas pour purger une longue peine d'emprisonnement dans le cadre d'une très importante affaire de trafic de stupéfiants en provenance de l'Amérique du Sud. L'établissement de crédit avertit la CRF et l'avocat néerlandais qui porte le jugement de condamnation de son client dans sa mallette, est arrêté et mis en détention préventive du chef de blanchiment.

6) Un ressortissant néerlandais, opérant sous la façade d'un commerce d'automobiles, change des devises (livres anglaises, écossaises, irlandaises, couronnes norvégiennes et danoises) collectées par des trafiquants de stupéfiants en euros, contre une « commission » de 10%. Les devises sont versées sur le compte du commerce d'automobiles. Pour masquer l'origine des devises, le ressortissant néerlandais déclare à son banquier aux Pays-Bas qu'elles proviendraient de ventes d'automobiles vers les pays de l'Est. Une bonne partie des revenus illicites est acheminée sur le compte d'une société à responsabilité limitée luxembourgeoise en compte auprès d'un établissement de crédit de la place. Sous forme de crédit back to back les avoirs sont investis dans une villa en Espagne achetée pour 1,1 millions d'euros.

L'établissement de crédit luxembourgeois n'avait pas vérifié l'origine des avoirs et n'a pas opéré de déclaration d'opération suspecte.

La CRF, contactée par les autorités néerlandaises, opère un blocage et ± EUR 500.000 ont encore pu être saisis.

Il doit encore être relevé que la société à responsabilité limitée luxembourgeoise avait été constituée ab initio avec une somme correspondant au capital minimum d'une S.A.. Un rapport de réviseur n'avait pas été requis à ce montant-là. Au moment de la transformation de la S.à r.l. en S.A., le notaire luxembourgeois, en violation de la législation en vigueur, ne demande pas de rapport de réviseur en empêchant ainsi les vérifications, notamment sur l'origine des avoirs, exercées normalement dans ce contexte par le réviseur d'entreprises.

7) Un promoteur d'un fonds d'investissement signale, dans le cadre d'une enquête sur le market timing, une série de transactions atypiques par une banque d'un autre Etat de l'Union Européenne. L'investisseur, qui est une société BVI, procède à des achats puis à la revente d'actions endéans de très court délais (5 à 6 jours) et à une fréquence très régulière qui génère indifféremment des gains ou des pertes par rapport à l'investissement de départ de sorte que cette politique ne poursuit pas de logique économique.

8) Un couple d'origine maghrébine ouvre un compte bancaire auprès d'une banque de la place. L'homme co-titulaire du compte déclare travailler dans le domaine des finances. Le compte est ensuite alimenté par un virement de l'ordre de EUR 200.000 en provenance d'une banque établie dans la confédération helvétique. La banque de la place est avertie par la banque suisse qu'il s'agit probablement de fonds d'origine frauduleuse. La banque de la place adresse alors une déclaration de soupçon à la CRF. Au vu des renseignements à la disposition de la CRF, celle-ci décide de procéder à un blocage des fonds.

L'enquête diligentée permet d'établir que les renseignements fournis par le couple maghrébin quant à leur situation professionnelle étaient exacts. Par contre, l'origine des fonds est illégale dans la mesure où les fonds provenaient d'un détournement commis au détriment d'un client

d'une banque maghrébine dans laquelle travaillait le co-titulaire du compte. L'enquête établit encore que l'homme ne procède pas seul mais que le détournement a été commis dans le cadre d'une association de malfaiteurs. L'affaire est par ailleurs déjà en instruction auprès d'une autorité judiciaire étrangère et sur base des renseignements fournis par la CRF via son homologue étranger à l'autorité judiciaire étrangère, celle-ci était en mesure de faire saisir ces avoirs par voie de commission rogatoire internationale.

9) Une compagnie d'assurances opère une déclaration de soupçon concernant un client suite à une demande de rachat total à liquider en espèces entre les mains d'un intermédiaire en assurances et arguant qu'il n'aurait remarqué qu'à ce moment-là que le contrat avait été alimenté essentiellement par des versements en liquide via cet intermédiaire en assurance. La CRF constate que le contrat d'assurance-vie a fonctionné comme un compte courant (30 rachats partiels en 4 ans). Les responsables de la compagnie d'assurances sont invités à améliorer la procédure de contrôle des opérations atypiques pouvant générer un soupçon de blanchiment.

10) Une fondation de droit néerlandais appartenant à une organisation palestinienne qui poursuit à la fois des buts caritatifs, humanitaires et terroristes et qui figure entre autre sur les listes terroristes de l'Union Européenne, ouvre en 1996 un compte auprès d'une banque de la place. Le compte est alimenté par des fonds en provenance de l'Arabie Saoudite. A partir du compte ainsi alimenté sont financés des étudiants au Canada, aux USA, en Allemagne, en Jordanie, en Israël et en Russie.

La banque opère une déclaration d'opération suspecte et la CRF opère un blocage. Les fonds en question restent actuellement gelés en vertu de dispositions du droit communautaire.

11) Le 11 mai 2004, une banque commerciale et une banque centrale d'un pays du Moyen Orient ont été mises sur la liste OFAC par décret Présidentiel des USA. Le même jour, lesdites banques ont été désignées par le Treasury Department des USA conformément à la section 311 du « Patriot Act » comme étant impliquées dans le blanchiment d'argent en général et le financement du terrorisme, notamment d'Usama Bin Laden, en particulier. Le Treasury Department des USA par des communiqués de presse diffuse très largement ces mesures. A ce moment, aucun établissement de la place n'opère une déclaration d'opération suspecte. Le 3 juin 2004, au moment où la banque commerciale ci-avant veut retirer ses avoirs (USD 339.128.770 !) auprès d'un établissement de crédit de la place, celui-ci confirme le lien moyennant déclaration de soupçon tout en concédant qu'il était au courant des soupçons formulés par le Treasury Department depuis le 11 mai 2004.

L'enquête subséquente a révélé qu'encore 5 autres banques de la place avaient un lien avec les prédites banques suspectes au moment où le soupçon a été rendu public par les autorités américaines. Aucune n'a procédé à une déclaration spontanée. Les avoirs déposés par les deux banques suspectes sur la place avaient largement dépassé les USD 600.000.000.

12) Une enquête policière au Pays-Bas révèle que des trafiquants de stupéfiants, n'ayant pas de revenus déclarés, roulent carrosse. Tous leurs véhicules, qu'ils avaient payés de leur poche, avaient été achetés et immatriculés au Grand-Duché de Luxembourg par une S.à r.l. luxembourgeoise, domiciliée par un cabinet de réviseurs d'entreprises et d'experts comptables. L'enquête par la CRF confirme que la S.à r.l. précitée n'avait pas d'activité économique réelle, mais a néanmoins acheté et immatriculé sur une période de plus ou moins deux ans 18 voitures de luxe.



Le professionnel luxembourgeois, qui n'avait opéré aucune vérification sur l'origine des avoirs et n'avait pas opéré de déclaration d'opération suspecte au vu des faits qui précèdent a reçu un avertissement de la part du Parquet qui a aussi transmis le dossier à l'IRE et l'OEC.

13) En 2003, un groupe composé de ressortissants allemands et belges crée au Grand-Duché de Luxembourg une société ayant d'après les statuts comme objet l'exploitation d'installations industrielles en matière d'énergie et de recyclage. Les promoteurs de la société approchent des particuliers en Allemagne pour leur proposer des services d'investissement financier. Les virements des investisseurs entrant sur le compte de la société luxembourgeoise proviennent de ces particuliers et portent tous des mentions du genre « dépôt en capital », « dépôt », « dépôt-devises ». Les avoirs sont ensuite détournés sous forme de prélèvements cash suivant de très près les entrées de fonds respectives. Les escrocs sont arrêtés en Allemagne. Une partie des avoirs entrés en compte a encore pu être récupérée par l'intervention de la CRF, qui avait été alertée par les autorités compétentes allemandes.

L'établissement de crédit luxembourgeois n'avait pas opéré de déclaration d'opération suspecte.

14) Une société anonyme d'experts-comptables est domiciliataire pour la société d'un client et opère une déclaration d'opération suspecte relative au client en question. Elle informe le commissaire aux comptes de la société suspecte de cette déclaration et justifie le « tipping off » par le fait que ledit commissaire serait une société qui appartiendrait au même groupe d'« independant accounting firms » que la société d'experts comptables.

Comme c'est la société d'experts-comptables qui avait pris l'initiative de la dénonciation, la CRF se limite à lui adresser un avertissement en s'abstenant d'une poursuite pénale pour violation de l'article 7 de la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable. L'OEC, informé par la CRF, adresse à son tour un avertissement aux experts-comptables en question.

15) Un ressortissant néerlandais ouvre un compte auprès d'une banque de la place. Il se présente comme gérant de fortune familiale. En outre, étant juriste en retraite, tout en faisant encore de la consultance, il toucherait encore des revenus substantiels. A la suite de plusieurs transferts vers l'étranger, la banque étrangère a constaté que les paiements, ensemble avec les informations dont celle-ci disposait, étaient suffisamment suspects pour faire une déclaration d'opération suspecte, ce dont elle informe son correspondant luxembourgeois qui opère alors également une déclaration. L'enquête diligentée permet de constater que la personne en question détient également des avoirs à l'étranger dont certains comptes qui étaient approvisionnés en liquide pour des montants de l'ordre de EUR 100.000 par an. L'enquête confirme que les fonds provenaient d'un trafic de main d'œuvre clandestin et de trafic d'êtres humains.

Cet exemple démontre encore l'importance pour le professionnel de ne pas s'arrêter aux déclarations du client et ce même si l'ensemble des déclarations du client est compatible avec le fonctionnement du compte. Ainsi une recherche plus avancée par le professionnel concerné - consistant notamment à demander des justificatifs quant à l'existence de l'ensemble de ces immeubles, des revenus locatifs, des revenus professionnels ... - aurait le cas échéant permis à la banque luxembourgeoise de détecter plus tôt des éléments de suspicion.

16) Un ressortissant de l'UE souscrit un contrat d'assurance-vie auprès d'une compagnie d'assurances de la place portant sur un montant de EUR 250.000. Les fonds sont transférés en provenance d'une société étrangère appartenant au souscripteur. Dans une première phase, le souscripteur entend prélever EUR 20.000. Cette opération est refusée, alors que la prime minimum du contrat s'élevait à EUR 250.000. Par conséquence, le souscripteur procède à un versement additionnel de EUR 100.000 sur son contrat et redemande l'exécution du prélèvement de EUR 20.000. L'explication peu convaincante donnée du souscripteur est que les EUR 20.000 seraient destinés à un membre de sa famille et qu'il souhaiterait que cette donation proviendrait de son contrat d'assurance-vie.

17) Suite à la parution d'articles de presse concernant l'arrestation de deux personnes dans un Etat européen du chef de blanchiment, un assureur-vie déclare à la CRF une relation avec les suspects qui s'était achevée presque deux années avant la parution dudit article. L'enquête a révélé que les auteurs sont poursuivis des chefs d'abus de biens sociaux et de blanchiment dans l'Etat d'arrestation. Il est probable que ces infractions avaient été commises en association de malfaiteurs. Cet exemple montre que des informations sur des anciens clients peuvent se révéler essentielles à la lutte anti-blanchiment.

## **IV. LA COOPERATION INTERNATIONALE**

### **IV.1. Le Groupe d'Action Financière GAFI/FATF**

#### **IV.1.1. La révision des quarante Recommandations et les notes interprétatives**

Les quarante Recommandations offrent un ensemble complet de contre-mesures couvrant le système de justice pénale et l'application des lois, le système financier et sa réglementation ainsi que la coopération internationale. Elles ont été reconnues, ratifiées ou adoptées par de nombreux organismes internationaux. Elles fixent des principes d'action et laissent aux pays une certaine marge de manœuvre dans l'application de ces principes en fonction de leurs circonstances particulières et de leur cadre constitutionnel. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une convention internationale contraignante, beaucoup de pays se sont engagés à lutter contre le blanchiment de capitaux en appliquant les quarante Recommandations, dont le Luxembourg.

Elaborées initialement en 1990, les Recommandations ont été révisées une première fois en 1996 pour tenir compte des changements de tendances en matière de blanchiment et pour anticiper d'éventuelles menaces futures. En 2003, le GAFI a achevé une révision et mise à jour approfondies des quarante Recommandations. Le GAFI a aussi rédigé quelques notes interprétatives qui sont destinées à clarifier l'application de certaines Recommandations et à fournir des indications complémentaires (Annexes 2 et 3).

#### **IV.1.2. Les pays et territoires non coopératifs (PTNC)**

Le GAFI reste soucieux du sort des PTNC et s'est félicité de la poursuite des efforts consentis par un certain nombre de pays figurant sur la liste, pour remédier aux lacunes de leurs dispositifs anti-blanchiment. Le GAFI continue à réviser régulièrement la situation des pays et territoires listés lors de chaque session plénière et contrôle de près l'évolution de la situation dans les pays et territoires qui ont été retirés de la liste. Toutes les décisions concernant les PTNC ne pourront être prises que lors d'une session plénière.

En octobre 2005, il n'y a plus que Myanmar et Nigeria qui figurent sur la liste PTNC.

#### **IV.1.3. Les neuf Recommandations spéciales contre le financement du terrorisme**

Les Recommandations spéciales étaient initialement au nombre de huit. Le 22 octobre 2004, le Plénum a adopté la Recommandation spéciale IX qui appelle les pays à bloquer les mouvements transfrontaliers d'espèces ou instruments au porteur servant au financement du terrorisme et au blanchiment de capitaux et à confisquer de tels fonds. Elle appelle également à renforcer l'échange de renseignements entre les pays sur les mouvements d'espèces servant au financement du terrorisme ou au blanchiment de capitaux (Annexe 4). Le GAFI a aussi publié un document sur les meilleures pratiques internationales pour la détection et prévention du transport transfrontalier d'espèces par des terroristes ou autres criminels (Annexe 5).

## **IV.2. Le Groupe Egmont**

Le Groupe Egmont, rassemble actuellement (en octobre 2005) quelques 101 CRF (FIU), il en comptait 94 en 2004.

En juin 2004, lors de sa réunion plénière à Guernesey, le Groupe Egmont a adapté sa définition (de 1996) de la CRF au rôle de celle-ci en matière de lutte contre le financement du terrorisme (Annexe 6). La Déclaration de Mission des CRF du Groupe Egmont ainsi que la Note Interprétative relative à la définition par le Groupe Egmont d'une CRF furent également amendées pour tenir compte de la mission importante des CRF dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme (Annexe 7).

Le Groupe Egmont a également approuvé une recommandation sur les bonnes pratiques pour l'amélioration de l'échange d'information entre CRF.

Le Groupe Egmont comptait pour la période 2003-2004 cinq groupes de travail : Juridique, Formation et Communications, Assistance, Opérationnel et Technologie de l'information.

Une réflexion sur l'institutionnalisation de ce groupe a été initiée en vue de disposer d'une structure plus adaptée. En 2005, un groupe de travail a été créé afin d'apporter des solutions pour concrétiser cette évolution.

## **IV.3. Le FIU.Net**

Cette initiative, à laquelle le Luxembourg a participé comme membre fondateur, vise à long terme à assurer l'échange d'information entre les CRF des Etats Membres de l'UE, conformément aux dispositions de l'article 1<sup>ier</sup>, paragraphe 1 et 2 de la Décision du Conseil de l'UE du 17 octobre 2000 (2000/642/JAI).

Le FIU.Net correspond à la mise en œuvre de l'article 7 de la Décision du Conseil du 17 octobre 2000 qui dispose : « Les Etats Membres prévoient et approuvent des circuits appropriés et protégés pour la communication entre les CRF ».

Lors de la réunion du Conseil EcoFin / Justice / Affaires Intérieures du 16 octobre 2001, la nécessité de renforcer la communication entre CRF, notamment par l'adoption d'un système d'échange d'informations par voie automatisée a été affirmée et la Commission Européenne a participé au financement du système mis en place.

Le FIU.Net peut être défini comme un réseau télématique de communication sécurisé entre CRF membres, dans lequel le service fournissant l'information commande et contrôle la procédure d'échange de renseignement qui fonctionne sur base de requêtes formalisées portant sur des identités de personnes physiques et morales.

Actuellement, les CRF de 16 Etats membres de l'UE sont connectés au système FIU.Net, à savoir : l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, l'Estonie, la France, la Hongrie, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Pologne, la République Tchèque, le Royaume-Uni, la Slovaquie et la Slovénie.

Toutefois, ces 16 pays ne sont pas tous reliés entre eux, alors qu'il existe deux réseaux FIU.Net distincts, à savoir les réseaux FIU.Net Ouest et FIU.Net Est. Le réseau FIU.Net

Ouest relie l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, l'Estonie, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni entre eux, alors que le réseau FIU.Net Est relie les autres pays entre eux. Dans ce sens, une des priorités consiste à connecter les deux réseaux afin de permettre des échanges entre tous les membres sans restrictions.

#### **IV.4. La coopération avec les autres Cellules de Renseignement Financier**

Sur base de l'article 26-2 du Code d'Instruction Criminelle, la CRF avait conclu au 1<sup>ier</sup> janvier 2003 des accords bilatéraux de coopération (« MOU ») sur le modèle préconisé par le Groupe Egmont avec les CRF étrangères suivantes : CTIF (B), TRACFIN (F), SICCFIN (Monaco), Money Laundering Clearing House (Fin.).

En date du 29 octobre 2003 a été signé un MOU avec la Unitat de Prevenció del Blanqueig de la Principauté d'Andorre et en date du 28 juin 2004 a été signé un MOU avec le Service Fédéral de Surveillance Financière de la Fédération de Russie.

Par ailleurs, la CRF est encore en contact avec les CRF des pays suivants en vue de la conclusion d'un MOU : Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Antilles Néerlandaises, Australie, Canada, Corée du Sud, Israël, Liban, Mexique, Panama, Pérou, Singapour, Taiwan, Thaïlande, Ukraine et Venezuela.

Il est rappelé que l'article 26-2 précité permet une collaboration avec d'autres CRF, même en l'absence d'un MOU, sur base de réciprocité.

La Décision du Conseil du 17 octobre 2000 relative aux modalités de coopération entre les CRF a par ailleurs rendu superflue la conclusion de MOU entre les CRF des Etats membres de l'Union Européenne.

## **V. LES REPRESENTATIONS ET ACTIVITES EXTERIEURES**

Un représentant de la CRF a participé à l'évaluation du Grand-Duché de Luxembourg les 12 et 13 janvier 2004 par l'Union Européenne sur l'échange d'information concernant les groupes terroristes islamiques et leurs activités ;

Un représentant de la CRF a participé comme intervenant le 27 novembre 2003 à Luxembourg à la conférence « Anti-Money Laundering Fight » ;

Trois représentants de la CRF ont participé dans la préparation, puis à la visite in situ en novembre 2003, dans le cadre de l'évaluation du Grand-Duché de Luxembourg par le Fonds Monétaire International (FMI) de son dispositif anti-blanchiment et de lutte contre le financement du terrorisme ;

Un représentant de la CRF a participé à l'évaluation du Grand-Duché du Luxembourg par l'OECD - Groupe de travail sur la corruption dans le cadre de transactions commerciales internationales - du 17 au 20 novembre 2003 ;

Sur invitation du FMI, un représentant de la CRF a participé à une réunion sur la coopération transfrontalière et l'échange d'information à Washington les 7 et 8 juillet 2004 ;

Deux représentants de la CRF ont dispensé en date du 18 mai 2004 à des agents de la CSSF une formation en matière LAB/FT ;

Un représentant de la CRF a dispensé une formation LAB/FT en date du 10 décembre 2003 à des Procureurs roumains ;

Un représentant de la CRF a participé du 22 au 24 novembre 2004 à un séminaire à La Haye sur le développement du FIU.Net ;

Les représentants de la CRF ont dispensé en 2003 et 2004 6 formations « in house » pour le personnel d'établissements de crédit et d'autres professionnels du secteur financiers qui en avaient fait la demande ;

Un représentant de la CRF a participé comme orateur le 5 février 2003 à Luxembourg à la conférence « Compliance Officer » ;

Deux représentants de la CRF ont participé à une session de travail à Paris le 9 novembre 2004 pour les utilisateurs du FIU.Net ;

Un représentant de la CRF a participé au niveau national à des concertations en matière de lutte anti-blanchiment et financement du terrorisme ;

Un représentant de la CRF a participé au Working Group on Terrorist Financing du GAFI à Tokyo du 26 au 29 janvier 2003, à Paris les 11 et 12 février 2003, à Madrid le 8 septembre 2003, à Washington les 13 et 14 janvier 2004, à Paris les 5 et 6 mai 2004, à Paris le 19 octobre 2004 et à New York en Septembre 2004 ;

Un représentant de la CRF a participé aux réunions Plénières du GAFI à Stockholm du 1 au 3 octobre 2003 et à Berlin en juin 2003 ;

Un représentant de la CRF a participé à une concertation avec les représentants du State Department et Treasury Department US en matière de financement du terrorisme le 17 novembre 2004 à Bruxelles ;

Un représentant de la CRF a participé le 29 novembre 2004 à La Haye au séminaire pour praticiens EU et US en matière de financement du terrorisme dans les locaux d'EUROPOL ;

Un représentant de la CRF a participé à la réunion Troïka de l'UE du 23 septembre 2004 avec le sous-secrétaire d'Etat US Tony Wayne en matière de financement du terrorisme ;

Un représentant de la CRF a participé le 22 septembre 2004 au séminaire UE-US sur le financement du terrorisme ;

Un représentant de la CRF a participé du 26 au 30 janvier 2004 au séminaire « Terrorism Financing Program » aux Etats-Unis ayant comporté entre autres des formations auprès du FBI, du US Department of State, du US Department of Justice et du National Security Council ;

Deux représentants de la CRF ont participé du 3 au 6 décembre 2004 à Moscou à la réunion annuelle de typologie du GAFI ;

Un représentant de la CRF a participé les 17 et 18 novembre 2003 à Oaxaca (Mexique) à la réunion annuelle de typologie GAFI ;

Un représentant de la CRF a participé aux réunions Plénières du Groupe Egmont en juillet 2003 à Sydney et en juin 2004 à Guernesey ;

Un membre de la CRF a participé aux réunions du groupe de l'UE créé à la suite des Position Commune du Conseil du 27 décembre 2001 relative à la lutte contre le terrorisme (2001/920/PESC), Position Commune du Conseil du 27 décembre 2001 relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme (2001/931/PESC) et Règlement (CE) N° 2580/2001 du Conseil du 27 décembre 2001 concernant l'adoption de mesures spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

## **VI. LES ANNEXES**



## **Annexe 1 :**

**Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme**

**MEMORIAL**  
Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



**MEMORIAL**  
Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

---

**RECUEIL DE LEGISLATION**

---

**A — N° 183**

**19 novembre 2004**

---

**S o m m a i r e**

**LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT ET CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME**

Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et modifiant:

1. le Code pénal;
  2. le Code d'instruction criminelle;
  3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;
  4. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
  5. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
  6. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
  7. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat;
  8. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
  9. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises;
  10. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable;
  11. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives;
  12. la loi générale des impôts («Abgabenordnung») ..... page **2766**
-

**Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et modifiant:**

1. le Code pénal;
2. le Code d'instruction criminelle;
3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;
4. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
5. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
6. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
7. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat;
8. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
9. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises;
10. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable;
11. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives;
12. la loi générale des impôts («Abgabenordnung»).

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés donné en première lecture le 19 mai 2004 et en seconde lecture le 27 octobre 2004;

Avons ordonné et ordonnons:

## **TITRE I**

### **Les obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme**

#### **Chapitre 1: Définitions et champ d'application**

**Art. 1<sup>er</sup>. Définitions.** Par «blanchiment» au sens de la présente loi, est désigné tout acte tel que défini aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie.

Par «financement du terrorisme» au sens de la présente loi, est désigné tout acte tel que défini à l'article 135-5 du Code pénal.

**Art. 2. Champ d'application.** (1) Le présent titre s'applique aux personnes morales ou physiques suivantes:

1. les établissements de crédit et professionnels du secteur financier (PSF) agréés ou autorisés à exercer leur activité au Luxembourg en vertu de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
2. les entreprises d'assurances agréées ou autorisées à exercer leur activité au Luxembourg en vertu de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances, dans les limites établies par l'article 6 de la présente loi;
3. les fonds de pension sous la surveillance prudentielle du Commissariat aux assurances, les personnes agréées pour gérer des fonds de pension sous la surveillance prudentielle du Commissariat aux assurances, les courtiers d'assurances agréés au Luxembourg ou autorisés à y exercer leur activité;
4. les organismes de placement collectif qui commercialisent leurs parts ou actions et qui sont visés par la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif ou par la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif ou par la loi du 19 juillet 1991 concernant les organismes de placement collectif dont les titres ne sont pas destinés au placement dans le public;
5. les sociétés de gestion visées par la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et qui commercialisent des parts ou des actions d'organismes de placement collectif ou qui exercent des activités additionnelles ou auxiliaires au sens de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
6. les fonds de pension sous la surveillance prudentielle de la Commission de surveillance du secteur financier;
7. les personnes énumérées au paragraphe (2) de l'article 13 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier à l'exception du premier et des deux derniers tirets de ce paragraphe;
8. les réviseurs d'entreprises au sens de la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseur d'entreprises;
9. les experts-comptables au sens de la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable ainsi que les professionnels de la comptabilité au sens de l'article 2 paragraphe (2) point d) de cette loi;
10. les agents immobiliers établis ou agissant au Luxembourg;
11. les notaires au sens de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat;

12. les avocats au sens de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, lorsqu'ils:
  - a) assistent leur client dans la préparation ou la réalisation de transactions concernant:
    - i) l'achat et la vente de biens immeubles ou d'entreprises commerciales,
    - ii) la gestion de fonds, de titres ou d'autres actifs, appartenant au client,
    - iii) l'ouverture ou la gestion de comptes bancaires ou d'épargne ou de portefeuilles,
    - iv) l'organisation des apports nécessaires à la constitution, à la gestion ou à la direction de sociétés,
    - v) la constitution, la domiciliation, la gestion ou la direction de fiducies, de sociétés ou de structures similaires,
  - b) ou agissent au nom de leur client et pour le compte de celui-ci dans toute transaction financière ou immobilière;
13. les personnes autres que celles énumérées ci-dessus qui exercent à titre professionnel au Luxembourg l'activité de conseil fiscal, de conseil économique ou l'une des activités décrites sous a) et b) du point 12;
14. les casinos et les établissements de jeux de hasard similaires au sens de la loi du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives;
15. les marchands de biens de grande valeur, lorsque le paiement est effectué en espèces, pour une somme égale ou supérieure à 15.000 euros.

- (2) Les personnes morales visées aux points 1, 2 et 4 du paragraphe (1) sont désignées ci-après par «institutions financières».

Les institutions financières ainsi que toutes les autres personnes énumérées ci-dessus sont toutes désignées ci-après par «les professionnels».

Les professionnels sont obligés de veiller au respect des obligations professionnelles définies au présent titre également par leurs succursales et par leurs filiales, au Luxembourg et à l'étranger, dans lesquelles ils disposent de moyens juridiques leur permettant d'imposer leur volonté sur la conduite des affaires, pour autant que ces succursales ou filiales ne sont pas soumises à des obligations professionnelles équivalentes par les lois applicables au lieu de leur établissement.

Le champ d'application du présent titre et partant la notion de professionnel comprend également les succursales au Luxembourg de professionnels étrangers.

## Chapitre 2: Les obligations professionnelles

**Art. 3. L'obligation de connaître les clients.** (1) Les professionnels sont obligés d'exiger l'identification de leurs clients et, le cas échéant, des personnes pour lesquelles ces clients agissent, moyennant un document probant lorsqu'ils nouent des relations d'affaires, et, en particulier, dans le cas de certains professionnels, lorsqu'ils ouvrent un compte ou des livrets ou offrent des services de garde des avoirs.

- (2) L'exigence d'identification vaut également pour toute transaction avec des clients autres que ceux visés au paragraphe (1), dont le montant atteint ou excède la valeur de 15.000 euros, qu'elle soit effectuée en une seule ou en plusieurs opérations entre lesquelles un lien semble exister. Au cas où le montant n'est pas connu au moment de l'engagement de la transaction, le professionnel concerné procédera à l'identification dès le moment où il en aura connaissance et qu'il constatera que le seuil est atteint. Un règlement grand-ducal peut modifier le montant de ce seuil.
- (3) En cas de doute sur le point de savoir si les clients visés aux paragraphes précédents agissent pour leur propre compte ou en cas de certitude qu'ils n'agissent pas pour leur propre compte, les professionnels prennent des mesures raisonnables en vue d'obtenir des informations sur l'identité réelle des personnes pour le compte desquelles ces clients agissent.
- (4) Les professionnels sont tenus de procéder à cette identification même si le montant de la transaction est inférieur au seuil susvisé dès qu'il y a soupçon de blanchiment ou de financement du terrorisme.
- (5) Les professionnels ne sont pas soumis aux obligations d'identification prévues au présent article au cas où le client est une institution financière nationale ou étrangère soumise à une obligation d'identification équivalente.
- (6) Lorsqu'ils nouent des relations d'affaires ou effectuent une transaction avec un client qui n'est pas physiquement présent aux fins de l'identification (opération à distance), les professionnels sont tenus de prendre les dispositions spécifiques et adéquates nécessaires pour faire face aux risques accrus existant en matière de blanchiment ou de financement du terrorisme.

Ces dispositions doivent garantir que l'identité du client est établie, par exemple en demandant des pièces justificatives supplémentaires, des mesures additionnelles de vérification ou certification des documents fournis ou des attestations de confirmation de la part d'une institution financière ou en exigeant que le premier paiement des opérations soit effectué par un compte ouvert au nom du client auprès d'un établissement de crédit soumis à une obligation d'identification équivalente.

Les procédures de contrôle interne prévues à l'article 4 doivent prendre spécifiquement en compte ces dispositions.

- (7) Les professionnels peuvent confier par mandat écrit, aux seuls professionnels nationaux et étrangers relevant du même secteur d'activité et étant soumis à une obligation d'identification équivalente, l'exécution des obligations d'identification leur imposées par le présent titre à la condition que le contrat de mandat leur garantisse à tout moment le droit d'accès aux documents d'identification pendant la période visée au paragraphe

(8) et qu'au moins une copie de ces documents leur soit remise chaque fois. Les mandants restent tenus du bon accomplissement des obligations d'identification.

(8) Les professionnels sont obligés de conserver, à l'effet de servir d'élément de preuve dans toute enquête en matière de blanchiment ou de financement du terrorisme:

- en ce qui concerne l'identification, la copie ou les références des documents exigés, pendant une période d'au moins 5 ans après la fin des relations avec leur client, sans préjudice des délais de conservation plus longs prescrits par d'autres lois;
- en ce qui concerne les transactions, les pièces justificatives et enregistrements consistant en des documents originaux ou des copies ayant force probante similaire au regard du droit luxembourgeois, pendant une période d'au moins 5 ans à partir de l'exécution des transactions, sans préjudice des délais de conservation plus longs prescrits par d'autres lois.

(9) Les professionnels sont obligés d'examiner avec une attention particulière toute transaction qu'ils considèrent particulièrement susceptible, de par sa nature, des circonstances qui l'entourent ou de la qualité des personnes impliquées, d'être liée au blanchiment ou au financement du terrorisme.

Ils sont en outre obligés d'effectuer un suivi continu de leurs clients au cours de toute la relation d'affaires en fonction du degré de risque des clients d'être liés au blanchiment ou au financement du terrorisme.

**Art. 4. L'obligation de disposer d'une organisation interne adéquate.** Les professionnels sont tenus:

- a) d'instaurer des procédures adéquates de contrôle interne et de communication afin de prévenir et d'empêcher la réalisation d'opérations liées au blanchiment ou au financement du terrorisme. Ces procédures de contrôle interne doivent notamment prendre spécifiquement en compte les dispositions visées à l'article 3 (6) en matière d'opérations à distance;
- b) de prendre les mesures appropriées pour sensibiliser et former leurs employés aux dispositions contenues dans la présente loi, afin de les aider à reconnaître les opérations qui peuvent être liées au blanchiment ou au financement du terrorisme et de les instruire sur la manière de procéder en pareil cas.

**Art. 5. L'obligation de coopérer avec les autorités.** (1) Les professionnels, leurs dirigeants et employés sont tenus de coopérer pleinement avec les autorités luxembourgeoises responsables de la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

Sans préjudice des obligations leur incombant à l'égard des autorités de surveillance ou de tutelle respectives en la matière, les professionnels, leurs dirigeants et employés sont tenus:

- a) d'informer, de leur propre initiative, le procureur d'Etat auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg de tout fait qui pourrait être l'indice d'un blanchiment ou d'un financement du terrorisme, notamment en raison de la personne concernée, de son évolution, de l'origine des avoirs, de la nature, de la finalité ou des modalités de l'opération;
  - b) de fournir audit procureur d'Etat, à sa demande, toutes les informations nécessaires conformément aux procédures prévues par la législation applicable.
- (2) La transmission des informations visées au premier paragraphe est effectuée normalement par la ou les personnes désignées par les professionnels conformément aux procédures prévues à l'article 4. Les informations fournies aux autorités, autres que les autorités judiciaires, en application du premier paragraphe peuvent être utilisées uniquement à des fins de lutte contre le blanchiment ou contre le financement du terrorisme.
- (3) Les professionnels sont tenus de s'abstenir d'exécuter la transaction qu'ils savent ou soupçonnent d'être liée au blanchiment ou au financement du terrorisme avant d'en avoir informé le procureur d'Etat conformément au paragraphe (1). Le procureur d'Etat peut donner l'instruction de ne pas exécuter la ou les opérations en rapport avec la transaction ou avec le client.

Au cas où la transaction en question est soupçonnée de donner lieu à une opération de blanchiment ou de financement du terrorisme et lorsqu'une telle abstention n'est pas possible ou est susceptible d'empêcher la poursuite des bénéficiaires d'une opération suspectée de blanchiment ou de financement du terrorisme les professionnels concernés procèdent immédiatement après à l'information requise.

Une instruction du procureur d'Etat de ne pas exécuter des opérations en vertu du premier alinéa du présent paragraphe, est limitée à une durée maximale de validité de 3 mois à partir de la communication de l'instruction au professionnel. En cas d'instruction orale, cette communication doit être suivie dans les trois jours d'une confirmation écrite. A défaut de confirmation écrite, les effets de l'instruction cessent le troisième jour à minuit. Le professionnel est autorisé à faire état de cette instruction à l'égard du client pour justifier la non-exécution d'une opération.

- (4) La divulgation de bonne foi aux autorités luxembourgeoises responsables de la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme par un professionnel ou un employé ou dirigeant d'un tel professionnel des informations visées aux paragraphes ci-dessus ne constitue pas une violation d'une quelconque restriction à la divulgation d'informations imposée par un contrat ou par un secret professionnel et n'entraîne pour le professionnel ou la personne concernée aucune responsabilité d'aucune sorte.
- (5) Les professionnels ainsi que leurs dirigeants et employés ne peuvent pas communiquer au client concerné ou à des personnes tierces que des informations ont été transmises aux autorités en application des paragraphes (1), (2) et (3) ou qu'une enquête sur le blanchiment ou le financement du terrorisme est en cours.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, un professionnel, succursale ou filiale d'un groupe financier est autorisé à communiquer aux organes internes de contrôle de ce groupe que des informations ont été transmises, à condition toutefois d'avoir préalablement obtenu l'autorisation expresse, écrite du procureur d'Etat auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Le premier alinéa du présent paragraphe ne s'applique pas aux professionnels visés aux points 8, 9, 11, 12 et 13 du paragraphe (1) de l'article 2, pour ce qui concerne les informations reçues d'un de leurs clients ou obtenues sur un de leurs clients, lors de l'évaluation de la situation juridique de ce client ou dans l'exercice de leur mission de défense ou de représentation de ce client dans une procédure judiciaire ou concernant une telle procédure, y compris dans le cadre de conseils relatifs à la manière d'engager ou d'éviter une telle procédure, que ces informations soient reçues ou obtenues avant, pendant ou après cette procédure.

### **Chapitre 3: Dispositions particulières à certains professionnels**

#### **Section 1: Dispositions particulières applicables au secteur des assurances**

**Art. 6.** Par dérogation à l'article 3 paragraphes (1) à (4), les professionnels visés à l'article 2 points 2 et 3 de la présente loi sont obligés d'exiger l'identification de leurs clients et des bénéficiaires de leurs contrats moyennant un document probant suivant les modalités particulières du présent article:

- 1) Pour les opérations relevant du point II de l'annexe de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances les professionnels sont tenus de procéder à l'identification:
  - de leurs clients (preneurs d'assurance) conformément à l'article 3 paragraphe (1) de la présente loi,
  - des bénéficiaires des contrats d'assurance au plus tard au moment où ils opèrent le premier paiement découlant du contrat.
- 2) En cas de doute sur le point de savoir si les personnes à identifier en application du point 1 ci-dessus agissent pour leur propre compte ou en cas de certitude qu'ils n'agissent pas pour leur propre compte, les professionnels prennent des mesures raisonnables en vue d'obtenir des informations sur l'identité réelle des personnes pour le compte desquelles ces personnes agissent.

#### **Section 2: Dispositions particulières applicables aux avocats**

**Art. 7.** Pour les avocats visés à l'article 2 point 12 de la présente loi, les règles suivantes sont d'application:

- 1) Les avocats ne sont pas soumis aux obligations prévues à l'article 5 paragraphe (1) pour ce qui concerne les informations reçues d'un de leurs clients ou obtenues sur un de leurs clients lors d'une consultation juridique, lors de l'évaluation de la situation juridique de ce client ou dans l'exercice de leur mission de défense ou de représentation de ce client dans une procédure judiciaire ou concernant une telle procédure, y compris dans le cadre de conseils relatifs à la manière d'engager ou d'éviter une procédure, que ces informations soient reçues ou obtenues avant, pendant ou après cette procédure.
- 2) En lieu et place d'une déclaration directe au procureur d'Etat auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, les faits visés à l'article 5 paragraphe (1) point a) doivent être déclarés au bâtonnier de l'Ordre des Avocats au tableau duquel l'avocat déclarant est inscrit conformément à la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat. Dans ce cas le bâtonnier de l'Ordre des Avocats vérifie le respect des conditions prévues au paragraphe précédent et à l'article 2 point 12. Dans l'affirmative, il est tenu de transmettre les informations reçues au procureur d'Etat auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

#### **Section 3: Dispositions particulières applicables aux casinos**

**Art. 8.** Pour les casinos visés à l'article 2 point 14 de la présente loi, les règles suivantes sont d'application en matière d'identification des clients:

- 1) Par dérogation aux paragraphes (1) et (2) de l'article 3, les casinos sont tenus de procéder à l'identification de tous leurs clients qui achètent ou vendent des plaques ou jetons pour un montant égal ou supérieur à 1.000 euros.
- 2) En tout état de cause, les casinos qui sont soumis au contrôle des pouvoirs publics satisfont à l'exigence d'identification imposée par l'article 3 et par le point 1) du présent article, dès lors que, à l'entrée de la salle de jeux, ils procèdent à l'enregistrement et à l'identification des visiteurs, indépendamment des montants qui sont changés.

### **Chapitre 4: Sanctions pénales**

**Art. 9.** Sont punis d'une amende de 1.250 euros à 125.000 euros ceux qui ont contrevenu sciemment aux dispositions des articles 3 à 8 de la présente loi.

## **TITRE II**

### **Dispositions modificatives, abrogatoires et diverses**

#### **Chapitre 1: Dispositions modificatives**

**Art. 10.** Au numéro 1) de l'article 506-1 du Code pénal il est inséré un nouveau 4<sup>e</sup> tiret libellé comme suit: «- d'une infraction aux articles 496-1 à 496-4 du Code pénal;».

**Art. 11.** L'article 23 du Code d'instruction criminelle est complété par un troisième paragraphe libellé comme suit:

- «(3) Toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, découvre des faits susceptibles de constituer l'indice d'un blanchiment ou d'un financement du terrorisme, est tenu d'en informer le procureur d'Etat auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs.»

**Art. 12.** Au paragraphe (2) de l'article 29 du Code d'instruction criminelle les termes «des infractions consistant en des actes de blanchiment» sont remplacés par les termes «les infractions consistant en des actes de blanchiment, ainsi que pour les affaires concernant des infractions aux articles 135-1 à 135-6 du Code pénal».

**Art. 13.** L'article 26-2 du Code d'instruction criminelle est modifié comme suit:

- 1) Les termes «le blanchiment» sont remplacés chaque fois par «le blanchiment ou le financement du terrorisme».
- 2) Les termes «de blanchiment» sont remplacés par «de blanchiment ou de financement du terrorisme».
- 3) Les termes «tels que définis aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1» sont remplacés par «tels que définis aux articles 506-1 et 135-5 du Code pénal ainsi qu'à l'article 8-1».

**Art. 14.** L'article 13 dernier alinéa de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire est modifié comme suit:

«Le procureur d'Etat auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg désigne plus particulièrement les substituts qui traitent, sous la direction d'un procureur d'Etat adjoint ou d'un substitut principal ou d'un premier substitut, les affaires économiques et financières parmi lesquels ceux qui assurent sous la dénomination de «cellule de renseignement financier», la compétence spéciale de lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme. La cellule de renseignement financier veille à ce que les professionnels visés par la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme aient accès à des informations actualisées sur les pratiques de blanchiment ou de financement du terrorisme et sur les indices qui permettent d'identifier des transactions suspectes.»

**Art. 15.** A la fin du paragraphe (1) de l'article 2 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier est ajouté un nouvel alinéa libellé comme suit:

«La Commission est l'autorité compétente pour assurer le respect des obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme par toutes les personnes soumises à sa surveillance, sans préjudice de l'article 5 de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.»

**Art. 16.** (1) L'article 39 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier est libellé comme suit:

«Art. 39. Les obligations professionnelles du secteur financier en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

Les établissements de crédit et les PSF sont soumis aux obligations professionnelles suivantes telles que définies par la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme:

- l'obligation de connaître les clients conformément à l'article 3 de cette loi,
- l'obligation de disposer d'une organisation interne adéquate conformément à l'article 4 de cette loi et
- l'obligation de coopérer avec les autorités conformément à l'article 5 de cette loi.

En outre les établissements de crédit et les PSF sont obligés d'incorporer aux virements et transferts de fonds ainsi qu'aux messages s'y rapportant, le nom ou le numéro de compte du donneur d'ordre.»

(2) A l'article 12-15 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, la référence à l'article 38 est remplacée par une référence à l'article 39.

(3) A l'article 34-6 paragraphe (4) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier est ajouté un nouveau tiret libellé comme suit:

«- assurer le respect des obligations professionnelles définies à l'article 39.»

(4) Le paragraphe (2) de l'article 35 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier est libellé comme suit:

«(2) Les établissements de crédit et les PSF sont obligés de veiller au respect des obligations professionnelles définies à la présente partie également par leurs succursales et par leurs filiales, au Luxembourg et à l'étranger, dans lesquelles elles disposent de moyens juridiques leur permettant d'imposer leur volonté sur la conduite des affaires.»

(5) Au paragraphe (4) de l'article 41 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier est ajouté un nouvel alinéa libellé comme suit:

«Par dérogation à l'alinéa qui précède, l'établissement de crédit ou le PSF faisant partie d'un groupe financier, garantit aux organes internes de contrôle du groupe l'accès, en cas de besoin, aux informations concernant des relations d'affaires déterminées, dans la mesure nécessaire à la gestion globale des risques juridiques et de réputation liés au blanchiment ou au financement du terrorisme au sens de la loi luxembourgeoise.»

**Art. 17.** (1) A l'article 2 de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances, après le point 2, est inséré un nouveau point 2bis libellé comme suit:

«2bis. d'assurer le respect des obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme par toutes les personnes soumises à sa surveillance, sans préjudice de l'article 5 de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.»

(2) L'intitulé de la partie V de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances, est remplacé par «PARTIE V: DISPOSITIONS CONCERNANT LE SECRET PROFESSIONNEL ET LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT ET CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME.»; partie regroupant les articles 111-1 à 111-3 de cette loi dont les articles 111-2 et 111-3 sont libellés comme suit:



«Art. 111-2.

1. Les dispositions qui suivent de la présente partie s'appliquent:
  - aux entreprises d'assurances agréées ou autorisées au Grand-Duché de Luxembourg pour les opérations relevant du point II de l'annexe;
  - aux fonds de pension sous la surveillance prudentielle du Commissariat aux assurances;
  - aux personnes agréées pour gérer des fonds de pension sous la surveillance prudentielle du Commissariat aux assurances;
  - aux courtiers d'assurances agréés ou autorisés au Grand-Duché de Luxembourg pour les opérations relevant du point II de l'annexe.
2. Les entreprises et les personnes visées ci-avant sont obligées de veiller au respect des obligations professionnelles définies à la présente section également par leurs succursales et par leurs filiales, au Luxembourg et à l'étranger, dans lesquelles elles disposent de moyens juridiques leur permettant d'imposer leur volonté sur la conduite des affaires, pour autant que ces succursales et filiales ne soient pas soumises à des obligations professionnelles équivalentes applicables au lieu de leur établissement.

Art. 111-3. Les entreprises et personnes visées à l'article 111-2 sont soumises aux obligations professionnelles suivantes telles que définies par la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme:

- l'obligation de connaître les clients, preneurs d'assurance, les bénéficiaires de contrats d'assurances et les autres personnes en faveur desquelles sont stipulées des prestations d'assurances conformément aux articles 3, paragraphes 5 à 9, et 6 de cette loi,
  - l'obligation de disposer d'une organisation interne adéquate conformément à l'article 4 de cette loi et
  - l'obligation de coopérer avec les autorités conformément à l'article 5 de cette loi.»
- (3) Les parties VI et VII de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances sont numérotées respectivement VII et VIII.
- (4) Est insérée une partie VI dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances libellée «PARTIE VI: DISPOSITIONS PENALES» et regroupant les articles 112 à 115 de cette loi.

**Art. 18.** (1) L'article 12-2 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat est libellé comme suit:

«Art. 12-2. Les notaires sont soumis aux obligations professionnelles suivantes telles que définies par la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme:

- l'obligation de connaître les clients conformément à l'article 3 de cette loi,
  - l'obligation de disposer d'une organisation interne adéquate conformément à l'article 4 de cette loi et
  - l'obligation de coopérer avec les autorités conformément à l'article 5 de cette loi.»
- (2) La 3<sup>e</sup> phrase de l'article 3 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat est libellée comme suit:
- «Ils ne peuvent refuser leur ministère lorsqu'ils en sont requis, sauf qu'ils doivent le refuser dans les cas prévus par les articles 21 et 24 de la présente loi, l'article 5 (3) de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ainsi que dans tous les cas où, en vertu de dispositions légales spéciales, ils ont, avant de prêter leur ministère, une mission de vérification légale de l'existence ou de l'accomplissement de certaines conditions et formalités et qu'ils constatent que ces conditions ou formalités ne sont pas remplies.»

**Art. 19.** A la suite de l'article 35 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat est inséré un article 35-1 libellé comme suit:

«Art. 35-1. Nonobstant les dispositions de l'article précédent et sous réserve de l'article 2 de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, l'avocat est soumis aux obligations professionnelles suivantes telles que définies par cette loi:

- l'obligation de connaître les clients conformément à l'article 3 de cette loi,
- l'obligation de disposer d'une organisation interne adéquate conformément à l'article 4 de cette loi et
- l'obligation de coopérer avec les autorités conformément aux articles 5 et 7 de cette loi.»

**Art. 20.** L'article 9-2 de la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseur d'entreprises est libellé comme suit:

«Art. 9-2. Les réviseurs d'entreprises sont soumis aux obligations professionnelles suivantes telles que définies par la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme:

- l'obligation de connaître les clients conformément à l'article 3 de cette loi,
- l'obligation de disposer d'une organisation interne adéquate conformément à l'article 4 de cette loi et
- l'obligation de coopérer avec les autorités conformément à l'article 5 de cette loi.»

**Art. 21.** L'article 7 de la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable est libellé comme suit:

«Art. 7. Les experts-comptables sont soumis aux obligations professionnelles suivantes telles que définies par la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme:

- l'obligation de connaître les clients conformément à l'article 3 de cette loi,



- l'obligation de disposer d'une organisation interne adéquate conformément à l'article 4 de cette loi et
- l'obligation de coopérer avec les autorités conformément à l'article 5 de cette loi.»

## **Chapitre 2: Dispositions abrogatoires et diverses**

**Art. 22.** (1) A l'article 64 (2) de loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, toute référence aux articles 39 et 40 de cette loi est supprimée.

- (2) Aux articles 62-1 et 62-11 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, les termes «au sens de l'article 38» sont supprimés.
- (3) Aux articles 62-3 et 62-13 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, les termes «tel que défini à l'article 38» sont supprimés.

**Art. 23.** Sont abrogées les dispositions légales suivantes:

- a) L'article 38 et les paragraphes (2) à (5) de l'article 40 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, le paragraphe restant de cet article devenant un alinéa unique sans numéro.
- b) La section 4 du chapitre 9 de la partie II de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances.
- c) Les alinéas 2 et 3 de l'article 12-1 ainsi que les articles 12-3, 29-1 et 100-1 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat.
- d) Les alinéas 2 et 3 de l'article 9-1 ainsi que les articles 9-3, 9-4 de la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseur d'entreprises.
- e) Les alinéas 3 et 4 de l'article 6 ainsi que les articles 8 et 9 de la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable.
- f) Les alinéas 2 et 3 de l'article 13-1 ainsi que les articles 13-2, 13-3 et 17-1 de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives.

**Art. 24.** Au paragraphe 107 de la loi générale des impôts («Abgabenordnung»), le point 2 de l'alinéa 3 est abrogé. Toutes les références dans les textes légaux et réglementaires à l'ancien point 2 de l'alinéa 3 du paragraphe 107 de la loi générale des impôts sont supprimées.

**Art. 25.** Toute référence à la présente loi peut être faite sous l'intitulé abrégé «loi relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme».

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre du Trésor et du Budget,*  
**Luc Frieden**

Château de Berg, le 12 novembre 2004.  
**Henri**

Doc. parl. 5165, sess. ord. 2002-2003, 2003-2004 et 2004-2005. Dir 2001/97/CE

## **Annexe 2 :**

### **Les quarante Recommandations**



**Groupe d'action financière  
sur le blanchiment de capitaux**

**Financial Action Task Force  
on Money Laundering**

# **LES QUARANTE RECOMMANDATIONS**

**20 juin 2003  
(incorporation des amendements d'octobre 2004)**

Tous droits réservés.

Les demandes d'autorisation pour la reproduction de tout ou partie de cette publication doivent  
être adressées à :

Secrétariat du GAFI, OCDE, 2 rue André Pascal 75775 Paris Cedex 16, France

## **Introduction**

Les méthodes et techniques de blanchiment de capitaux évoluent au gré des contre-mesures qui sont déployées. Ces dernières années, le Groupe d'action financière (GAFI)<sup>1</sup> a pris note du développement de combinaisons sophistiquées de techniques, telles que l'usage croissant de personnes morales afin de dissimuler la véritable propriété et le véritable contrôle des produits d'activités illicites, ainsi que le recours accru à des professionnels pour obtenir des conseils et de l'assistance afin de blanchir des fonds criminels. Ces facteurs, associés à l'expérience acquise par le GAFI dans le cadre du processus des Pays et Territoires Non Coopératifs et à de nombreuses initiatives nationales et internationales, ont incité le GAFI à réexaminer et réviser les Quarante Recommandations, et à créer un nouveau cadre complet de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Le GAFI invite désormais tous les pays à prendre les mesures nécessaires de mise en conformité de leurs systèmes nationaux de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme avec les nouvelles Quarante Recommandations, et à mettre efficacement ces mesures en oeuvre.

Le processus de révision des Quarante Recommandations a été approfondi, ouvert aux membres du GAFI, aux non-membres, aux observateurs, au secteur financier et autres secteurs concernés et à toute autre partie intéressée. Cette consultation a généré un large éventail de contributions dont il a été tenu compte dans le processus de révision.

Les Quarante Recommandations révisées s'appliquent désormais non seulement au blanchiment de capitaux mais aussi au financement du terrorisme, et, combinées avec les Huit Recommandations Spéciales sur le financement du terrorisme, elles créent un cadre de mesures renforcé, étendu et cohérent pour lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Le GAFI reconnaît que les pays sont dotés de systèmes juridiques et financiers divers, et qu'en conséquence, tous ne peuvent pas prendre de mesures identiques afin de réaliser l'objectif commun, notamment lorsqu'il s'agit de mesures détaillées d'application. Les Recommandations établissent des normes minimales qui requièrent l'adoption par les pays de mesures de mise en œuvre précises, et ce en fonction de leurs circonstances particulières et de leurs cadres constitutionnels. Les Recommandations recouvrent l'ensemble des mesures que chaque système national devrait appliquer en matière de justice pénale et de systèmes de contrôle, les mesures préventives qui doivent être adoptées par les institutions financières et autres entreprises ou professions, ainsi que la coopération internationale.

Les premières Quarante Recommandations ont été formulées en 1990 dans l'optique de lutter contre l'usage abusif des systèmes financiers à des fins de blanchiment de l'argent de la drogue. Les Recommandations ont été révisées une première fois en 1996 afin de refléter l'évolution des typologies de blanchiment de capitaux. Les Quarante Recommandations telles que révisées en 1996 ont été adoptées par plus de 130 pays et constituent la norme internationale en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux.

En octobre 2001, le GAFI a étendu son mandat à la question du financement du terrorisme et a franchi un pas important en adoptant les Huit Recommandations Spéciales sur le financement du terrorisme. Ces Recommandations contiennent une série de mesures visant à combattre le financement des actes et des organisations terroristes et complètent les Quarante Recommandations<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Le GAFI est un organisme intergouvernemental qui établit des normes, développe et assure la promotion de politiques de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Il se compose actuellement de 33 membres : 31 pays et gouvernements et de deux organisations internationales ; de plus de 20 observateurs : 5 organismes régionaux de type GAFI et plus de 15 autres organisations ou organismes internationaux. La liste des membres et observateurs peut être consultée à l'adresse suivante : [http://www.fatf-gafi.org/AboutFATF\\_fr.htm#Membres](http://www.fatf-gafi.org/AboutFATF_fr.htm#Membres).

<sup>2</sup> Les Quarante Recommandations et les Huit Recommandations Spéciales du GAFI ont été reconnues par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale comme les normes internationales en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

La nécessité de surveiller et d'évaluer les systèmes nationaux au regard de ces normes internationales est un élément clé dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Les évaluations mutuelles conduites par le GAFI et les organismes régionaux de type GAFI, ainsi que les évaluations menées par le FMI et la Banque Mondiale constituent un mécanisme vital permettant de s'assurer de la mise en œuvre effective des Recommandations du GAFI par tous les pays et territoires.

# LES QUARANTE RECOMMANDATIONS

## A. SYSTEMES JURIDIQUES

### *Champ d'application de l'infraction de blanchiment de capitaux*

1. Les pays devraient incriminer le blanchiment de capitaux sur la base de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, 1988 (Convention de Vienne) et de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, 2000 (la Convention de Palerme).

Les pays devraient appliquer l'infraction de blanchiment de capitaux à toutes les infractions graves, afin de couvrir la gamme la plus large possible d'infractions sous-jacentes. Les infractions sous-jacentes peuvent être définies par rapport à l'ensemble des infractions, ou par rapport à un seuil lié soit à une catégorie d'infractions graves, soit à la peine privative de liberté dont est passible l'infraction sous-jacente (méthode du seuil), ou par rapport à une liste d'infractions sous-jacentes ou par rapport à une combinaison de ces méthodes.

Dans les pays qui adoptent la méthode du seuil, les infractions sous-jacentes devraient au minimum comprendre toutes les infractions relevant de la catégorie des infractions graves en vertu de leur droit interne, ou devraient inclure les infractions qui sont passibles d'une peine maximale de plus d'un an d'emprisonnement ou, pour les pays qui ont un seuil minimum pour les infractions dans leur système juridique, les infractions sous-jacentes devraient englober toutes les infractions passibles d'une peine minimale de plus de six mois d'emprisonnement.

Quelle que soit l'approche adoptée, chaque pays devrait au minimum inclure une gamme d'infractions au sein de chacune des catégories désignées d'infractions<sup>3</sup>.

Les infractions sous-jacentes du blanchiment de capitaux devraient couvrir les actes commis dans un autre pays, qui constituent une infraction dans ce pays, et qui auraient constitué une infraction sous-jacente s'ils avaient été commis sur le territoire national. Les pays peuvent prévoir que la seule condition requise est que les actes auraient été qualifiés d'infractions sous-jacentes s'ils avaient été commis sur le territoire national.

Les pays peuvent déterminer que l'infraction de blanchiment de capitaux ne s'applique pas aux personnes qui ont commis l'infraction sous-jacente, lorsque les principes fondamentaux de leur droit interne l'exigent.

2. Les pays devraient s'assurer que :
  - a) L'élément intentionnel et la connaissance des faits requis pour établir la preuve de l'infraction de blanchiment de capitaux sont conformes aux normes précisées dans les Conventions de Vienne et de Palerme, étant entendu que l'élément intentionnel pourrait être déduit de circonstances factuelles objectives.
  - b) La responsabilité pénale, et si ce n'est pas possible, la responsabilité civile ou administrative devrait s'appliquer aux personnes morales. Ceci n'exclut pas, le cas échéant, les poursuites parallèles, qu'elles soient pénales, civiles ou administratives à l'encontre de personnes morales dans les pays où ce type de responsabilité est prévu par la loi. Les personnes morales devraient

---

<sup>3</sup> Voir la définition des « catégories désignées d'infractions » dans le Glossaire.

pouvoir faire l'objet de sanctions efficaces, proportionnées et dissuasives. Ces mesures ne devraient pas porter atteinte à la responsabilité pénale des personnes physiques.

### ***Mesures provisoires et confiscation***

3. Les pays devraient adopter des mesures similaires à celles indiquées dans les Conventions de Vienne et de Palerme, y compris des mesures législatives, afin que leurs autorités compétentes soient en mesure de confisquer les biens blanchis, les produits découlant du blanchiment de capitaux ou des infractions sous-jacentes, ainsi que les instruments utilisés ou destinés à être utilisés pour commettre ces infractions, ou des biens d'une valeur équivalente, sans préjudice du droit des tiers de bonne foi.

De telles mesures devraient permettre (a) d'identifier, retrouver et estimer les biens faisant l'objet d'une mesure de confiscation ; (b) de mettre en œuvre des mesures provisoires, telles le gel et la saisie, afin de faire obstacle à toute transaction, transfert ou cession de ces biens; (c) de prendre des mesures pour empêcher ou annuler des actes visant à priver l'État de sa faculté à recouvrer des biens faisant l'objet d'une mesure de confiscation ; et (d) de prendre toutes les mesures d'enquête appropriées.

Les pays peuvent envisager d'adopter des mesures permettant la confiscation de tels produits ou instruments sans condamnation pénale préalable, ou des mesures faisant obligation à l'auteur présumé de l'infraction d'établir la preuve de l'origine licite des biens présumés passibles de confiscation, dans la mesure où une telle obligation est conforme aux principes de leur droit interne.

## **B. MESURES À PRENDRE PAR LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET LES ENTREPRISES ET PROFESSIONS NON FINANCIÈRES POUR LUTTER CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME**

4. Les pays devraient veiller à ce que les lois sur le secret professionnel des institutions financières n'entravent pas la mise en œuvre des Recommandations du GAFI.

### ***Devoir de vigilance (« due diligence ») relatif à la clientèle et devoir de conservation des documents***

- 5\*. Les institutions financières ne devraient pas tenir de comptes anonymes, ni de comptes sous des noms manifestement fictifs.

Les institutions financières devraient prendre les mesures de vigilance (« due diligence ») à l'égard de la clientèle, notamment en identifiant et en vérifiant l'identité de leurs clients, lorsque :

- elles nouent des relations d'affaires ;
- elles effectuent des transactions occasionnelles : (i) supérieures au seuil désigné applicable ; ou (ii) sous forme de virements électroniques dans les circonstances visées par la Note interprétative de la Recommandation Spéciale VII ;
- il y a suspicion de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme ; ou
- l'institution financière a des doutes quant à la véracité ou à la pertinence des données d'identification du client précédemment obtenues.

Les mesures de vigilance à l'égard de la clientèle sont les suivantes :

- a) Identifier le client et vérifier son identité au moyen de documents, données et informations de source fiable et indépendante<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> Les documents, données et informations de source fiable et indépendante sont désignés ci-après sous le terme "données d'identification".



- b) Identifier le bénéficiaire effectif, et prendre des mesures raisonnables pour vérifier cette identité de telle manière que l'institution financière ait une connaissance satisfaisante de l'identité du bénéficiaire effectif. Ceci inclut pour les personnes morales et les constructions juridiques, que les institutions financières prennent également des mesures raisonnables pour comprendre la propriété et la structure de contrôle du client.
- c) Obtenir des informations sur l'objet et la nature envisagée de la relation d'affaires.
- d) Exercer une vigilance constante à l'égard de la relation d'affaires et assurer un examen attentif des transactions effectuées pendant toute la durée de cette relation d'affaires, afin de s'assurer que les transactions effectuées sont cohérentes avec la connaissance qu'a l'institution de son client, de ses activités commerciales, de son profil de risque et, lorsque cela est nécessaire, de l'origine des fonds.

Les institutions financières devraient mettre en œuvre chacune des mesures de vigilance figurant aux paragraphes (a) à (d) ci-dessus, mais elles peuvent déterminer l'étendue de ces mesures en fonction du niveau de risque associé au type de clientèle, de relation d'affaires ou de transaction. Les mesures prises devraient être conformes aux lignes directrices mises en place par les autorités compétentes. Pour les catégories à plus haut risque, les institutions financières devraient prendre des mesures de vigilance renforcée. Dans des circonstances déterminées, lorsque les risques sont faibles, les pays peuvent décider d'autoriser les institutions financières à appliquer des mesures réduites ou simplifiées.

Les institutions financières devraient vérifier l'identité du client et du bénéficiaire effectif avant ou au moment de l'établissement d'une relation d'affaires, ou lorsqu'elles effectuent des transactions pour des clients occasionnels. Les pays peuvent autoriser les institutions financières à achever ces vérifications, dans des délais aussi brefs que possible, après l'établissement de la relation, si les risques de blanchiment de capitaux sont gérés de façon efficace et s'il est essentiel de ne pas interrompre le déroulement normal de la relation d'affaires.

Si l'institution financière ne peut pas se conformer aux obligations découlant des paragraphes (a) à (c) ci-dessus, elle ne devrait pas ouvrir de compte, nouer de relation d'affaires ou effectuer une transaction ; ou devrait mettre un terme à la relation d'affaires ; et devrait envisager de faire une déclaration d'opérations suspectes concernant ce client.

Ces obligations devraient s'appliquer à tous les nouveaux clients, néanmoins les institutions financières devraient les appliquer également aux clients existants selon l'importance des risques qu'ils représentent et devraient mettre en œuvre des mesures de vigilance sur ces relations existantes aux moments opportuns.

**6.\*** Les institutions financières devraient, s'agissant de personnes politiquement exposées, mettre en œuvre les mesures de vigilance normales, et en outre :

- a) Disposer de systèmes de gestion des risques adéquats afin de déterminer si le client est une personne politiquement exposée.
- b) Obtenir l'autorisation de la haute direction avant de nouer une relation d'affaires avec de tels clients.
- c) Prendre toutes mesures raisonnables pour identifier l'origine du patrimoine et l'origine des fonds.
- d) Assurer une surveillance renforcée et continue de la relation d'affaires.

---

\* Les Recommandations marquées d'un astérisque devraient être lues conjointement avec leur Note interprétative.

7. Les institutions financières devraient, en ce qui concerne les relations de correspondant bancaire transfrontalier et autres relations similaires, mettre en œuvre les mesures de vigilance normales, et en outre :
- a) Rassembler suffisamment d'informations sur l'institution cliente afin de bien comprendre la nature de ses activités et d'évaluer, sur la base d'informations publiquement disponibles, la réputation de l'institution et la qualité de la surveillance, y compris vérifier si l'institution concernée a fait l'objet d'une enquête ou d'une intervention de l'autorité de surveillance ayant trait au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme.
  - b) Évaluer les contrôles mis en place par l'institution cliente sur le plan de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.
  - c) Obtenir l'autorisation de la haute direction avant de nouer de nouvelles relations de correspondant bancaire.
  - d) Préciser par écrit les responsabilités respectives de chaque institution.
  - e) Pour ce qui concerne les comptes « de passage » (« payable-through accounts »), s'assurer que la banque cliente a vérifié l'identité et a mis en œuvre les mesures de vigilance constante vis-à-vis des clients ayant un accès direct aux comptes de la banque correspondante, et qu'elle soit en mesure de fournir des données d'identification pertinentes sur ces clients sur demande de la banque correspondante.
8. Les institutions financières devraient apporter une attention particulière aux menaces de blanchiment de capitaux inhérentes aux technologies nouvelles ou en développement qui risquent de favoriser l'anonymat, et prendre des mesures supplémentaires, si nécessaire, pour éviter l'utilisation de ces technologies dans les dispositifs de blanchiment de capitaux. Les institutions financières devraient notamment mettre en place des dispositifs de gestion des risques spécifiques liés aux relations d'affaires ou aux transactions qui n'impliquent pas la présence physique des parties.
- 9.\* Les pays peuvent autoriser les institutions financières à recourir à des intermédiaires ou à des tiers pour s'acquitter des éléments (a) à (c) des mesures de vigilance relatives à la clientèle ou pour jouer le rôle d'apporteur d'affaires, à condition que les critères précisés ci-après soient respectés. Lorsque un tel recours est autorisé, la responsabilité finale de l'identification du client et de la vérification pèse sur l'institution financière ayant eu recours au tiers.

Les critères qui devraient être respectés sont les suivants :

- a) Une institution financière ayant recours à un tiers doit immédiatement obtenir les informations nécessaires concernant les éléments (a) à (c) des mesures de vigilance relatives à la clientèle. Les institutions financières devraient prendre les mesures adéquates pour s'assurer que le tiers est à même de fournir, sur demande et dans les délais les plus brefs, des copies des données d'identification et autres documents pertinents liés au devoir de vigilance relatif à la clientèle.
- b) L'institution financière devrait s'assurer que le tiers est soumis à une réglementation et fait l'objet d'une surveillance, et qu'il a pris les mesures visant à se conformer aux mesures de vigilance relatives à la clientèle, conformément aux Recommandations 5 et 10.

Il incombe à chaque pays de décider dans quels pays le tiers qui se conforme aux critères peut être établi, compte tenu des informations disponibles sur les pays qui n'appliquent pas ou appliquent insuffisamment les Recommandations du GAFI.

- 10.\* Les institutions financières devraient conserver, pendant au moins cinq ans, toutes les pièces nécessaires se rapportant aux transactions effectuées, à la fois nationales et internationales, afin de leur permettre de répondre rapidement aux demandes d'information des autorités compétentes. Ces pièces doivent permettre de reconstituer les transactions individuelles (y compris, le cas échéant, les

montants et les types de devises en cause) de façon à fournir, si nécessaire, des preuves en cas de poursuites pénales.

Les institutions financières devraient conserver une trace écrite des données d'identification obtenues au titre des mesures de vigilance (par exemple, copies ou enregistrement des documents officiels tels que les passeports, les cartes d'identité, les permis de conduire ou des documents similaires), les livres de comptes et la correspondance commerciale pendant cinq ans au moins après la fin de la relation d'affaires.

Les données d'identification et les pièces se rapportant aux transactions devraient être mises à disposition des autorités nationales compétentes pour l'accomplissement de leur mission.

- 11.\*** Les institutions financières devraient apporter une attention particulière à toutes les opérations complexes, d'un montant anormalement élevé et à tous les types inhabituels de transactions, lorsqu'elles n'ont pas d'objet économique ou licite apparent. Le contexte et l'objet de telles opérations devraient être examinés, dans la mesure du possible; les résultats de cet examen devraient être établis par écrit, et être mis à disposition des autorités compétentes et des commissaires aux comptes.
- 12.\*** Le devoir de vigilance relatif à la clientèle et de conservation des documents découlant des Recommandations 5, 6, 8 à 11 s'appliquent aux entreprises et professions non financières désignées, dans les circonstances suivantes :
- a) Casinos - lorsque les clients effectuent des transactions financières égales ou supérieures au seuil désigné applicable.
  - b) Agents immobiliers - lorsqu'ils effectuent des transactions pour leurs clients concernant l'achat et la vente de biens immobiliers.
  - c) Négociants en métaux précieux ou en pierres précieuses - lorsqu'ils effectuent avec un client des transactions en espèces dont le montant est égal ou supérieur au seuil désigné applicable.
  - d) Avocats, notaires, autres professions juridiques indépendantes et comptables - lorsqu'ils préparent ou effectuent des transactions pour leurs clients dans le cadre des activités suivantes :
    - achat et vente de biens immobiliers ;
    - gestion des capitaux, des titres ou autres actifs du client ;
    - gestion de comptes bancaires, d'épargne ou de titres ;
    - organisation des apports pour la création, l'exploitation ou la gestion de sociétés ;
    - création, exploitation ou gestion de personnes morales ou de constructions juridiques, et achat et vente d'entités commerciales.
  - e) Prestataires de services aux sociétés et trusts - lorsqu'ils préparent ou effectuent des transactions pour un client dans le cadre des activités visées par les définitions figurant dans le Glossaire.

#### ***Déclaration d'opérations suspectes et conformité***

- 13\*.** Si une institution financière soupçonne ou a des raisons suffisantes de soupçonner que des fonds proviennent d'une activité criminelle, ou sont liés au financement du terrorisme, elles devraient être tenues, directement en vertu d'une loi ou d'une réglementation, de faire sans délai une déclaration d'opérations suspectes auprès de la cellule de renseignements financiers (CRF).
- 14.\*** Les institutions financières, leurs dirigeants et employés devraient être :
- a) Protégés par des dispositions légales contre toute responsabilité, pénale ou civile pour violation des règles de confidentialité- qu'elles soient imposées par contrat ou par toute disposition

législative, réglementaire ou administrative- s'ils déclarent de bonne foi leurs soupçons à la CRF, même s'ils ne savaient pas précisément quelle était l'activité criminelle en question, et même si l'activité illégale ayant fait l'objet du soupçon ne s'est pas réellement produite.

- b) Soumis à une interdiction légale de divulguer le fait qu'une déclaration d'opérations suspectes ou une information qui la concerne est communiquée à une CRF.

**15.\*** Les institutions financières devraient mettre au point des programmes de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Ces programmes devraient comprendre :

- a) Des politiques, des procédures et des contrôles internes, y compris des dispositifs de contrôle de la conformité et des procédures appropriées lors de l'embauche des employés, de façon à s'assurer qu'elle s'effectue selon des critères exigeants.
- b) Un programme de formation continue des employés.
- c) Un dispositif de contrôle interne pour vérifier l'efficacité du système.

**16.** Les obligations découlant des Recommandations 13 à 15, et 21 s'appliquent aux entreprises et professions non financières désignées, avec les précisions suivantes :

- a) Les avocats, notaires, autres professions juridiques indépendantes et comptables devraient être tenus de déclarer les opérations suspectes lorsque, pour le compte de ou pour un client, ils effectuent une transaction financière dans le cadre des activités visées par la Recommandation 12(d). Les pays sont fortement encouragés à étendre l'obligation de déclaration à toutes les autres activités professionnelles des comptables, notamment l'activité de vérification des comptes.
- b) Les négociants en métaux précieux ou en pierres précieuses devraient être tenus de déclarer les opérations suspectes lorsqu'ils effectuent avec un client des transactions en espèces égales ou supérieures au seuil désigné applicable.
- c) Les prestataires de services aux sociétés et trusts devraient être tenus de déclarer les opérations suspectes lorsque, pour le compte de ou pour un client, ils effectuent une transaction s'inscrivant dans le cadre des activités visées par la Recommandation 12(e).

Les avocats, les notaires, les autres professions juridiques indépendantes et les comptables agissant en qualité de juristes indépendants ne sont pas tenus de déclarer les opérations suspectes si les informations qu'ils détiennent ont été obtenues dans des circonstances relevant du secret professionnel ou d'un privilège professionnel légal.

#### ***Autres mesures de dissuasion concernant le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme***

**17.** Les pays devraient s'assurer qu'ils disposent de sanctions efficaces, proportionnées et dissuasives, qu'elles soient pénales, civiles ou administratives, applicables aux personnes physiques ou morales visées par ces Recommandations qui ne se conforment pas aux obligations en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

**18.** Les pays ne devraient pas autoriser l'établissement de banques fictives ni tolérer la poursuite de leurs activités sur leur territoire. Les institutions financières devraient refuser de nouer ou de poursuivre une relation de correspondant bancaire avec des banques fictives. Les institutions financières devraient également se garder de nouer des relations avec des institutions financières clientes étrangères qui autorisent des banques fictives à utiliser leurs comptes.

19. Les pays devraient envisager la faisabilité et l'utilité d'un système par lequel les banques et les autres institutions financières et intermédiaires déclareraient toutes les transactions nationales et internationales en espèces supérieures à un certain montant à une agence centrale nationale disposant d'une base de données informatisée, accessible aux autorités compétentes dans les affaires de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, et son utilisation strictement limitée.
20. Les pays devraient envisager d'appliquer les Recommandations du GAFI aux entreprises et professions autres que les entreprises et professions non financières désignées qui présentent des risques au regard du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme.

Les pays devraient encourager davantage le développement de techniques modernes et sûres de gestion des fonds qui soient moins vulnérables au blanchiment de capitaux.

***Mesures à prendre à l'égard des pays qui n'appliquent pas ou appliquent insuffisamment les Recommandations du GAFI***

21. Les institutions financières devraient prêter une attention particulière à leurs relations d'affaires et à leurs transactions avec des personnes physiques et morales, notamment des entreprises et des institutions financières, résidant dans les pays qui n'appliquent pas ou appliquent insuffisamment les Recommandations du GAFI. Lorsque ces transactions n'ont pas d'objet économique ou licite apparent, leur contexte et objet devraient, dans la mesure du possible, être examinés et les résultats consignés par écrit et mis à la disposition des autorités compétentes. Si un tel pays persiste à ne pas appliquer ou à appliquer insuffisamment les Recommandations du GAFI, les pays devraient être à même d'appliquer des contre-mesures adaptées.
22. Les institutions financières devraient s'assurer que les principes applicables aux institutions financières susmentionnées sont également appliqués par leurs succursales et leurs filiales majoritairement contrôlées situées à l'étranger, particulièrement dans les pays qui n'appliquent pas ou appliquent insuffisamment les Recommandations du GAFI, dans la mesure où les lois et règlements locaux le permettent. Lorsque ces mêmes lois et règlements s'y opposent, les autorités compétentes du pays où est située la société mère devraient être informées par les institutions financières, que celles-ci ne peuvent appliquer les Recommandations du GAFI.

***Réglementation et surveillance***

- 23.\* Les pays devraient s'assurer que les institutions financières font l'objet d'une réglementation et d'une surveillance adaptées et qu'elles mettent effectivement en œuvre les Recommandations du GAFI. Les autorités compétentes devraient prendre les mesures législatives ou réglementaires nécessaires pour empêcher les criminels ou leurs complices de prendre le contrôle d'institutions financières, d'en être les bénéficiaires effectifs, d'y acquérir une participation significative ou de contrôler, ou d'y occuper un poste de direction.

Pour les institutions financières soumises aux Principes fondamentaux, les mesures réglementaires et de surveillance applicables à des fins prudentielles et qui sont pertinentes aussi en matière de blanchiment de capitaux devraient de manière semblable s'appliquer à des fins de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Les autres institutions financières devraient être soumises à une autorisation préalable ou à un enregistrement, faire l'objet d'une réglementation adaptée, et être soumises à une surveillance ou à un contrôle à des fins de lutte contre le blanchiment de capitaux, en fonction du risque de blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme dans ce secteur. Les entreprises prestataires de services de transmission de fonds ou de valeurs, ou de services de change devraient au minimum être soumises à une autorisation préalable ou à un enregistrement, et soumises à des systèmes efficaces de suivi et de contrôle du respect des obligations nationales en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

**24.** Les entreprises et les professions non financières désignées devraient être soumises aux mesures de réglementation et de surveillance suivantes :

- a) Les casinos devraient être soumis à un régime complet de réglementation et de surveillance visant à s'assurer qu'ils ont effectivement pris les mesures nécessaires pour lutter contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Au minimum :
- les casinos devraient être soumis à une autorisation préalable ;
  - les autorités compétentes devraient prendre les mesures législatives ou réglementaires nécessaires pour empêcher les criminels ou leurs complices de prendre le contrôle d'un casino, d'en devenir les bénéficiaires effectifs, d'y acquérir une participation significative ou de contrôler, ou d'y occuper un poste de direction ou d'exploitant;
  - les autorités compétentes devraient s'assurer que le respect par les casinos de leurs obligations en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme fait l'objet d'une surveillance effective.
- b) Les pays devraient s'assurer que les autres catégories d'entreprises et de professions non financières désignées sont soumises à des dispositifs efficaces de suivi et de contrôle du respect de leurs obligations en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Ces mesures devraient être prises en fonction de la sensibilité aux risques. Ces contrôles peuvent être effectués par une autorité gouvernementale ou par une organisation d'autorégulation appropriée, à condition qu'une telle organisation puisse s'assurer que ses membres se conforment à leurs obligations en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

**25.\*** Les autorités compétentes devraient établir des lignes directrices et assurer un retour de l'information qui aidera les institutions financières et les entreprises et professions non financières désignées à appliquer les mesures nationales de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, et notamment à détecter et déclarer les opérations suspectes.

## **C. MESURES INSTITUTIONNELLES ET AUTRES MESURES NECESSAIRES DANS LES SYSTEMES DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME**

### ***Les autorités compétentes, leurs attributions et leurs ressources***

**26.\*** Les pays devraient mettre en place une CRF qui serve de centre national pour recueillir ( et, dans les cas prévus, de solliciter), analyser et transmettre les déclarations d'opérations suspectes et d'autres informations concernant les actes susceptibles d'être constitutifs de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. La CRF devrait avoir accès, directement ou indirectement et en temps voulu, aux informations financières, administratives et en provenance des autorités de poursuite pénale pour exercer correctement ses fonctions et notamment analyser les déclarations d'opérations suspectes.

**27.\*** Les pays devraient s'assurer que les enquêtes sur le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme sont confiées à des autorités de poursuite pénale spécifiques. Les pays sont encouragés à soutenir et à développer, autant que possible, les techniques d'enquêtes spécifiques adaptées aux enquêtes sur le blanchiment de capitaux, comme la livraison surveillée, les opérations sous couverture et autres techniques pertinentes. Les pays sont également encouragés à utiliser d'autres mécanismes efficaces tels que le recours à des groupes permanents ou temporaires spécialisés dans les enquêtes sur les biens, et les enquêtes menées en coopération avec les autorités compétentes appropriées d'autres pays.

28. Lorsqu'elles se livrent à des enquêtes sur le blanchiment de capitaux et les infractions sous-jacentes, les autorités compétentes devraient pouvoir obtenir des documents et des informations pour les utiliser dans le cadre de ces enquêtes et pour engager les poursuites et actions qui s'y rapportent. Ceci inclut le pouvoir d'appliquer des mesures coercitives pour la production de documents détenus par des institutions financières ou d'autres personnes, pour la fouille de personnes et de locaux et pour la saisie et l'obtention d'éléments de preuve.
29. Les autorités de surveillance devraient être dotées des pouvoirs nécessaires pour contrôler et s'assurer que les institutions financières respectent leurs obligations en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, et notamment du pouvoir de procéder à des inspections. Ces autorités devraient être autorisées à exiger des institutions financières la délivrance de toute information ayant trait au contrôle du respect de leurs obligations et à imposer des sanctions administratives adaptées en cas de non respect de ces obligations.
30. Les pays devraient doter leurs autorités compétentes impliquées dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme de ressources financières, humaines et techniques adéquates. Les pays devraient mettre en place des procédures visant à garantir la plus haute intégrité du personnel de ces autorités.
31. Les pays devraient faire en sorte que les responsables de l'action gouvernementale, la CRF, les autorités de poursuite pénale et les autorités de surveillance disposent de mécanismes efficaces leur permettant de coopérer, et, le cas échéant, de coordonner leur action au plan national en ce qui concerne l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et d'activités de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.
32. Les pays devraient faire en sorte que leurs autorités compétentes puissent examiner l'efficacité de leurs systèmes de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme en tenant des statistiques complètes sur des questions relatives à l'efficacité et au bon fonctionnement de ces systèmes. Ces statistiques devraient porter sur les déclarations d'opérations suspectes reçues et diffusées ; les enquêtes ; les poursuites et condamnations liées au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme ; les biens gelés, saisis ou confisqués ; et l'entraide judiciaire ou les autres demandes internationales de coopération.

#### *Transparence des personnes morales et constructions juridiques*

33. Les pays devraient prendre des mesures pour empêcher l'utilisation illicite de personnes morales par les blanchisseurs de capitaux. Les pays devraient s'assurer que des informations adéquates, pertinentes et à jour sur les bénéficiaires effectifs et sur le contrôle des personnes morales peuvent être obtenues ou consultées en temps voulu par les autorités compétentes. En particulier, les pays dans lesquels les personnes morales peuvent émettre des actions au porteur devraient prendre les mesures appropriées pour faire en sorte que ces personnes ne soient pas utilisées à mauvais escient pour blanchir des capitaux, et devraient être capables de démontrer l'adéquation de ces mesures. Les pays pourraient envisager de prendre des mesures pour faciliter l'accès aux informations sur les bénéficiaires effectifs et sur le contrôle des personnes morales, nécessaires aux institutions financières pour se conformer aux obligations découlant de la Recommandation 5.
34. Les pays devraient prendre des mesures pour empêcher l'utilisation illicite de constructions juridiques par les blanchisseurs de capitaux. Les pays devraient notamment s'assurer que des informations adéquates, pertinentes et à jour sur les trusts exprès, notamment des informations sur les personnes ayant constitué ces trusts exprès, les administrateurs et les bénéficiaires, peuvent être obtenues ou consultées en temps voulu par les autorités compétentes. Les pays pourraient envisager de prendre des mesures pour faciliter l'accès aux informations sur les bénéficiaires effectifs et sur le contrôle des constructions juridiques, nécessaires aux institutions financières pour se conformer aux obligations découlant de la Recommandation 5.

## **D. COOPÉRATION INTERNATIONALE**

- 35.** Les pays devraient prendre des mesures immédiates pour devenir parties et mettre en œuvre sans restrictions la Convention de Vienne, la Convention de Palerme, et la Convention internationale des Nations Unies de 1999 pour la Répression du Financement du Terrorisme. Les pays sont également encouragés à ratifier et mettre en œuvre d'autres conventions internationales appropriées telles que la Convention du Conseil de l'Europe de 1990 sur le Blanchiment de Capitaux, la Recherche, la Saisie et la Confiscation des Produits du Crime et la Convention Interaméricaine de 2002 contre le Terrorisme.

### ***Entraide judiciaire et extradition***

- 36.** Les pays devraient offrir rapidement, efficacement et d'une manière constructive, l'éventail le plus large possible de mesures d'entraide judiciaire pour les enquêtes, les poursuites et les procédures connexes ayant trait au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme. En particulier, les pays :

- a) Ne devraient pas interdire ou assortir de conditions déraisonnables ou indûment restrictives l'octroi de l'entraide judiciaire.
- b) Devraient faire en sorte d'avoir des procédures claires et efficaces d'exécution des demandes d'entraide judiciaire.
- c) Ne devraient pas refuser d'exécuter une demande d'entraide judiciaire pour l'unique motif que l'infraction est également considérée comme portant sur des questions fiscales.
- d) Ne devraient pas refuser d'exécuter une demande d'entraide judiciaire au motif que leurs lois imposent aux institutions financières la préservation du secret ou de la confidentialité.

Les pays devraient faire en sorte que les pouvoirs dont leurs autorités compétentes doivent disposer, conformément à la Recommandation 28, puissent également être utilisés en réponse à une demande d'entraide judiciaire et, si cela est conforme à leur dispositif interne, en réponse à une demande directe adressée par des autorités judiciaires ou de poursuite pénale étrangères à leurs homologues nationaux.

Afin d'éviter les conflits de compétence, il conviendrait d'étudier la possibilité d'élaborer et de mettre en œuvre des mécanismes permettant de déterminer, dans l'intérêt de la justice, le lieu de saisine le plus approprié pour les poursuites de personnes mises en cause dans des affaires sujettes à des poursuites dans plusieurs pays.

- 37.** Les pays devraient dans toute la mesure du possible s'accorder l'entraide judiciaire même en l'absence de double incrimination.

Lorsque la double incrimination est exigée pour l'entraide judiciaire ou l'extradition, cette obligation devrait être considérée comme remplie, que les deux pays classent ou non l'infraction dans la même catégorie d'infractions ou qu'ils utilisent ou non la même terminologie pour la désigner, dès lors que les deux pays incriminent l'acte qui est à la base de l'infraction.

- 38.\*** Il serait souhaitable que des mesures rapides puissent être prises en réponse à des requêtes émanant de pays étrangers demandant d'identifier, de geler, de saisir et de confisquer des biens blanchis, les produits d'opérations de blanchiment ou d'infractions sous-jacentes, les instruments utilisés ou destinés à être utilisés pour commettre ces infractions ou des biens d'une valeur équivalente. De même, il devrait exister des mesures visant à coordonner les procédures de saisie et de confiscation, pouvant inclure le partage des avoirs confisqués.



- 39.** Les pays devraient reconnaître le blanchiment de capitaux comme une infraction pouvant donner lieu à extradition. Chaque pays devrait soit extraditer ses propres nationaux, soit, lorsque le pays ne le fait pas uniquement pour des raisons de nationalité, devrait, à la demande du pays requérant l'extradition, soumettre l'affaire sans tarder à ses autorités compétentes afin que des poursuites soient engagées à l'égard des infractions mentionnées dans la demande. Ces autorités devraient prendre leurs décisions et conduire leurs procédures comme ils le feraient pour toute autre infraction grave dans le cadre de leur droit interne. Les pays concernés devraient coopérer, en particulier pour les aspects concernant la procédure et la preuve, afin d'assurer l'efficacité de ces poursuites.

Sous réserve que leurs systèmes juridiques le permettent, les pays pourraient envisager de simplifier l'extradition en autorisant la transmission directe des demandes d'extradition entre les ministères compétents, l'extradition des personnes sur le seul fondement d'un mandat d'arrêt ou d'un jugement et/ou l'extradition simplifiée des personnes acceptant de renoncer à la procédure formelle d'extradition.

#### ***Autres formes de coopération***

- 40.\*** Les pays devraient faire en sorte que leurs autorités compétentes accordent à leurs homologues étrangers la coopération internationale la plus large possible. Il conviendrait que soient mis en place des dispositifs clairs et efficaces pour faciliter un échange rapide et constructif directement entre les homologues de chaque pays, spontanément ou sur demande, des informations ayant trait aussi bien au blanchiment de capitaux qu'aux infractions sous-jacentes. Ces échanges devraient être autorisés sans condition indûment restrictive. En particulier :

- a) Les autorités compétentes ne devraient pas refuser une demande d'entraide au seul motif que la demande est également considérée comme portant sur des questions fiscales.
- b) Les pays ne devraient pas, pour refuser la coopération, invoquer les lois qui imposent aux institutions financières de préserver le secret ou la confidentialité.
- c) Les autorités compétentes devraient pouvoir exécuter des demandes d'informations et, si possible, procéder à des enquêtes, pour le compte d'homologues étrangers.

Lorsque la possibilité d'obtenir des informations recherchées par une autorité compétente étrangère ne fait pas partie des prérogatives de l'autorité homologue, les pays sont également encouragés à permettre un échange rapide et constructif d'informations avec les autorités non homologues. La coopération avec les autorités étrangères autres que les autorités homologues pourrait avoir lieu directement ou indirectement. Lorsqu'elles ont un doute quant à la démarche à suivre, les autorités compétentes devraient d'abord contacter leurs homologues étrangers pour qu'ils leur prêtent assistance.

Les pays devraient mettre en place des contrôles et des garanties pour faire en sorte que les informations échangées par les autorités compétentes ne soient utilisées que de la manière autorisée et en conformité avec leurs obligations de protection de la vie privée et de protection des données.

## GLOSSAIRE

Dans les Recommandations, les abréviations et termes ci-après doivent s'entendre comme suit :

Le terme « **bénéficiaire effectif** » (« beneficial owner ») signifie la ou les personnes physiques qui in fine possèdent ou contrôlent le client et/ou la personne pour laquelle une transaction est effectuée. Ceci comprend également les personnes qui exercent en dernier ressort un contrôle effectif sur une personne morale ou une construction juridique.

Le terme « **Principes fondamentaux** » désigne les « Principes fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace » publiés par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, les « Objectifs et principes de la réglementation des commissions de valeurs », publiés par l'Organisation internationale des commissions de valeurs, et les « Principes de contrôle des assurances » publiés par l'Association internationale des contrôleurs d'assurance.

On entend par « **catégories désignées d'infractions** » :

- la participation à un groupe criminel organisé et à un racket ;
- le terrorisme, y compris son financement ;
- la traite d'êtres humains et le trafic illicite de migrants ;
- l'exploitation sexuelle, y compris celle des enfants ;
- le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes ;
- le trafic d'armes ;
- le trafic illicite de biens volés et autres biens ;
- la corruption ;
- la fraude et escroquerie ;
- la contrefaçon de monnaie ;
- la contrefaçon et le piratage de produits ;
- les crimes contre l'environnement ;
- les meurtres et les blessures corporelles graves ;
- l'enlèvement, la séquestration et la prise d'otages ;
- le vol ;
- la contrebande ;
- l'extorsion ;
- le faux ;
- la piraterie ;
- les délits d'initiés et la manipulation de marchés.

Lorsqu'il détermine l'éventail des infractions constituant des infractions sous-jacentes dans chacune des catégories énumérées ci-dessus, chaque pays peut décider, en conformité avec son droit interne, comment il définira ces infractions et la nature de tout élément de ces infractions qui en fait une infraction grave.

Le terme « **Entreprises et professions non financières désignées** » signifie les :

- a) Casinos (y compris les casinos sur Internet),
- b) Agents immobiliers,
- c) Négociants en métaux précieux,
- d) Négociants en pierres précieuses,
- e) Avocats, notaires, autres professions juridiques indépendantes et comptables - il s'agit de membres de professions libérales exerçant à titre indépendant, d'associé ou de salarié dans un cabinet. Il ne s'agit pas de professions libérales exerçant « en interne », salariés d'autres types d'entreprises, ni de professionnels travaillant pour un organisme public, qui peuvent déjà être soumis à des mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux.

- f) Prestataires de services aux sociétés et trusts ; il s'agit des personnes ou entreprises qui ne relèvent pas d'autres catégories visées dans les présentes Recommandations et qui, à titre commercial, fournissent à des tiers tout ou partie des services suivants :
- elles interviennent en qualité d'agent pour la constitution d'une personne morale ;
  - elles interviennent (ou procèdent aux arrangements nécessaires afin qu'une autre personne intervienne) en qualité d'administrateur ou de secrétaire général d'une société de capitaux, d'associé d'une société de personnes ou de titulaire d'une fonction similaire pour d'autres personnes morales ;
  - elles fournissent un siège, une adresse commerciale ou des locaux, une adresse administrative ou postale à une société de capitaux, une société de personnes ou toute autre personne morale ou construction juridique ;
  - elles interviennent (ou procèdent aux arrangements nécessaires afin qu'une autre personne intervienne) en qualité d'administrateur d'un « trust » exprès ;
  - elles interviennent (ou procèdent aux arrangements nécessaires afin qu'une autre personne intervienne) en qualité d'actionnaire agissant pour le compte d'une autre personne.

Le « **Seuil désigné** » vise le montant fixé dans les Notes interprétatives.

Le terme « **Institution financière** » signifie toute personne ou entité qui exerce à titre commercial une ou plusieurs des activités ou opérations suivantes au nom ou pour le compte d'un client :

1. Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public.<sup>5</sup>
2. Prêts.<sup>6</sup>
3. Crédit-bail.<sup>7</sup>
4. Transferts d'argent ou de valeurs.<sup>8</sup>
5. Emission et gestion de moyens de paiement (par exemple, cartes de crédit et de débit, chèques, chèques de voyage, virements et lettres de change, monnaie électronique).
6. Octroi de garanties et souscriptions d'engagements.
7. Négociation sur :
  - (a) les instruments du marché monétaire (chèques, billets, certificats de dépôt, produits dérivés etc.) ;
  - (b) le marché des changes ;
  - (c) les instruments sur devises, taux d'intérêt et indices ;
  - (d) les valeurs mobilières ;
  - (e) les marchés à terme de marchandises.
8. Participation à des émissions de valeurs mobilières et prestation de services financiers connexes.
9. Gestion individuelle et collective de patrimoine.

---

5. Y compris la gestion de patrimoine.

6. Y compris notamment : crédits à la consommation, crédits hypothécaires, affacturage avec ou sans recours, financement de transactions commerciales (forfaitage inclus).

7. Non compris le crédit bail financier se rapportant à des produits de consommation.

8. Il s'agit des activités financières du secteur formel ou informel, par exemple les remises de fonds alternatives. Voir la Note interprétative de la Recommandation Spéciale VI. Ne sont pas concernées les personnes physiques ou morales qui fournissent exclusivement aux institutions financières un message ou tout autre système de support à des fins de transmission de fonds. Voir la Note interprétative de la Recommandation Spéciale VII.

10. Conservation et administration de valeurs mobilières, en espèces ou liquides, pour le compte d'autrui.
11. Autres opérations d'investissement, d'administration ou de gestion de fonds ou d'argent pour le compte d'autrui.
12. Souscription et placement d'assurances vie et d'autres produits d'investissement en lien avec une assurance.<sup>9</sup>
13. Change manuel.

Lorsqu'une activité financière est exercée par une personne physique ou morale de manière occasionnelle ou très limitée (selon des critères quantitatifs et dans l'absolu), de sorte que le risque de blanchiment de capitaux est faible, un pays peut décider que l'application de tout ou partie des mesures anti-blanchiment n'est pas nécessaire.

Dans des circonstances strictement limitées et justifiées, et s'il est démontré que le risque de blanchiment est faible, un pays peut décider de ne pas appliquer une partie ou l'ensemble des Quarante Recommandations à certaines des activités financières énumérées ci-dessus.

« **CRF** » signifie Cellule de renseignements financiers.

« **Construction juridique** » vise les trusts exprès et les autres structures similaires.

« **Personne morale** » vise les sociétés de capitaux ou de personnes, fondations, Anstalten ou associations, ou tout organisme similaire pouvant établir une relation d'affaires permanente avec une institution financière ou autrement détenir des biens.

« **Compte de passage** » vise les comptes de correspondant qui sont utilisés directement par des tiers pour exécuter des opérations pour leur propre compte.

Une « **personne politiquement exposée** » (PPE) est une personne qui exerce ou a exercé d'importantes fonctions publiques dans un pays étranger ; par exemple, de Chef d'État ou de gouvernement, de politiciens de haut rang, de hauts responsables au sein des pouvoirs publics, de magistrats ou militaires de haut rang, de dirigeants d'une entreprise publique ou de responsables de parti politique. Les relations d'affaires avec les membres de la famille d'une PPE ou les personnes qui lui sont étroitement associées présentent, sur le plan de la réputation, des risques similaires à ceux liés aux PPE elles-mêmes. Cette expression ne couvre pas les personnes de rang moyen ou inférieur relevant des catégories mentionnées ci-dessus.

L'expression « **banque fictive** » vise une banque qui a été constituée dans une juridiction où elle n'a aucune présence physique et qui n'est pas affiliée à un groupe financier réglementé.

Les termes « **autorités de surveillance** » visent les autorités compétentes désignées chargées d'assurer le contrôle de la conformité des institutions financières aux obligations en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Les termes « **Recommandations du GAFI** » visent les présentes Recommandations et les Recommandations Spéciales du GAFI sur le financement du terrorisme.

---

9. Sont concernées aussi bien les entreprises d'assurance que les intermédiaires en assurances (agents et courtiers).

### **Annexe 3 :**

**Les Notes Interprétatives des quarante Recommandations**

## NOTES INTERPRÉTATIVES

### Généralités

1. Dans ce document, le terme « pays » vise également les « territoires » ou les « juridictions ».
2. Les Recommandations 5-16 et 21-22 requièrent des institutions financières ou des entreprises et professions non financières désignées certaines mesures. Ceci renvoie à l'obligation faite aux pays de prendre des mesures qui obligeront les institutions financières ou les entreprises et professions non financières désignées à être en conformité avec chacune des Recommandations. Les obligations de base édictées par les Recommandations 5, 10 et 13 devraient être formulées dans un texte législatif ou réglementaire, alors que les éléments plus détaillés de ces Recommandations, ainsi que les obligations édictées par d'autres Recommandations, pourraient être imposés soit par un texte législatif ou réglementaire, soit par d'autres moyens contraignants mis en œuvre par une autorité compétente.
3. Lorsqu'une institution financière est censée avoir une connaissance satisfaisante d'un sujet, cette institution doit pouvoir justifier des mesures prises à cet effet auprès des autorités compétentes.
4. Pour se conformer aux Recommandations 12 et 16, les pays ne doivent pas nécessairement adopter des dispositions législatives ou réglementaires concernant exclusivement les avocats, notaires, comptables et autres entreprises et professions non financières désignées, dès lors que ces entreprises ou ces professions sont couvertes par les dispositions législatives ou réglementaires applicables aux activités en cause.
5. Les Notes interprétatives qui s'appliquent, lorsque ceci est approprié, aux institutions financières, s'appliquent également aux entreprises et professions non financières désignées.

### **Recommandations 5, 12 et 16**

Les seuils désignés de transaction (dans le cadre des Recommandations 5, 12 et 16) sont les suivants :

- Institutions financières (pour les clients occasionnels dans le cadre de la Recommandation 5) - US\$/€ 15 000.
- Casinos, y compris ceux sur Internet (dans le cadre de la Recommandation 12) - USD/€ 3 000.
- Négociants en métaux précieux et en pierres précieuses lorsque la transaction se fait en espèces (dans le cadre des Recommandations 12 et 16) - USD/€ 15 000.

Les transactions financières dépassant l'un des seuils désignés sont celles où la transaction est exécutée en une seule ou plusieurs opérations entre lesquelles semble exister un lien.

### **Recommandation 5**

#### ***Devoir de vigilance relatif à la clientèle et interdiction d'avertir le client***

1. Si, lors de l'établissement d'une relation d'affaires, ou au cours de cette relation, ou lorsqu'elle procède à des transactions occasionnelles, une institution financière soupçonne que des transactions se rapportent à des opérations de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, elle devrait :
  - a) En principe, chercher à identifier le client et le bénéficiaire effectif, qu'il soit permanent ou occasionnel, et à vérifier leur identité nonobstant toute dérogation ou applicabilité d'un seuil désigné.

- b) Faire une déclaration d'opérations suspectes à la CRF conformément à la Recommandation 13.
- 2. La Recommandation 14 interdit aux institutions financières, à leurs dirigeants et à leurs salariés de divulguer le fait qu'une déclaration d'opérations suspectes ou des informations connexes a été portée à la connaissance de la CRF. Le risque existe que le client soit involontairement informé lorsque l'institution financière s'efforce de remplir ses obligations de vigilance relatives à la clientèle dans ces circonstances. Le fait que le client soit informé d'une éventuelle déclaration d'opérations suspectes ou d'une éventuelle enquête pourrait compromettre les efforts ultérieurs d'enquête portant sur les opérations pour lesquelles il y a soupçon de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.
- 3. C'est pourquoi, si une institution financière soupçonne qu'une transaction se rapporte à une opération de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, elle doit prendre en compte le risque de divulgation de l'information lorsqu'elle remplit ses obligations de vigilance relatives à la clientèle. Si l'institution financière peut raisonnablement considérer qu'en s'acquittant de son devoir de vigilance relatif à la clientèle elle alertera le client ou futur client, elle pourra choisir de ne pas accomplir cette procédure et devra alors effectuer une déclaration d'opérations suspectes. Les institutions financières devraient veiller à ce que leurs employés soient bien sensibilisés à ces questions lorsqu'ils s'acquittent du devoir de vigilance relatif à la clientèle.

***Devoir de vigilance relatif à la clientèle : cas des personnes morales et des constructions juridiques***

- 4. Lorsqu'elles accomplissent les éléments (a) et (b) des mesures de vigilance relatives à la clientèle et que des personnes morales ou des constructions juridiques sont en cause, les institutions financières devraient :
  - a) Vérifier que toute personne prétendant agir au nom du client est autorisée à le faire et identifier cette personne.
  - b) Identifier le client et vérifier son identité - les types de mesures normalement nécessaires pour s'acquitter de cette obligation de manière satisfaisante sont l'obtention d'une preuve de la constitution ou une preuve similaire du statut juridique de la personne morale ou de la construction juridique, ainsi que l'obtention des renseignements concernant le nom du client, les noms des administrateurs de trusts, la forme juridique, l'adresse, les dirigeants et les dispositions régissant le pouvoir d'engager la personne morale ou la construction juridique.
  - c) Identifier les bénéficiaires effectifs, ce qui inclut une compréhension de la propriété et de la structure de contrôle, et prendre toutes mesures raisonnables pour vérifier l'identité de ces personnes. Les types de mesures normalement nécessaires pour s'acquitter de manière satisfaisante de cette obligation sont l'identification des personnes physiques détenant une participation de contrôle, et l'identification des personnes physiques qui constituent la tête pensante de la personne morale ou la construction juridique. Lorsque le client ou le détenteur d'une participation de contrôle est une société faisant publiquement appel à l'épargne, et qui est soumise à des obligations réglementaires d'information, il n'est pas nécessaire de chercher à identifier les actionnaires de cette société ni de vérifier leur identité.

Les informations ou données pertinentes peuvent être obtenues à partir des registres publics, auprès du client ou à partir d'autres sources fiables.

### ***S'en remettre aux mesures d'identification et de vérification déjà effectuées***

5. Les mesures dans le cadre du devoir de vigilance relatif à la clientèle qui sont prévues dans la Recommandation 5 n'impliquent pas que les institutions financières identifient chaque client ou vérifient son identité chaque fois qu'elles procèdent à une transaction. L'institution financière peut s'en remettre aux mesures d'identification et de vérification qu'elle a déjà prises, à moins qu'elle ait des doutes quant à la véracité des informations obtenues. Une institution financière pourra avoir des doutes de ce type, par exemple, lorsqu'il y a suspicion de blanchiment de capitaux en liaison avec ce client ou lorsque les opérations exécutées sur le compte du client se modifient très sensiblement, d'une manière qui n'est pas conforme à l'activité connue du client.

### ***Moment de la vérification***

6. Parmi les circonstances où il serait permis d'achever les vérifications après l'établissement de la relation d'affaires, parce qu'il est essentiel de ne pas interrompre le déroulement normal de la transaction, on citera les exemples suivants :
- Opérations n'impliquant pas la présence physique des parties.
  - Opérations sur valeurs mobilières. Dans le secteur des valeurs mobilières, les sociétés et intermédiaires peuvent être dans l'obligation d'exécuter très rapidement les transactions, aux conditions du marché valables au moment où le client les contacte, et la réalisation de la transaction peut être nécessaire avant que la vérification de l'identité ne soit terminée.
  - Les activités d'assurance vie. Pour les opérations d'assurance vie, les pays peuvent autoriser l'identification et la vérification de l'identité du bénéficiaire de la police d'assurance après établissement de la relation d'affaires avec le titulaire de la police. Toutefois, dans tous ces cas, l'identification et la vérification doivent intervenir au moment ou avant la liquidation des prestations, ou au moment où le bénéficiaire a l'intention d'exercer les droits acquis au titre de la police d'assurance.
7. Les institutions financières devront également mettre en place des procédures de gestion des risques pour ce qui concerne les conditions dans lesquelles un client pourra bénéficier de la relation d'affaires avant la vérification. Ces procédures devraient comprendre un ensemble de mesures comme une limitation du nombre, du type et/ou du montant des transactions pouvant être exécutées et la surveillance des transactions importantes ou complexes dépassant les normes attendues pour ce type de relations. Les institutions financières devraient se reporter au document du Comité de Bâle concernant le devoir de vigilance relatif à la clientèle<sup>10</sup> (Point 2.2.6) pour des exemples de mesures de gestion des risques dans le cas d'opérations n'impliquant pas la présence physique des parties.

### ***Obligations d'identifier les clients existants***

8. Les principes qui sont énoncés dans le document du Comité du Bâle concentrant le devoir de vigilance relatif à la clientèle et qui ont trait à l'identification des clients existants devraient servir de lignes directrices pour l'application des procédures en la matière aux institutions exerçant des activités bancaires et ils pourraient s'appliquer aux autres institutions financières lorsqu'ils sont pertinents.

---

<sup>10</sup> Le « document du Comité de Bâle concernant le devoir de vigilance relatif à la clientèle » vise le document intitulé « Devoir de diligence au sujet de la clientèle » publié en octobre 2001 par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire.



### *Mesures simplifiées ou réduites du devoir de vigilance relatif à la clientèle*

9. La règle générale est que les clients doivent être soumis à l'ensemble des mesures relevant du devoir de vigilance relatif à la clientèle, et notamment à l'obligation d'identifier le bénéficiaire effectif. Dans certains cas, néanmoins, le risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme est plus faible, les informations sur l'identité du client et sur le bénéficiaire effectif de ce dernier sont publiques ou il existe ailleurs, dans les systèmes nationaux, des contrôles appropriés. Dans ces circonstances, il pourrait être raisonnable pour un pays d'autoriser ses institutions financières à appliquer des mesures simplifiées ou réduites de vigilance relatives à la clientèle lorsqu'il s'agit d'identifier le client et le bénéficiaire effectif et de vérifier leur identité.
10. On citera comme exemples de clients auxquels on pourrait appliquer des mesures simplifiées ou réduites de vigilance relatives à la clientèle :
  - Les institutions financières, lorsqu'elles sont soumises à des obligations de lutte contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme conformes aux Recommandations du GAFI et qu'elles font l'objet d'une surveillance pour la conformité à ces obligations.
  - Les sociétés faisant publiquement appel à l'épargne qui sont soumises à des obligations réglementaires d'information,
  - Les administrations et les entreprises publiques.
11. Des mesures simplifiées ou réduites de vigilance relatives à la clientèle pourraient s'appliquer également aux bénéficiaires effectifs de comptes groupés détenus par des entreprises ou professions non financières désignées, dès lors que ces entreprises ou professions sont soumises à des obligations de lutte contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme en conformité avec les Recommandations du GAFI et font l'objet de systèmes efficaces de suivi et de surveillance du respect de ces obligations. Les banques devraient également se reporter au document de Bâle relatif au devoir de vigilance relatif à la clientèle (Point 2.2.4), qui fournit des indications précises sur les situations où une institution détenant des comptes peut confier à un client ayant qualité d'intermédiaire financier professionnel l'exécution des obligations de vigilance sur les clients de ce dernier ou ses propres clients (c'est-à-dire les bénéficiaires effectifs du compte bancaire). Le cas échéant, le document de Bâle concernant le devoir de vigilance relatif à la clientèle pourrait aussi fournir des indications pour les comptes similaires détenus par d'autres types d'institutions financières.
12. Des mesures simplifiées ou réduites de vigilance relatives à la clientèle pourraient être également acceptables pour divers types de produits ou de transactions, notamment (liste purement illustrative) :
  - Les polices d'assurance vie lorsque la prime annuelle n'est pas supérieure à 1 000 USD/€ ou lorsqu'elles comportent une prime unique qui n'est pas supérieure à 2 500 USD/€.
  - Les polices d'assurance pour des régimes de retraite s'il n'y a pas de clause de rachat et si la police d'assurance ne peut pas être utilisée comme sûreté.
  - Les régimes de retraite ou similaires qui servent des prestations de retraite aux employés, lorsque les cotisations sont acquittées par prélèvement sur les salaires et que la réglementation du régime n'autorise pas la cession des droits détenus par un membre dans le cadre du régime.
13. Les pays pourraient également décider s'il convient d'autoriser les institutions financières à appliquer ces mesures simplifiées uniquement aux clients relevant de leur juridiction ou également aux clients relevant de toute autre juridiction dont ils considèrent qu'elle se conforme aux Recommandations du GAFI et a effectivement mis en œuvre ces Recommandations.

Les mesures simplifiées de vigilance relatives à la clientèle ne sont pas acceptables lorsqu'il y a soupçon de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, ou en cas de circonstances spécifiques présentant un risque plus élevé.

#### **Recommandation 6**

Les pays sont encouragés à étendre les obligations de la Recommandation 6 aux individus qui exercent d'importantes fonctions publiques dans leur propre pays.

#### **Recommandation 9**

Cette Recommandation ne s'applique pas aux relations de sous-traitance ou de mandat.

Cette Recommandation ne s'applique pas non plus aux relations, comptes ou transactions entre institutions financières pour leurs clients. Ces relations font l'objet des Recommandations 5 et 7.

#### **Recommandations 10 et 11**

En ce qui concerne les activités d'assurance, le terme « transactions » vise le produit même d'assurance, le paiement de la prime et les prestations.

#### **Recommandation 13**

1. On entend par « activité criminelle » au sens de la Recommandation 13 :

- (a) tous actes criminels constituant dans le pays une infraction sous-jacente dans le cadre du blanchiment de capitaux, ou
- (b) au minimum, les infractions constituant une infraction sous-jacente en vertu de la Recommandation 1.

Les pays sont vivement encouragés à adopter la solution (a). Toutes les opérations suspectes, y compris les tentatives d'opérations, devraient être déclarées quel que soit le montant de l'opération.

2. Pour l'application de la Recommandation 13, les opérations suspectes devraient être déclarées par les institutions financières, que ces opérations soient ou non considérées comme portant également sur des questions fiscales. Les pays devraient tenir compte du fait que, pour dissuader les institutions financières de déclarer une opération suspecte, les blanchisseurs de capitaux s'efforceront sans doute d'affirmer, entre autres, que leurs opérations portent sur des questions fiscales.

#### **Recommandation 14 (avertir le client)**

Le fait qu'un avocat, un notaire, une autre profession juridique indépendante ou un comptable, agissant en qualité de juriste professionnel indépendant, s'efforce de dissuader un client de se livrer à une activité illicite ne constitue pas un cas d'avertissement.

#### **Recommandation 15**

Le type et l'étendue des mesures à prendre pour chacune des obligations édictées dans la Recommandation doivent être appropriées au risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ainsi qu'à la dimension de l'activité commerciale concernée.

Dans le cas des institutions financières, les dispositifs du contrôle de la conformité devraient comporter la désignation d'un responsable au niveau de la direction.

## **Recommandation 16**

1. Il appartient à chaque pays de déterminer quelles sont les questions qui relèvent du privilège légal ou du secret professionnel. Il s'agira normalement des informations que les avocats, les notaires ou les membres des professions juridiques indépendantes reçoivent ou obtiennent d'un de leurs clients : (a) lorsqu'ils évaluent la situation juridique de leur client, ou (b) lorsqu'ils accomplissent leurs devoirs de défense ou de représentation du client dans le cadre de procédures judiciaires ou administratives ou dans le cadre de procédures d'arbitrage ou de médiation. Lorsque les comptables sont soumis aux mêmes obligations de secret professionnel, ils ne tombent pas sous l'obligation de déclarer les opérations suspectes.
2. Les pays peuvent autoriser les avocats, les notaires, les autres membres des professions juridiques indépendantes et les comptables à transmettre leurs déclarations d'opérations suspectes aux organisations d'autorégulation, pour autant que des formes appropriées de coopération aient été établies entre ces organisations et la CRF.

## **Recommandation 23**

La Recommandation 23 ne devrait pas être interprétée comme exigeant la mise en place d'un système de réexamen périodique des autorisations données à la prise de contrôle du capital d'institutions financières uniquement à des fins de lutte contre le blanchiment de capitaux, mais elle souligne, du point de vue du GAFI, la nécessité d'un réexamen des autorisations données aux actionnaires qui contrôlent le capital d'institutions financières (en particulier de banques et d'institutions non bancaires). Par conséquent, lorsqu'il existe des critères d'aptitude (ou d'honorabilité) des actionnaires, l'attention des autorités de surveillance devrait être attirée sur leur pertinence au regard des objectifs de lutte contre le blanchiment de capitaux.

## **Recommandation 25**

Lorsqu'ils considèrent le retour d'informations qui doit être proposé, les pays devraient tenir compte des lignes directrices du GAFI sur « Les meilleures pratiques à suivre pour le retour de l'information vers les institutions financières et les autres personnes déclarantes ».

## **Recommandation 26**

Lorsqu'un pays a créé une CRF, il devrait envisager de demander l'adhésion au Groupe Egmont. Les pays devraient tenir compte de la « Déclaration de mission » du Groupe Egmont et de ses « Principes pour l'échange d'informations entre cellules de renseignements financiers pour les cas de blanchiment d'argent ». Ces documents énoncent d'importantes lignes directrices concernant le rôle et les fonctions des CRF ainsi que les mécanismes d'échange d'informations entre CRF.

## **Recommandation 27**

Les pays devraient envisager de prendre des mesures, y compris législatives, au niveau national, pour permettre à leurs autorités compétentes enquêtant sur des activités de blanchiment de capitaux de différer l'arrestation de personnes suspectes et/ou la saisie de fonds, ou de ne pas procéder à de telles arrestations et saisies, en vue d'identifier les personnes impliquées dans ces activités ou de rassembler des preuves. Sans ces mesures, il n'est pas possible de mettre en œuvre certaines procédures comme les livraisons contrôlées et les opérations sous couverture.

## **Recommandation 38**

Les pays devraient envisager :

- (a) De créer un fonds pour les actifs saisis dans le pays considéré, dans lequel seront déposés en tout ou partie les biens confisqués, pour une utilisation en faveur des autorités de poursuite pénale, de santé, d'éducation ou pour tout autre utilisation appropriée.
- (b) De prendre, lorsque c'est possible, les mesures nécessaires pour leur permettre de partager avec ou entre d'autres pays les biens confisqués, en particulier lorsque la confiscation est le résultat direct ou indirect d'actions opérationnelles coordonnées.

#### **Recommandation 40**

1. Aux fins de la présente Recommandation :

- « Homologues » vise les autorités qui exercent des responsabilités et fonctions similaires.
- « Autorité compétente » vise toutes les autorités administratives et opérationnelles chargées de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, notamment les CRF et les autorités de surveillance.

2. En fonction du type d'autorité compétente impliquée et selon la nature et l'objet de la coopération, divers canaux peuvent être appropriés pour l'échange d'informations. Parmi les mécanismes ou canaux pouvant être utilisés pour l'échange d'informations, on peut citer à titre d'exemples : les accords ou arrangements bilatéraux ou multilatéraux, les protocoles d'accord, les échanges d'informations sur base de la réciprocité ou les échanges d'informations via les organisations internationales ou régionales appropriées. Toutefois, cette Recommandation ne couvre pas la coopération se rapportant à l'entraide judiciaire ou à l'extradition.

3. L'échange indirect d'informations avec les autorités étrangères autres qu'homologues vise les situations où l'information demandée provient de l'autorité étrangère via une ou plusieurs autorités nationales ou étrangères avant d'être reçue par l'autorité demandant l'information. L'autorité compétente demandant l'information devrait toujours indiquer clairement dans quel but et pour le compte de qui la demande est formulée.

4. Les CRF devraient pouvoir exécuter des demandes d'informations pour le compte d'homologues étrangers lorsque cela peut être pertinent pour l'analyse de certaines transactions financières. Au minimum, les demandes d'informations devraient contenir :

- Les recherches dans leurs propres bases de données, notamment en ce qui concerne les informations se rapportant aux déclarations d'opérations suspectes.
- Les recherches dans d'autres bases de données auxquelles elles peuvent avoir accès directement ou indirectement, y compris les bases de données des autorités de poursuite pénale, les bases de données publiques, les bases de données administratives, les bases de données disponibles sur le marché.

Lorsqu'elles y sont autorisées, les CRF devraient également contacter d'autres autorités compétentes et des institutions financières afin d'obtenir les informations pertinentes.

## **Annexe 4 :**

### **Les neuf Recommandations Spéciales**



**Groupe d'action financière  
sur le blanchiment de capitaux**  
Financial Action Task Force  
on Money Laundering

# **Les recommandations spéciales sur le financement du terrorisme**

## Recommandations spéciales du GAFI sur le financement du terrorisme

Reconnaissant l'importance vitale de prendre des mesures afin de lutter contre le financement du terrorisme, le GAFI a adopté ces Recommandations qui, conjointement avec les quarante Recommandations du GAFI sur le blanchiment de capitaux, fournissent le cadre fondamental visant à détecter, prévenir et réprimer le financement du terrorisme et des actes terroristes.

### *I. Ratification et mise en oeuvre des instruments des Nations Unies*

Chaque pays devrait prendre les mesures immédiates pour ratifier et pour mettre en œuvre sans restriction la Convention de 1999 des Nations Unies pour la répression du financement du terrorisme.

Les pays devraient également mettre en œuvre immédiatement les résolutions des Nations Unies relatives à la prévention et la répression du financement des actes terroristes, notamment la Résolution 1373 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

### *II. Incrimination du financement du terrorisme et du blanchiment de capitaux commis dans le cadre des activités terroristes*

Chaque pays devrait ériger en infraction pénale le financement du terrorisme, des actes terroristes et des organisations terroristes. Les pays devraient s'assurer que de telles infractions sont désignées comme des infractions sous-jacentes au blanchiment de capitaux.

### *III. Gel et confiscation des biens des terroristes*

Chaque pays devraient mettre en œuvre des mesures pour geler sans délai les fonds ou autres biens des terroristes et de ceux qui financent le terrorisme et les organisations terroristes, conformément aux résolutions des Nations Unies relatives à la prévention et la répression du financement des actes terroristes.

Chaque pays devrait également adopter et mettre en œuvre des mesures, y compris de nature législative, afin de permettre aux autorités compétentes de saisir et de confisquer les biens qui sont utilisés pour, ou destinés ou alloués à être utilisés pour le financement du terrorisme, des actes terroristes ou des organisations terroristes, ou qui en constituent le produit.

### *IV. Déclaration des transactions suspectes liées au terrorisme*

Si les institutions financières, ou les autres entreprises ou entités assujetties aux obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, suspectent, ou ont des motifs raisonnables de suspecter que des fonds sont liés, associés ou destinés à être utilisés pour le financement du terrorisme, des actes terroristes ou des organisations terroristes, elles devraient être tenues de déclarer rapidement leurs soupçons aux autorités compétentes.

---

---

## ***V. Coopération internationale***

Chaque pays devrait apporter aux autres pays, sur le fondement d'un traité, d'un accord ou de tout autre mécanisme relatif à l'entraide judiciaire ou à l'échange de renseignements, l'assistance la plus large possible dans le cadre des enquêtes, investigations ou procédures pénales, civiles ou administratives concernant le financement du terrorisme, des actes terroristes et des organisations terroristes.

Les pays devraient également prendre toutes les mesures possibles en vue d'assurer qu'ils ne fournissent pas de refuge aux personnes poursuivies pour le financement du terrorisme, des actes terroristes, ou des organisations terroristes, et ils devraient mettre en œuvre, dans la mesure du possible, des procédures permettant l'extradition de telles personnes.

## ***VI. Remise de fonds alternative***

Chaque pays devrait prendre des mesures afin de s'assurer que les personnes physiques ou morales, y compris les agents, qui fournissent un service de transmission de fonds ou de valeurs, y compris la transmission à travers un système ou réseau informel visant le transfert de fonds ou de valeurs, obtiennent une autorisation d'exercer ou s'inscrivent sur un registre, et qu'elles soient assujetties à toutes les Recommandations du GAFI qui s'appliquent aux banques et aux institutions financières non bancaires. Chaque pays devrait s'assurer que les personnes physiques ou morales qui fournissent ce service illégalement soient passibles de sanctions administratives, civiles ou pénales.

## ***VII. Virements électroniques***

Les pays devraient prendre des mesures afin d'obliger les institutions financières, y compris les services de remise de fonds, à inclure des renseignements exacts et utiles relatifs au donneur d'ordre (nom, adresse et numéro de compte) concernant les transferts de fonds et l'envoi des messages qui s'y rapportent. Les renseignements devraient accompagner le transfert ou le message qui s'y rapporte tout au long de la chaîne de paiement.

Les pays devraient prendre des mesures pour s'assurer que les institutions financières, y compris les services de remise de fonds, mettent en œuvre une surveillance approfondie et un suivi aux fins de détection des activités suspectes des transferts de fonds non accompagnés de renseignements complets sur le donneur d'ordre (nom, adresse et numéro de compte).

## ***VIII. Organismes à but non lucratif***

Les pays devraient entreprendre une revue de l'adéquation de leurs lois et réglementations relatives aux entités qui peuvent être utilisées afin de financer le terrorisme. Les organismes à but non lucratif étant particulièrement vulnérables, les pays devraient s'assurer qu'ils ne peuvent pas être utilisés :

- (i) par les organisations terroristes se présentant comme des entités légitimes ;
- (ii) afin d'exploiter des entités légitimes comme moyens de financement du terrorisme, y compris pour éviter les mesures visant le gel des biens ;
- (iii) et afin de dissimuler ou de voiler l'acheminement clandestin des fonds destinés à des fins légitimes pour approvisionner les organisations terroristes.



---

### ***IX. Les passeurs de fonds (« cash couriers »)***

Les pays devraient avoir en place des mesures destinées à détecter les transports physiques transfrontaliers d'espèces et instruments au porteur, y compris un système de déclaration ou toute autre obligation de communication.

Les pays devraient s'assurer que leurs autorités compétentes sont dotées du pouvoir de bloquer ou retenir les espèces ou instruments au porteur soupçonnés d'être liés au financement du terrorisme ou au blanchiment de capitaux, ou faisant l'objet de fausses déclarations ou communications.

Les pays devraient s'assurer que des sanctions efficaces, proportionnées et dissuasives peuvent s'appliquer aux personnes qui ont procédé à des fausses déclarations ou communications. Lorsque des espèces ou instruments au porteur sont liés au financement du terrorisme ou au blanchiment de capitaux, les pays devraient aussi adopter des mesures, y compris de nature législative, conformes à la Recommandation 3 et le Recommandation spéciale III, qui autorisent la confiscation de telles espèces ou de tels instruments.

## **Annexe 5 :**

**Les meilleures pratiques internationales pour la détection  
et prévention du transport transfrontalier d'espèces par  
des terroristes ou autres criminels**



**Financial Action Task Force**  
Groupe d'action financière

**DÉTECTION ET PRÉVENTION DU  
TRANSPORT TRANSFRONTALIER  
D'ESPÈCES PAR DES TERRORISTES OU  
AUTRES CRIMINELS**

**Meilleures pratiques internationales**

12 février 2005

# **RECOMMANDATION SPÉCIALE IX : PASSEURS DE FONDS DÉTECTION ET PRÉVENTION DU TRANSPORT TRANSFRONTALIER D'ESPECES PAR DES TERRORISTES OU AUTRES CRIMINELS**

## **Meilleures pratiques internationales**

### **Introduction**

1. Il est désormais admis que le recours à des passeurs de fonds constitue l'une des principales méthodes permettant aux terroristes de déplacer des fonds. Pour remédier à ce problème, le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) a publié la Recommandation spéciale IX et sa Note interprétative qui ont été élaborées en vue d'empêcher les terroristes ou autres criminels de recourir à des passeurs de fonds pour financer leurs activités ou pour blanchir leurs fonds.

2. Alors que la Note interprétative est destinée à expliquer plus en détail les obligations énoncées dans la Recommandation spéciale IX, le présent document sur les meilleures pratiques vise à fournir aux pays ou territoires concernés des précisions et des orientations sur la façon de détecter les passeurs de fonds et de mettre en oeuvre des mesures efficaces pour empêcher les terroristes ou autres criminels de recourir à ces passeurs.

### **Position du problème**

3. Les informations communiquées par les services de renseignements et les services opérationnels indiquent que la contrebande d'espèces constitue l'une des principales méthodes utilisées par les financiers du terrorisme, les blanchisseurs de capitaux et les membres de la criminalité organisée pour déplacer des fonds destinés à soutenir leurs activités. Pendant plusieurs années, les exercices du GAFI sur les typologies ont souligné de façon répétée le rôle essentiel que les passeurs de fonds jouent souvent dans les opérations de blanchiment de capitaux. Ces dernières années cependant, il est apparu qu'ils jouaient aussi un rôle important dans le financement international du terrorisme.

4. Les passeurs de fonds font appel à diverses méthodes de contrebande d'espèces ; cela étant, l'une de leurs méthodes privilégiée consiste à utiliser les compagnies aériennes commerciales et ce, pour les raisons suivantes : (1) le passager (passeur) peut rester à proximité de l'argent durant le transport, (2) il est possible de rallier rapidement de nombreuses destinations étrangères ; enfin (3) il n'est pas nécessaire de faire des préparatifs importants. Le franchissement de frontières terrestres présente aussi des avantages pour les passeurs de fonds, notamment la possibilité de dissimuler les fonds dans le véhicule du passeur. Le courrier postal constitue une autre importante méthode de contrebande d'espèces.

### **Définitions**

5. Aux fins de la Recommandation spéciale IX et du présent document sur les meilleures pratiques, on appliquera les définitions figurant dans la Note interprétative de la Recommandation spéciale IX.

### **Mesures d'application : généralités**

#### *Seuils des systèmes de déclaration*

6. Dans un système de déclaration, l'obligation de faire une déclaration écrite s'applique si la personne transporte des espèces ou des instruments négociables au porteur d'une valeur supérieure au plafond pré-établi. Même si la Note interprétative de la Recommandation spéciale IX prescrit un plafond de 15 000 EUR/USD, on sait que de nombreux pays ont décidé d'adopter des plafonds inférieurs à ce montant.

### *Capacités techniques*

7. Les pays sont aussi encouragés à développer une expertise technique spécifique pour améliorer la capacité de détection des mouvements d'espèces aux frontières. Par exemple, ils doivent envisager d'élaborer des mécanismes de détection des espèces dans les bagages ou les colis par l'utilisation de brigades de chiens spécialement dressés pour flairer la présence d'espèces, de la technique des rayons X, des scanners ou autre matériel sophistiqué. Tous les mécanismes employés doivent être utilisés en fonction des risques et des renseignements obtenus, compte tenu de l'ampleur des mouvements aux frontières. Dans le même esprit, les pays doivent s'assurer que les ressources humaines et financières nécessaires ont été affectées à leurs dispositifs de déclaration d'espèces lors du passage de frontières.

### *Billets de grosses coupures*

8. Les pays doivent envisager l'élimination des billets de grosses coupures. Ces billets peuvent être utilisés par les contrebandiers pour réduire sensiblement la taille physique des colis d'espèces qu'ils font passer aux frontières et, ce faisant, ils compliquent sensiblement les exercices de détection.

### *Autres formes d'espèces*

9. Les pays doivent appliquer la Recommandation spéciale IX et sa Note interprétative au transport frontalier *d'espèces et d'instruments négociables au porteur*. En outre, ils sont encouragés à appliquer ces mesures à d'autres formes d'espèces et d'instruments négociables au porteur susceptibles de préserver l'anonymat du porteur, du payeur ou du bénéficiaire.

### **Surveillance ciblée des passeurs de fonds**

10. Lors de l'élaboration des mesures de détection des mouvements physiques transfrontières d'espèces et d'instruments négociables au porteur à des fins de financement du terrorisme ou de blanchiment de capitaux, il est essentiel que les pays concernés procèdent à des opérations visant à bloquer ces mouvements afin d'interrompre ces activités criminelles. Les pays devraient se doter de procédures efficaces et réalisables pour détecter, bloquer ou restreindre, voire confisquer, les espèces et instruments négociables au porteur ainsi transportés. Les pays sont invités à coordonner ces opérations avec tous les services opérationnels<sup>1</sup> concernés et, le cas échéant, avec les compagnies commerciales de transport aérien ou maritime. Les services opérationnels devraient prendre contact avec le personnel des compagnies aériennes pour discuter de leur coopération et de leur assistance avant de commencer leurs opérations visant à bloquer ces mouvements d'espèces. Par exemple, les agents des compagnies aériennes devraient être invités à déclarer le comportement suspect de passagers remarqué lors des contrôles d'accès et, le cas échéant, ils doivent pouvoir coopérer avec les services opérationnels pour les enquêtes sur des affaires impliquant des passeurs de fonds.

11. Les pays sont encouragés à cibler leur action de surveillance des passeurs sur le renseignement et l'analyse ainsi que sur l'évaluation des risques et des menaces. Les autorités doivent d'abord identifier les routes, les vols, les bateaux et les méthodes de dissimulation considérées comme à haut risque en raison de liens connus ou possibles avec le financement du terrorisme ou avec d'autre mouvement financier illicite. Il convient ensuite d'identifier les passagers à haut risque. Le recours à l'établissement de profils ou au ciblage des passagers en vue de vérifications sur la base de considérations raciales, religieuses ou ethniques doit être strictement interdit. Les méthodes de détection doivent être centrées sur les principaux pays de transit, de destination ou d'origine, et les autorités de ces pays doivent coordonner leurs activités, leurs renseignements et leurs informations sur les passeurs ou les individus visés. Lorsque des individus sont visés, leur nom doit être vérifié à l'aide des différentes listes noires des pays ou de la liste des terroristes des Nations Unies, ainsi que d'autres

---

<sup>1</sup> Dans de nombreux pays, l'administration des douanes n'est pas considérée comme un service opérationnel et n'a donc pas l'expérience, la formation ou l'autorité pour mener des interventions opérationnelles.

bases de données de services opérationnels et ce, dans le respect des lois nationales sur la protection des données. L'accès aux rapports des services de renseignement, aux analyses des saisies et aux données rétrospectives, sur le plan tant national qu'international, est essentiel pour mettre en évidence l'évolution des pratiques des passeurs de fonds. Ces informations doivent être échangées en temps utile entre les pays.

### **Identification des passeurs**

12. Les pays sont encouragés à mettre en place des systèmes de filtrage des passagers pour analyser le comportement, l'apparence et les communications (verbales et non verbales) des passeurs de fonds potentiels. Les autorités doivent prendre note des anomalies en matière de comportement. L'une des parties intégrantes du processus de filtrage réside dans la réalisation d'entretiens avec les passagers qui méritent un examen approfondi. Les autorités doivent élaborer un questionnaire de référence avant de s'entretenir avec la personne. Une liste d'indicateurs d'alerte visant à faciliter la détection des passeurs de fonds est à la disposition des autorités compétentes par les canaux du GAFI.

### **Collecte de données**

13. La plupart des opérations d'inspection, de détection et de saisie résultent d'un processus initial « d'examen des documents ». Lors de la réalisation d'entretiens, la pratique exemplaire consiste à s'assurer que l'analyse de l'identité et des documents de voyage couvre le passeport, le visa, le billet de transport aérien ou maritime et les déclarations ou documents de communication suspects.

14. Lorsque l'on recherche des espèces par l'examen de fret, la pratique exemplaire consiste à s'assurer que tout ou partie des documents de transport suivants sont disponibles en vue de leur examen : manifeste, lettre de transport aérien, déclaration d'exportation du transporteur et facture/liste des colis.

### **Blocage/Confiscation des espèces**

15. En cas de fausse déclaration ou communication ou lorsqu'il y a des motifs raisonnables de soupçonner des actes de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, les pays sont encouragés à imposer un renversement de la charge de la preuve sur la personne portant les espèces ou les instruments négociables au porteur lors du franchissement d'une frontière quant à la légitimité de ces espèces ou de ces instruments. En conséquence, si, dans de telles circonstances, une personne est dans l'incapacité de démontrer l'origine et la destination légitimes des fonds ou des instruments négociables au porteur, ces fonds ou ces instruments peuvent être bloqués ou retenus. Les pays sont invités à envisager la confiscation des espèces ou des instruments négociables au porteur même en l'absence de condamnation conformément à la Recommandation 3 du GAFI.

### **Contrôles**

16. Les pays doivent envisager la mise en place de procédures destinées à mener des contrôles approfondis de passagers, de véhicules, de fret, etc. lorsque l'on soupçonne que des espèces ou des instruments négociables peuvent avoir fait l'objet de fausses déclarations ou ne pas avoir été divulgués ou qu'ils peuvent être liés à des opérations de financement du terrorisme ou de blanchiment de capitaux. Si possible, les contrôles doivent être menés par au moins deux personnes. Comme on l'a indiqué précédemment, les matériels à rayons X, les scanners ou les brigades de chiens spécialement dressés pour flairer la présence d'espèces doivent aussi être utilisés dans toute la mesure du possible. Lorsque des espèces ou des instruments négociables au porteur à caractère suspect sont découverts, les bagages ou le fret concernés doivent être conservés intacts avec les espèces ou les instruments de façon à ce que des photographies puissent être prises en vue de préserver les preuves. Les autorités doivent disposer de systèmes appropriés de manutention, de stockage, de protection et de comptabilisation des espèces et instruments négociables au porteur qui ont été saisis.

17. Lors du contrôle d'espèces susceptibles d'avoir fait l'objet de fausses déclarations ou de ne pas avoir été divulguées ou d'être liées à des opérations de financement du terrorisme ou de blanchiment de capitaux, une pratique exemplaire consiste à accorder une attention toute particulière à l'utilisation potentielle de fausse monnaie. Les caractéristiques spécifiques de la fausse monnaie sur le plan judiciaire peuvent être très précieuses pour des enquêteurs tentant de démanteler des réseaux terroristes ou criminels. Dans certains cas, les contrefacteurs emploient soit leurs propres contrebandiers, soit d'autres réseaux établis de contrebande pour réaliser leurs mouvements aux frontières. Certains pays ont établi des mécanismes de détection de la fausse monnaie. Par exemple, en présence d'espèces américaines douteuses ou suspectes, les autorités doivent vérifier ces billets en se reportant au site web des services secrets américains sur la détection de faux billets ([www.usdollars.usss.gov](http://www.usdollars.usss.gov)) ou, dans le cas de billets libellés en euro, à celui de la Banque centrale européenne ([www.eur.ecb.int/en/section/recog.html](http://www.eur.ecb.int/en/section/recog.html)).

18. De même, une pratique exemplaire consiste à examiner attentivement les espèces afin de vérifier la présence de signes distinctifs ou d'autres signes extérieurs pouvant relier ces espèces à certaines personnes ou certains négociants en devises. Ces informations devraient aussi être échangées entre services opérationnels nationaux ainsi qu'avec la communauté internationale, autant que de besoin.

19. Les autorités douanières et les autres services opérationnels sont encouragés à travailler avec les autorités chargées des poursuites ou les autorités judiciaires pour définir des lignes directrices en vue de bloquer ou de retenir les espèces ou instruments négociables au porteur et d'arrêter et de poursuivre les personnes dans les affaires de fausses déclarations ou de non divulgation d'espèces ou d'instruments négociables au porteur ou encore lorsque ces espèces ou instruments sont soupçonnés d'être liés à des opérations de financement du terrorisme ou de blanchiment de capitaux. Ces lignes directrices devraient aussi s'appliquer aux personnes qui ne répondent pas honnêtement aux questions posées par les douaniers ou refusent de coopérer avec les autorités lors du processus de contrôle.

### **Coopération internationale et intérieure**

20. Les pays sont encouragés à passer des accords de coopération avec d'autres pays de façon à permettre des échanges bilatéraux de renseignements douaniers entre des administrations douanières ou d'autres organismes compétents à propos des déclarations aux frontières, du blocage ou de la rétention d'espèces ou d'instruments négociables au porteur ainsi que des indicateurs d'alerte. Cette coopération pourrait aussi s'étendre à des opérations faisant appel à des livraisons contrôlées ou d'autres techniques d'enquête lorsque des espèces ou des instruments négociables au porteur sont détectés aux frontières sans accompagnement. Les pays sont aussi encouragés à renforcer les capacités de l'administration des douanes et la surveillance des frontières, l'échange de renseignements et la surveillance ciblée de passagers. L'augmentation de l'échange de renseignements entre les administrations douanières et les forces de police nationales ainsi que les forces de police internationales (telles qu'Interpol et Europol) est également encouragée. Lorsque des pays ont prévu une obligation de divulgation, des dispositifs devraient être mis en place pour enregistrer les informations tirées des déclarations orales suspectes ou fausses à des fins de coopération internationale.

21. Les pays sont aussi encouragés à renforcer la coopération opérationnelle entre les douanes, les services d'immigration et la police pour réagir à la détection d'espèces ou d'instruments négociables au porteur et à développer la collecte de renseignements. Les CRF ont également un rôle utile à jouer dans la diffusion de ce type d'informations sur le plan national. Par exemple, les pays et territoires sont encouragés à veiller à ce que l'autorité compétente désignée transmette les déclarations ou communications mensongères à la cellule de renseignements financiers ou les mette à sa disposition par d'autres moyens.

**Typologies des passeurs de fonds****Exemple 1 : Utilisation de compagnies aériennes commerciales**

Des agents de sécurité aéroportuaire opérant à un point de contrôle par rayons X, découvrent une somme importante en espèces dissimulée dans le double fond d'une valise. Les agents de sécurité en informent les autorités douanières qui réagissent en procédant à un contrôle auprès de passagers montant à bord du même vol international. Une annonce est faite avant l'embarquement des passagers pour le vol les informant de l'obligation (prévue dans le pays de départ) de déclarer les espèces en leur possession. Un suspect déclare alors des espèces pour un montant inférieur au seuil de déclaration obligatoire. Pendant l'embarquement dans l'avion, le suspect est arrêté dans la passerelle d'accès, informé de l'obligation de déclaration en lui offrant la possibilité de modifier sa précédente déclaration. Après qu'il ait choisi de ne pas profiter de cette possibilité, un contrôle révèle que le suspect porte sensiblement plus d'espèces qu'il ne l'avait déclaré. Les espèces sont immédiatement saisies.

**Exemple 2 : Utilisation de véhicule particulier**

Par suite d'un contrôle à un point de passage de frontière terrestre, le Pays B intercepte une somme totale de 165 000 USD soupçonnées de constituer le produit d'activités criminelles. La personne ayant fait l'objet du contrôle revenait du Pays A. Lors du contrôle de la camionnette, les agents des douanes remarquent que le compartiment du coussin gonflable du côté du passager n'est pas bien fixé. Ils retirent le volet de plastique pour faire apparaître un faux compartiment qui s'avère dissimuler des liasses de billets. En outre, la passagère du véhicule portait sur elle une forte somme en espèces.

**Exemple 3 : Utilisation de colis transportés par voie aérienne**

Les services opérationnels du Pays C entreprennent une enquête reposant sur deux saisies d'espèces en vrac pour un montant supérieur à 200 000 USD découvertes dans les colis d'un service extérieur de transport express destinés à une certaine entreprise dans le Pays X. Ces espèces devaient être acheminées dans un pays préoccupant. L'entreprise et son propriétaire localisés dans le Pays X ont en fin de compte été identifiés comme membres d'une organisation terroriste connue et désignée comme telle du Moyen-Orient.



## **Annexe 6 :**

**La nouvelle définition de « CRF » du Groupe Egmont et sa  
Note Interprétative**

INTERPRETIVE NOTE CONCERNING  
THE EGMONT DEFINITION OF A  
FINANCIAL INTELLIGENCE UNIT

History of The Egmont Group. In June 1995, government agencies and international organizations gathered at the Egmont-Arenberg Palace in Brussels to discuss money laundering and ways to confront this global problem. Out of this first meeting was born the Egmont Group (“Egmont”), an informal body of government disclosure receiving agencies that share a common goal – to provide a forum to enhance mutual cooperation and to share information that has utility in detecting and combating money laundering and, more recently, terrorism financing. Over time, working groups have developed to carry out the tasks of Egmont. Today, Egmont has five working groups: Legal, Training and Communication, Outreach, Operational and IT.

Early on, the participants in Egmont recognized the need for developing effective and practical means of cooperating, especially concerning information exchange and the sharing of expertise. To meet those challenges, the Legal Working Group examined obstacles related to information exchange among government agencies that specifically combat money laundering through the processing of financial information. To identify financial disclosure receiving agencies around the world and to better understand how such government agencies function, jurisdictions completed questionnaires and submitted them for review by the Legal Working Group. On the basis of the answers provided from the questionnaires, the Legal Working Group devised a functional definition of government agencies, called Financial Intelligence Units (“FIUs”) that combat money laundering.

Although initially the focus of the Egmont FIU was essentially on money laundering, FIUs are also playing an important role in the international effort to combat the financing of terrorism. The financial disclosures that FIUs currently receive, analyze and disseminate have proven to be invaluable sources of information for those national agencies that investigate terrorism financing. In order to meet international mandatory standards countries have or are in the process of amending their domestic legislation to bring terrorism financing within the remit of their FIU as an autonomous offence, beside as a predicate offense for money laundering, thus expanding the scope of the FIU’s overall functions.

**Egmont Definition.** Based upon the work of the Legal Working Group, Egmont approved the following definition of an FIU in 1996, consequently amended in 2004 to reflect the FIU’s role in combating terrorism financing:

**A central, national agency responsible for receiving, (and as permitted, requesting), analysing and disseminating to the competent authorities, disclosures of financial information:**

- (i) **concerning suspected proceeds of crime and potential financing of terrorism, or**
  - (ii) **required by national legislation or regulation,**
- in order to combat money laundering and terrorism financing.**

The definition of an FIU can best be understood through a brief explanation of each of its component parts.

1. **A central, national agency.** Egmont's focus on international co-operation requires that only one government agency per territory or self-autonomous jurisdiction, recognized by international boundaries, serve as the contact point for international exchanges. It must operate in a jurisdiction that is governed by the laws of that territory. To be clear, use of the phrase "central, national agency" carries with it no political designation or recognition of any kind.

An anti-money laundering/terrorism financing government agency operating in a jurisdiction that in political terms constitutes a dependency of another nation, may be considered an FIU as long as it is the only government agency that carries out these efforts in that internationally recognized boundary. Recognition that such government agency meets the Egmont definition of an FIU does not necessarily equate to sovereignty.

In federal systems, the phrase "central, national agency" implies that only one government agency may be considered an FIU under Egmont. Even though federal systems have multiple subdivisions, only one centralized agency serves as contact point for information exchange for Egmont.

2. **Responsible for.** This word denotes that the legal framework, which establishes the FIU, authorizes, at a minimum, the functions outlined in the Egmont definition.
3. **Receiving, (and as permitted, requesting) analysing and disseminating.** This phrase designates the three principal activities of all Egmont FIUs, and the functions that make them unique.
  - **Receiving.** FIUs serve as the central reception point for receiving financial disclosures. This takes into account FIUs that have more than one office and FIUs that receive disclosures from different domestic agencies. This concept also distinguishes FIUs from law enforcement agencies with a general (overall) law enforcement mission.
  - **(And as Permitted, Requesting).** Some but not all FIUs have the ability to query specific financial information from certain financial institutions and other non financial entities beyond the financial disclosures that FIUs normally receive from reporting entities. For this reason, the language is in parentheses and is limited in scope.

- **Analysing.** Analysis involves an initial evaluation of the utility or relevance of disclosures received from reporting entities at the pre-investigation stage. Analysis of information reported to FIUs may occur at different stages and take different forms. Some FIUs analyse every financial disclosure when it arrives at the FIU. For other FIUs, such a system is impossible due to the sheer volume of financial disclosures that they receive. Those FIUs make the financial disclosures immediately available to appropriate investigative authorities and the FIUs analyse financial disclosures in response to requests for information or on their own accord but not in response to each and every financial disclosure reported to it. In an increasing manner, many FIUs have incorporated analytical software that assists in determining money laundering trends and patterns for use by law enforcement, to provide feedback to the reporting institutions and in some cases for purposes of proactive targeting. In all cases, some de minimis level of analysis must occur in order to categorise a given piece of information and determine which agency, or group of agencies, should be entitled to receive it.
  - **Disseminating.** FIUs at a minimum must be able to share information from financial disclosures and the results of their analysis regarding money laundering and related crimes, as determined by domestic legislation, and terrorism financing, firstly with domestic competent authorities and, secondly, with other FIUs. A critical element in assessing dissemination capability involves assessing the extent to which a candidate FIU's law permits the cooperation with other FIUs through the exchange of information.
4. **Disclosures of financial information.** These are the materials that FIUs use and share with each other to detect and combat money laundering and terrorism financing. In this regard, FIUs may share publicly available and as well as sensitive information (whether financial disclosures or law enforcement information) with competent authorities under terms that protect the information against misuse.
  5. **Concerning suspected proceeds of crime and potential financing of terrorism.** The first type of disclosure of financial information concerns the reporting of suspicious or unusual transactions or activities regarding funds that are suspected of having originated from criminal activity or of being intended to support terrorist activity.

**[Disclosures otherwise] required by national legislation, or regulation.**

This requirement encompasses all other mandated types of reporting requirements required by law, whether involving currency, checks, wires or other transactions.

15/11/04

6. **In order to combat money laundering and terrorism financing.** This phrase reemphasizes the common purpose of every FIU.

**Annexe 7 :**

**La Déclaration de Mission des CRF du Groupe Egmont**



**STATEMENT OF PURPOSE**  
*of the Egmont Group of Financial Intelligence Units*  
*Guernsey, 23<sup>rd</sup> June 2004*

---

*Recognising the international nature of money laundering;*

*Realising that in order to counter money laundering an increasing number of governments around the world have both imposed disclosure obligations on financial institutions and designated financial intelligence units, or "FIUs," to receive, analyse, and disseminate to competent authorities such disclosures of financial information;*

*Identifying terrorism financing as a distinct and growing problem that like money laundering crosses national borders and operates within the international financial system;*

*Finding that FIUs acting in their capacity to receive, analyse and disseminate sensitive financial disclosures increasingly have become valuable tools in the global fight against terrorism financing by supporting the work of traditional national government agencies;*

*Convinced that co-operation between and among FIUs across national borders both increases the effectiveness of individual FIUs and contributes to the success of the global fight against money laundering and terrorism financing;*

*Mindful of both the sensitive nature of disclosures of financial information and the value of the FIUs established to protect their confidentiality, analyse them, and refer them, as appropriate, to the competent authorities for investigation, prosecution, or trial;*

*Understanding that effective international co-operation between and among FIUs must be based on a foundation of mutual trust;*

*Acknowledging the important role of international organisations and the various traditional national government agencies – such as Finance and Justice ministries, the police, and financial institution supervisory agencies – as allies in the fight against money laundering and terrorism financing;*

*Having periodically convened plenary gatherings – known as Egmont Group Meetings<sup>1</sup> – to discuss issues common to FIUs and to foster such international co-operation among established FIUs, to assist and advise FIUs under development, and to co-operate with representatives of other government agencies and international organisations interested in the international fight against money laundering and terrorism financing;*

*Having also agreed upon a definition of "Financial Intelligence Unit," completed a survey on the possibilities and modalities of information exchange, prepared a model Memorandum of Understanding for the exchange of*

---

<sup>1</sup> Named after the Egmont-Arenberg palace in Brussels where the first such meeting was held on 9 June 1995.

*information, created a secure Internet Web-site to facilitate information exchanges, and embarked upon several specific initiatives to develop the expertise and skills of the FIUs' staffs and to contribute to the successful investigation of matters within the FIUs' jurisdiction;*

*Aware that obstacles continue to limit information exchange and effective co-operation between some FIUs, and that those obstacles may include legal restrictions and/or the very nature of the FIUs themselves (– as administrative, judicial, or police ); and*

*Convinced that there exists both significant potential for broad-based international co-operation among the FIUs and a critical need to enhance such co-operation,*

The FIUs participating in the Egmont Group hereby affirm their commitment to encourage the development of FIUs and co-operation among and between them in the interest of combating money laundering and in assisting with the global fight against terrorism financing.

To that end, we affirm our accession to the definition of a Financial Intelligence Unit adopted at the plenary meeting of the Egmont Group in Rome in November 1996, as amended at the Egmont Plenary Meeting in Guernsey in June 2004:

“A central, national agency responsible for receiving, (and as permitted, requesting), analysing and disseminating to the competent authorities, disclosures of financial information:

- (i) concerning suspected proceeds of crime and potential financing of terrorism, or
- (ii) required by national legislation or regulation,

in order to combat money laundering and terrorism financing”.

We also adopt the findings of the legal working group concerning the identification of those agencies that meet the FIU definition at the present time.

Henceforth, we agree that Egmont Group plenary meetings shall be convened by and for FIUs and other invited persons or agencies who are in a position to contribute to the goals of the Egmont Group. Egmont Group Participants shall include FIUs and other agencies representing governments that do not presently have FIUs. All other invited persons, agencies or international organisations shall be considered “Observers.”

We believe it is crucial to develop a network of information exchange on the basis of the *“Principles of Information Exchange Between Financial Intelligence Units”* as set forth in the Annex and incorporated herein by this reference.

We recognise the right of every FIU to subject co-operation to additional conditions as required by its national legislation.

We further agree to pursue as a priority, through the appropriate working groups and otherwise:

Determination of appropriate consequences that attend to an Egmont Group Participant's status with respect to the definition of FIU adopted in Rome;

Development of FIUs in governments around the world;

Further stimulation of information exchange on the basis of reciprocity or mutual agreement;



Access to the Egmont Secure Web-site for all FIUs;

Continued development of training opportunities, regional/operational workshops, and personnel exchanges;

Consideration of a formal structure to maintain continuity in the administration of the Egmont Group, as well as consideration of a regular frequency and location for plenary meetings;

Articulation of more formal procedures by which decisions as to particular agencies' status vis-à-vis the FIU definition are to be taken;

Designation of additional working groups, as necessary;

Development of appropriate modalities for the exchange of information;

Creation of Egmont Group sanctioned materials for use in presentations and communication to public audiences and the press about Egmont Group matters.

**As originally approved in Madrid on 24 June 1997, amended at The Hague on 13 June 2001, in Sydney on 23 July 2003 and in Guernsey on 23 June 2004.**